HAL
open science

Rapports sociaux de sexe et immigration (mondes atlantiques XIX e -XX e siècles)

Philippe Rygiel, Natacha Lillo

To cite this version:

Philippe Rygiel, Natacha Lillo. Rapports sociaux de sexe et immigration (mondes atlantiques XIX e -XX e siècles). Philippe Rygiel; Natacha Lillo. Histoire-Genre-Migrations, Mar 2006, Paris, France. 6, Publibook, 2007, Actes de l'histoire de l'immigration, 2748334760. hal-01289130

HAL Id: hal-01289130

https://hal.science/hal-01289130v1

Submitted on 17 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rapports sociaux de sexe et immigration (mondes atlantiques XIXe-XXe siècles).

Publié avec le soutien de

Dans la même collection

Anne Sophie Bruno et Claire Zalc (textes réunis par), *Petites entreprises et petits entrepreneurs étrangers en France (XIXe-XXe siècles)*, Paris, *Actes de l'histoire de l'immigration*/Publibook Université, 2005

Natacha Lillo et Philippe Rygiel (direction), *Histoire, Genres, Migrations (mondes atlantiques XIXe-XXe siècles). Images et représentations du genre en migrations*, Paris, Actes de l'histoire de l'immigration/Publibook Université, 2007.

philippe RYGIEL et natacha LILLO (sous la direction de)

Rapports sociaux de sexe et immigration (mondes atlantiques, XIXe-XXe siècles).

Publibook

Actes de l'histoire de l'immigration
Numéro spécial, volume 6, 2006

Comité de rédaction
BERNARDOT Marc, Université Lille I, membre associé de l'URMIS
BLANC-CHALÉARD Marie-Claude, Université Paris I
BRUNO Anne Sophie, Université de Versailles-Saint-Quentin en Yvelines
DOUKI Caroline, Université Paris VIII
ESCH Michael, centre Marc Bloch, Berlin
FOUCHÉ Nicole, CNRS
GALLORO Piero, Université de Metz
GUICHARD Éric, ENSIB
KAZDAGHLI Habib, Faculté des Lettres de Manouba, Tunis-Manouba
LEWIS Mary, Harvard University
LILLO Natacha, Université Paris VII
NOIRIEL Gérard, directeur d'études EHESS
PONTY Janine, Université de Franche-Comté
RYGIEL Philippe, Université Paris I
SPIRE Alexis, CNRS-CERAPS
VOLOVITCH-TAVARÈS Marie-Claude
ZALC Claire, CNRS-IHMC

Directeur de la publication
Philippe Rygiel

Adresse postale
Actes de l'histoire de l'immigration
Équipe Réseaux Savoirs Territoires, École Normale Supérieure
45 rue d'Ulm
75005 Paris, France

Avant-propos

Natacha Lillo, Philippe Rygiel*

Cet ouvrage inaugure une série de publications consacrées à l'histoire des femmes et du genre en migration dans le monde occidental au cours des XIXe et XXe siècles. Elle se poursuivra en 2007 par la publication, sous la direction de Nicole Fouché et de Serge Weber, d'un numéro spécial de la revue *Migrance,* qui explore les sexualités migrantes, et d'un deuxième volume des *Actes de l'Histoire de l'Immigration*, sous la direction de Natacha Lillo et Philippe Rygiel, qui évoquera les images et représentations des femmes et du genre en migration. L'année 2008 verra la parution d'un volume édité par la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, qui examinera la façon dont les appareils d'État prennent en compte et administrent le genre des migrants, ainsi que d'un numéro de la revue *Travail, Genre, Société,* édité par Laura Lee Down, Manuela Martini et Philippe Rygiel, dont l'objet sera l'examen des transformations des rapports de genre induites par le travail migrant. Clôturera cet ensemble, un numéro de la revue *Migrations/Société*, plus particulièrement consacré au travail des migrantes.

L'ensemble de ces volumes rend compte d'un cycle de recherche ouvert en 2002. Celui-ci eut d'abord pour cadre le séminaire d'Histoire sociale de l'immigration de l'École normale supérieure à Paris, dont les séances furent, en 2002-2003, consacrées à l'histoire des femmes en migration, puis, en 2003-2004, à l'histoire du genre en migration, et qui réunit durant deux ans des chercheurs français intéressés à ces questions[1]. Il trouva sa conclusion lors d'un colloque international tenu à l'ENS Paris les 27, 28 et 29 mars 2006[2], qui réunit soixante-dix participants

---

* Natacha Lillo est maître de conférences à l'Université Paris VII, Philippe Rygiel est maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, membre du centre d'histoire sociale du XXe siècle et de l'équipe Réseaux-Savoirs-Territoires (Ens).

[1] http://barthes.ens.fr/Clio/seminaires/himmig/past.html

[2] http://barthes.ens.fr/clio/dos/genre/prog.html

représentant douze nationalités différentes. Cette manifestation fut animée par un comité scientifique réunissant des chercheurs qui avaient pris part à ces deux années d'investigations – Nicole Fouché, Nancy Green, Natacha Lillo, Natalia Tikhonov, Philippe Rygiel et Serge Weber – et organisée par le Centre d'Histoire sociale du XXe siècle de l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne et l'équipe Réseaux-Savoirs-Territoires de l'ENS, avec le concours du laboratoire Identités, Cultures, Territoires de l'université de Paris VII, du Centre d'Enseignement, de Documentation et de Recherche pour les Études Féministes (université de Paris VII), de la région Île-de-France, de la DREES MIRE et du Fonds d'Action sociale pour l'insertion et la lutte contre les discriminations (FASILD). Son succès ne fut possible que grâce à ceux et celles qui ont su défendre ce projet ou contribuer à sa réalisation – et nous pensons ici particulièrement à Annie Fourcaut et Éric Guichard, à Najat Azmy, à Vincent Viet, à Sylvie Ledantec et à Thérèse Lortolary.

Les textes présentés et discutés dans ce cadre, les travaux entrepris alors, dont certains ont été développés depuis, nourrissent cette série de publications. Aussi nous faut-il, ouvrant ce premier volume, préciser l'inspiration de cette entreprise.

Nous partions en 2002 d'un constat. L'historiographie de langue française prenait peu en compte tant les femmes migrantes que les dimensions genrées du phénomène migratoire – les pertinentes analyses de Nancy Green[3], les travaux pionniers de Janine Ponty[4] faisant exceptions –. La prise en compte des femmes et du genre par les historiens des migrations nous apparaissait pourtant à l'issue de ces échanges, non seulement possible et pertinente, mais aussi nécessaire. L'expérience immigrée, dans ses différents moments, est en effet structurée par le genre en ce qu'elle ne prend pas les mêmes formes pour les hommes et pour les femmes. De même, images et représentations des populations en migration sont genrées, tant parce que le regard porté sur les migrants distingue entre eux en fonction du genre que parce que migrants et migrantes ne proposent pas les mêmes récits, ou ne portent pas la même mémoire de l'expérience migratoire.

La distinction est aussi opératoire dans la sphère juridique et politique. Tant les dispositifs législatifs que les textes réglementaires ou les

---

[3] GREEN N.L., *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 2002.

[4] PONTY J., *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres,* Paris, Publications de la Sorbonne, 1988.

pratiques administratives opèrent des distinctions entre migrants et migrantes, dont le statut et les possibilités d'action, en ce que les États les définissent, diffèrent. Les formes de l'engagement et la participation active dans la société civile des migrants aussi se déclinent selon le genre. À l'inverse, la migration, en transformant l'environnement des rapports de genre, en donnant l'occasion également à la société où s'insèrent les migrants de percevoir des rapports de genre comme pure contingence, tend à la fois à dévoiler les implicites qui fondent ceux-ci et à être un puissant facteur de leur transformation.

Nous souhaitions, dans le cadre d'un séminaire de recherche qui était aussi un lieu de formation doctorale, à la fois susciter quelques vocations et proposer un état de la question permettant d'élaborer quelques questions pertinentes. Il nous apparut assez vite que nous ne pouvions y parvenir qu'en ouvrant assez grand nos portes. Les historiens et les historiennes étaient en France peu nombreux à considérer les dimensions féminines et genrées des phénomènes migratoires. Nous choisîmes alors d'appeler en renfort des spécialistes d'autres sciences sociales – géographes, sociologues, anthropologues ou politistes –, de regarder au-delà de nos frontières – même si, contrairement à une opinion répandue, le genre des migrants n'y a pas toujours été pris en compte beaucoup plus tôt qu'en France[5] – et d'assumer un certain éclectisme.

Une grande diversité caractérisa donc tant les séances du séminaire de l'ENS que les sessions du colloque ultérieur et les discussions que les unes et les autres suscitèrent. Diversité des contextes et des populations d'abord. En compagnie des dames grecques et philanthropes installées à Paris, des dockers irlandais du Nouveau Monde, ou des étudiantes révolutionnaires passées du monde russe au Paris du XIXe siècle, des Caraïbes postrévolutionnaires à l'Europe-forteresse d'aujourd'hui, nous avons traversé bien des mondes. Nos guides nous les présentèrent sous des angles et des lumières variés. Les uns s'inscrivent dans le cadre de l'histoire des femmes, ou, quand ils préfèrent se dire historiens ou historiennes du genre, ne définissent pas toujours celui-ci de la même façon. De même, certains parlent plus volontiers d'histoire de l'immigration que d'histoire des migrations pour caractériser leur travail. Nous ne méconnaissons ni ne sous-estimons les enjeux conceptuels et pratiques de ces distinctions, mais avions choisi, plutôt que de privilégier une approche,

---

[5] SCHNEIDER D., « The Literature on Women Immigrants to the United States », *Actes de l'histoire de l'immigration,* vol. 3, 2003.

de frotter ensemble des perspectives distinctes, pour peu qu'elles nous aient paru opérantes et susceptibles de nourrir l'intelligence des phénomènes historiques qu'étudie l'histoire des migrants et des migrations.

Cette confrontation de travaux en cours, inscrits de plus dans des historiographies nationales aux particularités parfois affirmées, nous permit à la fois de poser quelques conclusions provisoires et d'identifier des thèmes dont l'exploration nous semble prometteuse.

Ainsi les charmantes et talentueuses fourrières de l'impérialisme américain et les étudiantes révolutionnaires de l'empire tsariste que nous croisons dans ce volume nous rappellent, prolongeant un mouvement initié depuis quelques années[6], que nous ne pouvons plus identifier l'histoire des migrations internationales avec celle d'hommes peu qualifiés, aspirés par les mines, les ports et les usines du cœur industrialisé du monde occidental.

Nous fûmes également invités à reprendre tout le lexique des études migratoires. Pour ne prendre qu'un exemple, l'assimilation exigée des migrants et sur laquelle se penchent depuis si longtemps experts et praticiens des sciences sociales, n'impose pas aux hommes et aux femmes les mêmes contraintes et n'a pas forcément le même sens pour elles et pour eux. Yvonne Rieker le montre dans ce volume, en évoquant les migrants italiens installées en République fédérale d'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. La prise en compte des femmes et du genre nous offrait donc des acteurs nouveaux, un lexique affiné parce que genré et des modes d'analyse efficaces. Nous y voyions la promesse de récits plus complexes et sans doute plus fidèles à l'expérience vécue des migrants.

Cela permettait même à certains chercheurs de s'attaquer à la trame d'autres récits, celui de la de la conquête de l'Ouest par exemple[7]. Migrations et rapports de genre n'étaient donc pas de menus objets. L'exploration de ces notions et leur croisement produisait en effet des résultats qu'il était possible de réinvestir efficacement dans divers champs historiques.

Si cependant nous constations l'efficacité des enquêtes menées par les chercheurs sollicités, nous étions confrontés à la difficulté d'articuler les

---

[6] BRUNO A.S., ZALC C. (Éds), *Petites entreprises et petits entrepreneurs étrangers en France (19e-20e siècle)*, Paris, *Actes de l'histoire de l'immigration*/Publibook Université, 2005, PETER H.R., TIKHONOV N. (Éds.), *Universitäten als Brücken in Europa,* Francfort, Peter Lang, 2003.

[7] JANIEWSKI D., « Conquérants et dépossédés d'Amérique. Genre, État et migrations de colons, 1790-1890 », in LILLO N., RYGIEL P., *Images et représentations du genre en migration, Actes de l'Histoire de I'immigration*, volume 7, à paraître.

propositions des uns et des autres, alors même que des questions similaires traversent nombre de ces travaux. En témoignaient quelques dialogues de sourds, dont les plus mémorables avaient pour objet l'équivalence entre migration et émancipation féminine, la place respective de la classe, de la race et du genre dans la détermination des conduites migrantes, ou encore la spécificité des contextes nationaux rejoints par les migrants et ses effets sur les rapports de genre.

C'était là une invitation à tenter d'organiser en historien, c'est-à-dire dans l'ordre du temps, ces récits genrés de migrations. Cela suppose, dans le cadre géographique qui était le nôtre, d'identifier des constantes. Parmi les plus évidentes, le recours ancien à la femme étrangère pour les tâches domestiques, qui prolonge, nous dirait Leslie Page Moch[8], l'usage des jeunes campagnardes par la bourgeoisie urbaine, ou l'association du jeune mâle migrant isolé à une dangereuse avidité sexuelle. Constantes donc à repérer, à comprendre, mais aussi repères chronologiques à établir. Dona Gabbacia a proposé, dans le cadre d'une histoire des migrations américaines[9], une périodisation qui mettait en évidence les variations, dans la moyenne durée, tant du taux de masculinité des flux entrants, que de la répartition des femmes migrantes et étrangères au sein de la force de travail des pays d'immigration, mettant en évidence l'importance, dans cette évolution, des transformations des appareils productifs des pays d'accueil, qui tendent à régler la structure de leur demande d'immigrants et d'immigrantes. La piste est riche et transposable, à l'intérieur même du monde atlantique, à d'autres lieux.

D'autres fils méritent d'être tirés. Les pratiques des États sont, en matière d'immigration, genrées, et depuis longtemps. Qu'il s'agisse d'accès au séjour, d'accès au marché du travail ou de naturalisation, les mesures prises sont rarement neutres, dans leurs effets comme dans leur inspiration. Il y a là la possibilité d'une ou de plusieurs histoires – peut-être nationales – de l'administration du genre migrant.

De même, les représentations et les discours consacrés aux migrants, toujours genrés, ont une histoire. Dans les débats politiques contemporains – et cela semble vrai à l'échelle européenne[10] – la femme

---

[8] PAGE-MOCH L., *Paths to the City. Regional Migration in Nineteenth-Century France,* Beverly Hills/London/New Dehli, Sage publications, 1983.

[9] GABACCIA D.R., *From the Other Side. Women, gender and Immigrant Life in the US,* Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1994.

[10] LUCASSEN L., *The Immigrant Threat. The Integration of Old and New Migrants in Western Europe since 1850,* Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 2005.

migrante ne semble plus apparaître désormais sous les traits de la redoutable succube porteuse de terribles maladies vénériennes et/ou de la procréatrice d'une cohorte d'enfants non désirés qu'elle fut autrefois ; elle est plutôt décrite aujourd'hui comme une suropprimée (on disait autrefois surexploitée), alors que les mâles concentrent sur eux seuls la dangerosité économique et sociale du migrant. Et peut-être est-il possible de poser quelques jalons permettant de penser les étapes et les phases de cette politisation du genre migrant.

Cet inventaire, partiel, des questions en suspens le montre : nous avons aussi constaté que quelques thèmes émergeaient, qui n'étaient pas forcément travaillés par les mêmes chercheurs et qui déterminaient des sphères de débat relativement autonomes. Chaque volume de la série de publications ouverte par cet ouvrage sera pour nous l'occasion de présenter l'une des thématiques repérées tout en tentant, par la mise en relation de ceux-ci, d'établir des liens entre des directions de recherche aujourd'hui distinctes.

Sommaire

Natacha Lillo, Philippe Rygiel
Avant-propos _____ 7

Philippe Rygiel
Le Genre de l'émigrant(e) et ses transformations _____ 15

Anthony James Hammerton
Genre, mariage et migration. Rupture des normes de genre chez les migrants britanniques en Australie et au Canada après 1945 _____ 27

Yvonne Rieker
L'immigration italienne en République fédérale allemande et les transformations des rôles genrés _____ 39

Marie-Pierre Arrizabalaga
Les femmes pyrénéennes et l'émigration transatlantique aux XIXe et XXe siècles : une réalité mal connue _____ 59

Ionela Vlase
Pratiques migratoires contemporaines entre Roumanie et Italie. Récits de migrantes. _____ 71

Michael Esch
Trajectoires sociales genrées au quotidien : immigré(e)s d'Europe de l'Est à Paris, 1895-1940 _____ 83

Pien Versteegh
Une manière de s'en sortir : les réseaux de femmes polonaises aux États-Unis et en Allemagne, 1890-1940 _____ 99

Despina Papadopoulou
Les femmes des élites grecques à Paris à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Rapports de genre et engagement dans la vie publique __ 121

Nora Faires
La construction d'un avant-poste féminin et bourgeois du nationalisme. Le Club des femmes américaines de Calgary (1912-1945) _____ 129

Le Genre de l'émigrant(e) et ses transformations

Philippe Rygiel

> « (…) les expressions de l'être masculin s'élèvent facilement pour nous à la sphère d'une objectivité et d'une validité supraspécifique et neutre (dont la coloration spécifiquement masculine, là où elle est remarquée, est subordonnée comme quelque chose d'individuel et de contingent).»
>
> Georg Simmel, *Philosophie de la modernité*

Ce livre examine les rapports entre pratiques et identités de genres et processus migratoires. Il regroupe des études dont les auteurs partagent un même postulat : les formes des migrations internationales vers l'Occident – volume et composition des flux, chronologie des départs, itinéraires empruntés – doivent quelque chose aux pratiques et aux identités genrées des migrants et, en retour, la participation au processus migratoire affecte la répartition genrée des tâches et des espaces, les rapports de pouvoir et les identités de genre, et ce d'abord dans le cadre d'observation privilégié qu'est la famille. Si l'on veut adopter le vocabulaire des sciences sociales contemporaines, on dira qu'il s'agit de considérer le genre en tant que structure structurante dans le contexte de la migration, en définissant classiquement celui-ci comme un système de normes dynamique et socialement réglé qui oriente les conduites des acteurs et leur assigne des identités dont il leur est difficile de s'affranchir[1].

---

[1] Sur les différentes acceptions du terme de genre en histoire et en sciences sociales on pourra voir FASSIN E., « Le Genre aux États-Unis » et THÉBAUD F. « Genre et Histoire »,

1. Le genre de l'émigrant(e)

Quoique ses formulations récentes lui donnent parfois un air de nouveauté, le sujet est, dans le champ de l'histoire du genre et des femmes en migration, à la fois l'un des plus fréquentés et des plus anciennement constitués, tant dans le domaine de l'histoire – les questions posées ici s'inscrivant dans la continuité des analyses des démographes[2] et des praticiens de l'histoire sociale attentifs à l'économie familiale des populations prolétaires[3] – que dans celui de la sociologie. Examinant à l'aube des années 1990 la littérature sociologique consacrée aux femmes en migration[4], Silvia Pedraza écrivait que trois interrogations structuraient cette littérature : l'une concernait les rapports entre genre et décision de départ, une autre la distribution des femmes migrantes dans les structures productives et la dernière les transformations des rapports de genre au sein des populations migrantes, celles-ci pouvant être observées depuis le point d'arrivée, ce qui est le cas dans ce volume, ou, plus rarement, dans le cadre du village ou de la région de départ. Laura Reeder a pu ainsi montrer récemment que le départ des hommes conduisait, dans la Sicile de la seconde moitié du XIXe siècle, à une redéfinition des rôles et des espaces du masculin et du féminin, l'homme étant de plus en plus exclusivement défini comme le représentant de la famille dans la sphère productive, la femme devenant sa représentante dans la sphère publique et la gestionnaire de la consommation familiale[5].

Reprendre le sujet, à la lueur de travaux historiques renouvelés dont les auteurs évoquent des contextes variés, offre plusieurs avantages.

---

in BARD C., BAUDELOT C., MOSSUZ-LAVAU J., *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir,* Paris, Éditions de la Martinière, 2004, respectivement pp. 23-43 et 44-63.

[2] HAREVEN T., *Family Time and Industrial Time: The Relationship between the Family and Work in a New England Industrial Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

[3] TILLY L.A., SCOTT J.W, *Les femmes, le travail et la famille,* Paris, Payot et Rivages, 2002, première édition 1978.

[4] PEDRAZA S., « Women and Migration. The social consequences of gender », *Annual Review of Sociology*, 17, 1991, pp. 303-325.

[5] REEDER L., « Conflict across the Atlantic : Women, Family and Mass Male Migration in Sicily, 1880-1920 », *International Review of Social History*, 46/3, decembre 2001, pages 371-391.

D'une part nous pouvons, après d'autres[6], mais dont les travaux sont souvent peu connus du public francophone, montrer en quoi la prise en compte des femmes et du genre a pu permettre de reprendre à nouveaux frais des questions classiques. Ainsi celle du départ des émigrés a-t-elle souvent été traitée en combinant d'une part les références aux facteurs structurels – différentiels de rémunérations, structures agraires, accessibilité et coûts des réseaux de transports – qui rendaient compte de la propension au départ caractérisant une région, et d'autre part l'évaluation des caractéristiques socioéconomiques des individus participant à la migration, ainsi que celle de leur position dans la société locale et l'organisation familiale. Il s'agissait alors de comprendre la sélectivité du processus migratoire, qui affecte souvent de manière très différenciée les divers groupes constituant la population ou la société observée. Les travaux de ce type lient généralement au fonctionnement d'une économie familiale, aux formes culturellement normées, tant le choix et la destination de la migration que l'identité des partants. Ceux-ci, souvent, sont définis implicitement comme les délégués d'une cellule familiale conçue comme une instance stratégique capable de définir des orientations à moyen terme et disposant, par sa place dans des configurations sociales plus larges, de ressources et de modes d'accès à l'information dont le volume et la nature contribuent à structurer les mouvements[7].

Par défaut de sources parfois, qui auraient permis de reconstituer tant la configuration sociale à laquelle rapporter la décision (était-ce la famille ou le front de parenté, ou le réseau des alliés ?), que les interactions entre ses membres, cela a pu conduire à présenter les choix, de manière sans doute trop systématique, comme le produit de stratégies collectives cohérentes et unanimement acceptées. L'attention portée aux pratiques et aux conditions de genre permet d'enrichir ces schémas, sans nécessairement que cela conduise à abandonner les résultats précémment accumulés ni la notion de stratégie familiale, qui conserve sa valeur

---

[6] Pour un exemple récent, voir SHARPE P. (Éd.), *Women, Gender, and Labour Migration – Historical and Global Perspectives*, Londres, Routledge, 2001 et, pour une présentation en français des enjeux de la prise en compte des femmes et du genre en migration, GREEN N.L., *Repenser les migrations,* Paris, Puf, 2002.

[7] VECOLI R.J., SINKE S.Z. (Éd.), *A Century of European Migration 1830-1930*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 1991, constitue une excellente introduction à ce type d'approches.

heuristique si elle est comprise comme « un jeu d'hypothèses permettant de modéliser un ensemble de décisions combinées[8] ».

En effet, intégrer les positions de genre à l'analyse permet de montrer d'abord que ressources et contraintes, en un environnement historique donné, sont très inégalement réparties selon le genre. Capacités d'action et opportunités sont de ce fait généralement différenciées et inégales, ce qui n'est pas sans effet tant sur la composition des flux que sur les destinations suivies. Les études réunies nous en fournissent plusieurs exemples. Ionela Vlase, observant les migrantes roumaines qui, depuis quelques années, se rendent en Italie, nous montre que partir seule fut longtemps difficile, voire impossible, les visas étant chers et les femmes ne pouvant que rarement accéder à des ressources monétaires propres dans le village étudié. Dans le cas des Basques de France se rendant aux États-Unis durant le XIXe et la première moitié du XXe siècle, qu'étudie Marie-Pierre Arrizabalaga, il semble que tant les conditions offertes aux femmes basques au lieu d'arrivée que l'existence, pour les jeunes femmes, d'alternatives locales ou régionales à la migration empêchent - ou retardent longtemps - la migration des sœurs et fiancées potentielles des hommes partis travailler les terres du Nevada, en dépit du vif désir qu'avaient ceux-ci d'être rejoints par des compagnes. Notons, pourtant que le fait d'être femme n'est pas en soi et en tout contexte un frein à la migration ainsi que le montrent les mouvements récents affectant l'union européenne. Christine Catarino et Mirjana Morokvasic constatent ainsi que les structures des marchés du travail contemporain de même que les politiques publiques des États européens ouvrent aux femmes des possibilités spécifiques :

> « (…) phénomène frappant dans des sociétés habituées à la migration des hommes, il nous faut constater qu'être femme peut finalement constituer ou devenir un atout dans la migration. Être femme offre une opportunité de migrer lorsque par ailleurs existent des obstacles à la mobilité des hommes. [9] »

De ce constat d'une position spécifique et genrée des hommes et des femmes découle celle de la possibilité de stratégies individuelles qui soient, pour partie, inspirées par les règles locales du genre. Cela fait des

---

[8] KOK J., « The Challenge of Strategy : a Comment », *International Review of Social History,* 47/3, december 2002, p. 465-485, citation page 475.

[9] CATARINO C., MOROKVASIC M., « Femmes, genre, migration et mobilités », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 21/1, 2005, pp. 7-27.

décisions ou des stratégies familiales les produits d'une négociation éventuellement conflictuelle. Étudiant les migrants britanniques venus s'implanter dans les pays blancs du Commonwealth après 1945, Anthony Hammerton fournit quelques exemples. La distribution des rôles au sein des familles ouvrières anglaises des années 1950 assure aux femmes un rôle-clé, tant dans la décision de migrer que dans le choix de la destination, et leur permet d'imposer à des partenaires réticents la perspective d'un départ. Il peut également arriver, Ionela Vlase le souligne, que la décision de migrer soit prise malgré le conjoint et contre l'avis du groupe familial. Elle rejoint ce faisant une historiographie récente prompte à souligner que la migration – ou son refus - particulièrement lorsque sont étudiés les mouvements des femmes, peut être le produit d'un conflit et manifester l'autonomie des agents féminins. Les femmes migrantes, après les hommes, accédent ainsi au statut d'acteur[10].

2. Migrations et émancipation féminine

Ainsi, la prise en compte de ce que l'économie familiale met aux prises des hommes et des femmes incite à ouvrir la boîte noire des stratégies familiales et à lire les décisions prises comme provenant de négociations contextualisées et éventuellement conflictuelles, entre des agents dont les positions sont pour partie structurées par le genre et l'âge.

Les pratiques et les codes de genre des populations migrantes ne pèsent pas sur leurs capacités d'action et leurs choix durant le seul processus du départ. Yvonne Rieker montre ici comment certaines des pratiques des familles italiennes installées en République fédérale d'Allemagne durant les Trente Glorieuses se comprennent en référence à la distribution des rôles et aux identités de genre qui prévalent dans les familles paysannes de l'Italie du Sud. La plupart des auteurs ayant traité ces thèmes se sont cependant plus intéressés aux transformations des pratiques et des identités de genre induites par la migration qu'à la reproduction en émigration de schémas anciens. En effet, cette histoire

---

[10] Pour quelques exemples récents, ANDERSON O., « Emigration and Marriage Break-Up in Mid-Victorian England, *The Economic History Review, New Series*, 50/1, février 1997, pages 104-109 ; GUALTIERI S., « Gendering the Chain Migration Thesis : Women and Syrian Transatlantic Migration, 1878-1924 », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 24/1, 2004, pages 67-78 ; REEDER L., *Widows in White : Migration and the Transformation of Rural Italian Women*, *Sicily, 1880-1920*, Toronto, University of Toronto Press, 2003.

est souvent écrite comme le récit d'une émancipation. Quittant des cultures patriarcales et oppressives, les migrantes rejoignant l'Occident, ou autrefois le cœur dynamique du monde industriel, doivent y trouver à la fois l'autonomie et la dignité par la grâce de l'accès au travail salarié et par celle de la protection d'institutions bienveillantes, ainsi que la possibilité, par l'association avec d'autres, de définir des identités de genre moins aliénantes[11].

Il est facile de noter que la polysémie du terme « émancipation » subsume des dimensions des rapports de genre susceptibles d'être diversement affectées par la migration[12] ou de dénoncer les postulats de tels discours, et cela a déjà été fait[13], qui peuvent associer ethnocentrisme et posture de classe. L'émancipation est parfois jaugée à l'aune d'un modèle petit-bourgeois de respectabilité et tout rapprochement formel entre pratiques des populations migrantes et pratiques des classes moyennes occidentales est interprété comme l'indice d'une libération. La force de ce schéma ne vient cependant pas seulement de la contamination de la production scientifique par l'air du temps, mais aussi de la difficulté de proposer un macro-récit alternatif. Nous savons, en effet, que la migration transforme l'environnement matériel des rapports de genre, à la fois parce que les migrants sont confrontés à une nouvelle organisation des espaces sexués et parce que les conditions concrètes d'accomplissement des tâches féminines diffèrent généralement entre société de départ et société d'acceuil. Yvonne Rieker et Michael Esch le montrent et s'interrogent sur les effets de ces changements. De plus, les configurations sociales au sein desquelles s'inscrivent les familles – souvent privées, par exemple, du soutien des générations précédentes - mais aussi plongées dans des univers institutionnels nouveaux, les conduisent à un difficile travail de reconstitution d'un réseau social, dont Pien Versteegh, mais aussi Nora Faires, montrent qu'il obéit à des normes de genre. Enfin, la logique des projets migratoires implique souvent pour sa réussite une accumulation rapide de numéraire et donc s'accompagne parfois de l'entrée sur le marché du travail salarié de tous

---

[11] Sur cette évolution voir GREEN N.L., *Repenser ...,* opus cité, pp. 115-116.

[12] PARRADO E.A., FLIPPEN C.A., MACQUISTON C., « Migration and Relationship Power among Mexican Women », *Demography*, 42/2, 2005, pp. 347-372.

[13] LUIBHEID E., « Heteronormativity and Immigration Scholarship. A Call for Change », *GLQ, a journal of Lesbian and Gay Studies*, 10-2, 2004, pp. 227-235

les membres de la famille[14]. Ces divers facteurs contraignent familles et individus à adopter des conduites nouvelles, en un processus souvent douloureux, aux effets parfois spectaculaires. La distribution des tâches, des espaces, des rôles, peut en être profondément affectée. Les Italiens du Sud, étudiés par Yvonne Rieker, se trouvent ainsi parfois contraints d'assumer une partie de la première éducation des enfants, ou d'aller faire les courses, pendant que leurs femmes travaillent à l'extérieur. Ajoutons, quoique cet aspect soit peu pris en compte dans ce volume, que migrants et migrantes sont également confrontées aux « politiques du genre » menées, tant par les employeurs locaux[15] que par les États d'immigration[16]. Celles-ci déterminent des possibilités d'action et d'emploi genrées[17] et distinctes de celles prévalant avant la migration et contribuent donc à définir les ajustements possibles.

Pourtant ces transformations ne sont pas toujours de même sens, à la fois parce qu'elles ne peuvent pas toujours être assimilées à une extension de la capacité d'action des femmes et parce que les intéressées peuvent leur conférer des significations diverses, qui n'en font pas toujours une libération. Les entretiens utilisés par Yvonne Rieker fournissent une moisson d'exemples et d'autres auteurs ont montré l'ambiguïté des mutations des rapports et des rôles de genre[18] et, parfois, l'ambivalence des expériences vécues. Anthony Hammerton évoque ainsi dans ce volume l' « isolement et l'aliénation » qui furent le lot d'une jeune Anglaise installée en Afrique du Sud dans les années 1970, dont

---

[14] Pour une exemple, OSO CASAS L., « La réussite paradoxale des bonnes espagnoles de Paris : stratégies de mobilité sociale et trajectoires biographiques », *Revue Européeenne des Migrations Internationales*, 21/1, 2005, pp. 107-129.

[15] DOWNS L.L., *L'inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre,* Paris, Albin Michel, 2002.

[16] Quoiqu'elle n'utilise pas le terme de genre, Janine Ponty montre, étudiant l'immigration polonaise en France que les négociations entre l'État polonais et la France aboutissent à définir des conditions d'entrée, d'accès au marché du travail et de protection sociale distincte pour les hommes et les femmes. PONTY J., *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres,* Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, première édition 1988.

[17] Voir RYGIEL P., « Refoulements et renouvellement de cartes de « travailleur étranger » dans le Cher durant les années 1930 », in RYGIEL P. (dir.), *Le bon grain et l'ivraie. La sélection des migrants en Occident, 1880-1939,* Paris, Aux Lieux d'Etre, 2006, première édition 2004, pp. 191-216, et pp. 206-208.

[18] On pourra lire, sur l'expérience des Juives de l'est dans le New York d'avant 1914, FONER N., *From Ellis Island to JFK. Two Great Wawes of Immigration,* New-Haven/Londres, Yale University Press, 2000.

l'expérience n'est pas sans évoquer celles de nombreuses « war brides ». Il y a, à cette diversité des figures du genre en migration, deux raisons, qui toutes deux rendent indécidables les propositions relatives à l'effet émancipateur en soi de la migration dans le vaste cadre géographique et temporel qui est le nôtre, soit celui de l'économie atlantique au cours des deux derniers siècles.

La première est que les rapports et les identités de genre sont pris dans des contextes sociaux qui contribuent à les définir, or les facteurs définissant ces contextes sont nombreux, et plus encore lorsque varie l'échelle et le cadre de l'observation. Étudiant les femmes polonaises présentes aux États-Unis et en Allemagne avant la Première Guerre mondiale, Pien Versteegh montre que la construction d'une identité polonaise genrée ne peut y prendre la même forme. L'absence d'une classe moyenne polonaise instruite en Allemagne, la méfiance des autorités envers toute expression autonome de la population polonaise, les formes de protection sociale des femmes, différentes dans les deux contextes, empêchent en ce pays l'essor d'organisations comparables à la Polish Women's Alliance of America, porteuse d'un projet émancipateur. À une tout autre échelle, Michael Esch, étudiant les populations d'Europe de l'Est présentes à Paris avant la Seconde Guerre mondiale, montre que l'installation dans des quartiers différents, parce qu'elle conduit à des modes d'habitat et de socialisation divers, contribue à définir pour les individus des possibles sociaux spécifiques, qui s'expriment par des modes de déviance toujours distincts selon les sexes, mais différents d'un quartier à l'autre. Partant de la diversité des migrants et non de celles des contextes, Yvonne Rieker note que les transformations observables des rôles et les discours tenus par les migrants et les migrantes peuvent significativement différer d'une famille à une autre, alors même qu'elle étudie une population qui semble singulièrement homogène. Contribuent en effet à les produire tant les conditions concrètes d'expériences singulières que les négociations au sein des couples et des familles, qui, engageant la totalité de l'expérience sociale des agents, sont susceptibles d'issues diverses et ne peuvent être comprises uniquement comme l'imposition/contestation d'une domination.

Cet auteur pose de ce fait implicitement une redoutable question : celle du statut et des conditions de validation des énoncés portant sur les transformations des pratiques de genre au sein des populations étudiées. La diversité de ces conduites et l'impossibilité parfois à les rapporter, lorsqu'est étudié un groupe immigré, à une autorité légitime susceptible d'instituer au sein du groupe des rapports sociaux de sexe et de veiller à

leur respect, ne permet pas toujours de distinguer pratiques fréquentes et normes de genre et conduit à déplacer le regard des règles aux conduites. Si cependant les transformations des rapports sociaux de sexe au sein des groupes décrits ne peuvent être étudiés sans que ne soient décrites dans leur diversité les relations de genre, alors ne peuvent plus être avancées que des propositions probabilistes visant à déterminer une issue modale et à rendre compte d'une dispersion donc, en particulier, de pratiques hétérodoxes non nécessairement inscrites dans le cadre de la famille nucléaire, ce que tente ici Michael Esch. Cela suppose un recours à la mesure que les sources à la disposition des historiens rendent en l'occurrence difficile, du moins, à notre connaissance, rarement tenté.

La seconde raison, ou le second point de vue, qui rend compte de la diversité des expériences, est que les migrants croisés dans ces pages sont rarement pris dans de purs rapports de sexe, pas plus que les normes et les identités de genre ne se manifestent et ne se forgent dans le seul cadre des relation familiales[19]. Les femmes de l'élite grecque vivant dans le Paris du XIXe siècle, qu'évoque Despina Papadopoulou, déploient des pratiques de genre que nous devons, si nous voulons en comprendre les formes, rapporter tant à leur nationalité qu'à leur inscription sociale. L'activité sociale de ces grandes bourgeoises prend en effet souvent la forme d'un évergétisme mis au service de la jeune nation grecque, qui, s'il témoigne d'une certaine autonomie, ne remet pas en cause les rôles masculins et féminins, tout en suggérant que l'identité nationale prime ici sur l'identité de genre. Les charmantes et talentueuses Américaines de l'Alberta, présentes à Calgary durant la première moitié du XXe siècle, dont les activités sont étudiées par Nora Faires, ont avec ces Grecques parisiennes bien des traits en commun. Chargées des relations publiques de la colonie américaine et, plus épisodiquement, de tâches d'assistance, elles élaborent, au sein de l'association qui les regroupe, des systèmes de pratiques réglés et une identité qui sont incontestablement féminins, mais aussi bourgeois et américains et les solidarités induites par ces deux dernières appartenances semblent ici les plus puissantes. Il est possible que les formes de leur circulation, beaucoup d'entre elles sont ou se veulent des « oiseaux de passage », expliquent en partie que les États-Unis demeurent le référent premier de leur action. Migrantes transnationales avant la lettre, elles nous rappellent, et Anthony Hammerton fait de même, que la migration peut être une circulation plus

---

[19] Pour un exemple récent, GUÉNIF-SOUILAMAS N., MACÉ E., *Les féministes et le garçon arabe*, Paris, L'Aube, 2004.

que le passage d'une sédentarité à une autre et que ses formes déterminent, elles aussi, les pratiques des migrants. Si, de plus, l'émigration les conduit à assumer un rôle nouveau, celui-ci ne remet en cause, ni la dissymétrie des fonctions, ni l'inégalité des rapports de genre dans lesquels elles sont prises. Une même conclusion pourrait d'ailleurs s'appliquer à la plupart des migrantes évoquées ici. Michael Esch comme Pien Versteegh nous rappellent que la possibilité d'une existence autonome est chichement mesurée aussi bien aux femmes slaves vivant dans le Paris d'avant la Seconde Guerre mondiale qu'aux migrantes polonaises vivant aux États-Unis.

3. Questions en suspens

En somme, le rapport de genre subsiste après la migration comme forme sociale – permanence dont il reste à rendre compte - tout en recevant des contenus différents, dont la valence et les formes s'apprécient et se comprennent en contexte et en référence aux autres inscriptions sociales des agents. Nous pouvons identifier, considérant les structures socioéconomiques, les environnements institutionnels et culturels des zones d'arrivée et de départ, ainsi que les caractéristiques des migrants, certains des facteurs qui structurent cette diversité. Nous avons quelque difficulté tant à la cartographier qu'à en proposer une chronologie. Si nous posons que les sociétés occidentales ont les immigrations de leurs structures, alors les transformations de la demande de travail des pays d'immigration – proportionnellement plus consommateurs aujourd'hui de travailleuses immigrées qu'au XIXe siècle et au début du XXe –, les modifications des statuts féminins et des formes de protection sociale des pays d'arrivée ouvrant à plus de migrantes la perspective d'une migration autonome, l'évolution aussi des politiques migratoires, seraient quelques-uns des fils qui, croisés avec les structures des flux migratoires – dont nous savons depuis déjà longtemps que la composition par sexe varie dans le temps et l'espace[20] - et aux expériences genrées des migrants,

[20] HOUSTON M.F., KRAMER R.G., BARRET J.M., « Female Predominance of Immigration to the United States since 1930. A First look », *International Migration Review*, XVIII, hiver 1984, pp. 908-963. Sur la prépondérance des femmes, et l'importance des migrations féminines autonomes, au sein de l'immigration irlandaise vers les États-Unis, voir DINER H., *Erin's Daughters in America: Irish Immigrant Women in the Nineteenth Century,* Baltimore, John Hopkins University Press, 1984.

permettraient d'avancer en cette direction, dont Anthony Hammerton montre ici, dans le cas britannique, la fécondité.

C'est là l'une des pistes de recherche ou l'une des questions, suggérées par les travaux présentés ici, qui ne valent pas seulement en eux-mêmes ou par les conclusions qu'ils permettent, mais aussi par les horizons qu'ils ouvrent et les lacunes qu'ils mettent au jour. Si, ainsi tous traitent de migrants internationaux, nous ne sommes pas toujours certains, ni de la spécificité de leur histoire, dont il serait facile de montrer qu'elle ressemble parfois à celles des ruraux qui rejoignirent un grand centre urbain sans avoir à franchir une frontière[21], ni de ce qu'elle doit à la migration. Yvonne Rieker souligne en ces pages que l'Italie du Sud connaît - au moment même où Calabraises et Siciliennes expérimentent de nouveaux rapports de genre en R.F.A. - des mutations sociales qui affectent rôles et normes de genre. Il est, de ce fait, possible que certaines des jeunes femmes demeurées en Italie aient été confrontées à des processus assez similaires à ceux rencontrés par les Italiennes d'Allemagne.

Par ailleurs l'analyse des liens entre rapports de genre et migration n'est pas dans ce livre - et cela reflète un état de la recherche - toujours distincte d'une exploration de l'expérience des femmes migrantes. Le fait que l'expérience des hommes migrants soit, elle aussi, une expérience de genre demeure peu pris en compte, alors que nous percevons, lisant Yvonne Rieker, Anthony Hammerton ou Michael Esch, qu'il serait à la fois possible et utile de l'entreprendre. Il est probable que cette histoire aura parmi ses motifs la conscience malheureuse de migrants confrontés à une impossible reproduction de leur Être-masculin. Anthony Hammerton nous montre cependant qu'elle a pu être aussi, pour certains des ouvriers anglais installés en Australie, l'occasion de forger une masculinité nouvelle passant par un rapport à la paternité et à leurs compagnes qui rompait, et volontairement, avec les pratiques de leurs pères.

Enfin, nous ne pouvons qu'être frappés par l'homogénéité des dispositifs d'enquête adoptés par les historiens réunis ici. L'histoire orale, l'usage des sources d'état civil ou des recensements, les archives des associations migrantes ou ethniques fournissent l'essentiel de leurs données. Ces sources sont riches, leur usage réglé parce que les historiens les utilisent depuis longtemps, et il n'en est pas beaucoup d'autres qui pourraient leur être préférées. Traiter des femmes ou du genre en

---

[21] MOCH L.P., « Provinciaux et provinciales à Paris sous la IIIe République. Vers une analyse du genre », *Travail, Genre, Société*, à paraître.

migration n'est pas chose archivistiquement aisée, car les pauvres, les femmes et les oiseaux de passage laissent souvent peu de traces. Il nous semble cependant que l'exploration des archives des appareils de contrôle des migrants – Michael Esch le tente ici par le biais des archives policières et judiciaires – celles des services sociaux ou des services sanitaires et hospitaliers offriraient d'utiles compléments. Il est ainsi très frappant, pour ne prendre qu'un exemple, que la discussion, si fréquente, des avantages et des inconvénients de la migration pour les femmes ne mobilise jamais les archives des institutions sanitaires, alors que les textes des observateurs sociaux du début du XXe siècle, régulièrement reproduits et cités, font si souvent référence à la fréquence des cas de tuberculose ou de neurasthénie. L'inscription dans les corps, que nous savons pourtant sexuellement différenciée[22], de la condition immigrée est de ce fait rarement étudiée.

Tous les auteurs de cet ouvrage enfin font des migrants et des migrantes les principaux acteurs des transformations des normes et des identités de genre en migration, souvent implictement comprises comme le fruit de réponses adaptatives à un changement d'environnement et aux contraintes et opportunités qu'il implique. De ce fait migrants et migrantes apparaissent comme les auteurs genrés, quoique confrontés parfois à de fortes contraintes, de leurs propres pratiques. Cette perspective n'est pas la seule possible, puisque nous pouvons aussi – renversant l'ordre des facteurs - les étudier en tant qu'ils sont les produits genrés de systèmes de pouvoir – étatiques ou privés – qui les saisissent. Il reviendra aux auteurs des volumes qui évoqueront les effets genrés de l'action des états intéressés à la migration, le travail des migrants et migrantes, les représentations du genre des migrants produites par les sociétés d'immigration, de montrer la fécondité de tels regards et les conditions de leur articulation avec les perspectives développées ici.

---

[22] Voir FIBBI R., BOLZMAN C., VIAL M., « Indiennes et Espagnoles en Suisse à l'approche de la retraite », *Revues Européenne des Migrations Internationales*, 15/2, 1999, pp. 69-93, ici pp. 76-81.

Genre, mariage et migration. Rupture des normes de genre chez les migrants britanniques en Australie et au Canada après 1945

Anthony James Hammerton[*]

Nous partons ici de l'idée que les migrations, comme les guerres, contribuent à la fois à renforcer les normes de genre et les comportements genrés en vigueur et à créer les conditions de leur subversion[1]. Nous nous attacherons particulièrement à l'étude des contextes modelant ces phénomènes, à l'examen des récits de vie produits par les migrants eux-mêmes et des tensions suscitées par l'ouverture de nouveaux possibles. Notre texte incorpore des éléments provenant de trois recherches distinctes, ayant donné lieu à de vastes collectes de récits. Deux avaient pour thème les migrations anglaises vers l'Australie et le Canada avant 1970, la troisième les émigrants quittant la Grande-Bretagne après 1970[2]. Mes recherches en cours concernent, dans le cadre britannique, les « mobilités de la modernité », à savoir les évolutions des comportements et des expériences migratoires des Britanniques après 1970, et doivent permettre l'élaboration de quelques hypothèses relatives aux dynamiques du genre en migration, telles qu'elles peuvent être observées auprès des migrants occidentaux de la fin du XXe siècle. Bien que les migrants britanniques ayant gagné l'Australie et le Canada durant le quart de siècle suivant la fin de la seconde Guerre mondiale aient été, dans un cas comme dans l'autre, plus nombreux que

---

[*] La Trobe University, Melbourne, Australie. Traduction de l'anglais P. Rygiel.

1 Voir LAKE M., DAMOUSI J., *Gender and War: Australians at War in the Twentieth Century*, Melbourne, Cambridge University Press, 1995, pp. 4-5.

2 Ces travaux ont donné lieu, l'an dernier, à la publication d'un ouvrage : HAMMERTON A.J., THOMSON A., *« Ten Pound Poms »: Australia's Invisible Migrants*, Manchester, Manchester University Press, 2005.

les représentants d'aucun autre pays, les participants à cet exode massif ont été les derniers migrants à être étudiés à l'aide de vastes programmes d'histoire orale[3], ce qui est plus vrai encore si l'on ne considère que les enquêtes prenant en compte le genre.

1. L'enquête

Plus d'un million de migrants se rendirent dans chacun des deux pays étudiés. Le système de transport assisté mis en place par le gouvernement australien – le trajet pour l'Australie coûtait dix livres[4] – eut pour conséquence que, malgré la distance, les migrants furent plus nombreux à choisir l'Australie que le Canada. La majorité des informateurs de *Ten Pound Poms* étaient des migrants partis avant la fin des années 1960, assez âgés, mariés ou veufs et impatients de raconter leur histoire, qui était parfois celle d'une adaptation aisée à une réalité sociale assez familière, parfois celle d'une aliénation traumatisante et de difficiles combats précédant un ajustement finalement réussi. La plus grande longévité des femmes fit qu'elles furent légèrement majoritaires parmi les volontaires, mais hommes et femmes étaient également disposés à évoquer, oralement ou par écrit, leur expérience. Nous disposions de plus de 2 000 informateurs pour le projet australo-britannique et en avons sélectionné 181 que nous avons interrogés[5]. De 20 à 30 % de ces migrants sont retournés vivre en Grande-Bretagne et l'étude de leur parcours a constitué une partie importante de notre travail.

---

3 Pour les Italos-Australiens, particulièrement bien étudiés, voir BALDASSAR L., *Visits Home: Migration Experiences Between Australia and Italy*, Melbourne, Melbourne University Press, 2001.

4 Il en coûtait cinq livres pour un enfant, le trajet était gratuit pour les anciens soldats.

5 Les archives de La Trobe University (Melbourne) comptent 1 200 dossiers, réunis en 1996 par la BBC dans le cadre de la préparation d'un documentaire. Nous avons interviewé 141 de ces 1 200 personnes. Les archives de la Sussex University renferment 500 dossiers, nous avons interrogé 40 de ces 500 personnes. Nous avons également interviewé 40 migrants britanniques installés au Canada, repérés à l'aide de 300 dossiers, dont les témoignages nourriront un ouvrage consacré aux migrants britanniques au Canada entre 1940 et 1960. Dans le cadre de nos projets en cours, nous avons rencontré 80 migrants britanniques présents dans plusieurs pays du Commonwealth.

2. Migrations d'après guerre

Quoi que nous trouvions parmi ces migrants des représentants de toutes les composantes de la classe ouvrière et des classes moyennes, la grande majorité d'entre eux étaient des ouvriers qualifiés et, ce que les pays d'accueil souhaitaient, la population migrante comportait un grand nombre de jeunes couples mariés, ayant déjà des enfants ou sur le point d'en avoir. Dans les deux cas, les pays d'arrivée souhaitaient utiliser cet afflux afin de renforcer leurs bases industrielles et urbaines et espéraient que ces migrants, qui bénéficiaient du triple avantage d'être blancs, de parler anglais et de partager les éléments d'une même culture, s'adapteraient rapidement et se disperseraient, trouvant leur place parmi les habitants des lointaines banlieues des métropoles australiennes et des villes moyennes[6]. Certains des migrants eux-mêmes s'attendaient, pour les mêmes raisons, à quitter une partie du Royaume-Uni pour une autre. Ces attentes furent souvent déçues[7]. Ce contexte peut expliquer que les jugements rétrospectifs portés sur ces migrants et leur traitement par l'historiographie aient conduit à les considérer comme des « immigrants invisibles ». Un autre facteur les différenciant de la plupart des migrants non-anglophones est qu'ils ne formèrent pas d'enclaves ethniques mais vécurent dispersés dans les vastes banlieues des grandes villes. Il était également attendu d'eux qu'ils se conforment aux normes du genre en vigueur et maximisent leur fertilité, ce qu'explicitaient parfois les auteurs des documents promouvant ces deux destinations, quoi que cette demande relève plus généralement de l'implicite.

Le bagage culturel des migrants les conduisait à adhérer à la plupart de ces attentes, cependant, en pratique, ils les déçurent souvent. En Australie, les promesses de l' « Australian dream » – l'installation de la famille dans une maison à soi, plantée sur une petite parcelle et dotée de trois chambres[8] – suscitèrent l'enthousiasme. Durant les années 1950, en Grande-Bretagne, la crise chronique du logement faisait de ce rêve, qui mobilisait souvent toutes les énergies des migrants en Australie, un idéal

---

6 JUPP J., *Immigration*, Melbourne, Oxford University Press, 1998, pp. 92-99. Voir aussi APPLEYARD R., RAY A., SEGAL A., *The Ten Pound Immigrants*, Londres, Boxtree, 1988 ; RICHARDSON A., *British Immigrants and Australia: A Psycho-Social Inquiry*, Canberra, Australian National University Press, 1974 ; RICHMOND A.H., *Post-War Immigrants in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1967.

7 HAMMERTON A.H., THOMSON A., *« Ten pounds »…*, *op. cit.*, p. 329 ; interview Ron Penn, Sydney, 6 juin 1998, LU 0173 (La Trobe University Archive in British migration).

8 « A quarter acre block » est en Australie l'expression désignant cet idéal (NdT).

inaccessible. Sur bien des points cependant, leurs vies dans ces paradis de banlieue ne respectèrent pas les normes dictées par l'idéologie de l'époque, qui séparait radicalement les domaines privés et publics des banlieusards selon le genre. L'étude de leurs comportements, tant avant qu'après leur migration, ouvre une fenêtre sur l'histoire sociale et l'histoire du genre durant l'après seconde Guerre mondiale, et offre une meilleure connaissance de la diaspora britannique. Je voudrais évoquer ici quatre aspects de ces processus.

Le premier est la charge émotionnelle associée à la décision de migrer. Quelques témoignages renforçaient l'idée reçue qui veut que les hommes décident et soient à l'origine de la décision de migrer et que les femmes les suivent de mauvais gré – « ma place était avec mon mari » – et en paient les conséquences, particulièrement la perte des relations familiales (au moins durant les premières années). La plupart du temps cependant, la décision faisait l'objet d'un consensus, voire résultait d'une initiative féminine, le désir féminin s'imposant malgré la résistance des hommes et des enfants. Cela ne peut être compris qu'en se référant au contexte de l'après-guerre, marqué par les privations et la reconstruction, ainsi qu'à l'histoire des rapports de sexe au sein des familles et des communautés ouvrières de Grande-Bretagne[9].

Dans certaines couches sociales, et dans certaines régions, les traditions locales conféraient à la femme la responsabilité de l'économie domestique, ce qui incluait le choix du lieu d'implantation du ménage. Les propos de nombre de nos informatrices renvoient à ce cadre, certaines femmes assumant la responsabilité de la carrière des hommes auxquels la migration offrait de nouvelles perspectives.

Les propos de Margaret Reardon offrent une bonne illustration de ces processus. En 1951, à l'âge de seize ans, elle quitta Edimbourg avec sa famille pour la Nouvelle Galles du Sud. Sa mère, Catherine Docherty, est l'héroïne du roman familial qui leur permit, en gagnant l'Australie, d'échapper au destin médiocre qui les attendait à Edimbourg, où le père occupait un emploi médiocre dans une épicerie. Le mari, lassé des voyages après avoir servi outre-mer durant la guerre, était réticent et n'aspirait qu'à une vie tranquille à Edimbourg. Catherine le persuada, usant sa résistance, de suivre son plan et d'émigrer. Pour Margaret, elle était « très courageuse (…) de s'embarquer pour un voyage pareil, parce que, en fait, elle suivait un rêve (…). Elle s'est occupée de toutes les

---

9 Voir HALL L.A., *Sex, Gender and Social Change in Britain Since 1880*, Londres, Macmillan, 2000, pp. 150-166.

démarches, trouver un sponsor, un logement et un boulot pour papa ». Et il fallait faire tout cela malgré ce que Margaret appelait les « frictions » causées par l'arrivée des enveloppes marron de l'Australia House contenant les formulaires à remplir. Et lorsque le récit évoque la période suivant l'arrivée à Sydney, nous retrouvons Catherine au centre du récit, dirigeant la carrière de son mari et l'éducation des enfants[10].

Durant la même période, les années 1950, un nombre croissant de jeunes femmes britanniques profitèrent des nouvelles opportunités de voyager, particulièrement en Europe. Leurs expériences ont pu modifier leur perception de la mobilité et peut-être en conséquence leurs choix, une fois mariées, voire provoquer des conflits avec des époux ayant moins d'expérience en ce domaine. Joanna White, par exemple, considéra qu'il était de son devoir, en 1961, d'encourager son mari à repousser ses limites en migrant en Australie, ce qu'elle exprime ainsi :

> « Moi j'aimais l'aventure et le voyage. J'avais beaucoup voyagé en Europe et je n'en avais jamais assez. Et alors même que mon mariage était très heureux à ce stade, je me rendais compte que c'était un vrai Londonien, accroché à sa ville. Un Cockney, un vrai Cockney de Londres et je pouvais voir que nous aurions une vie très ordinaire. Je suppose que mon plan secret, c'était de le traîner jusqu'en Australie en espérant que nous y trouverions un meilleur niveau de vie et de nouvelles opportunités. »[11]

Des processus de ce type apparurent durant l'après-guerre et se renforcèrent lors des décennies suivantes, au point que les processus aboutissant à la décision de migrer devinrent de plus en plus complexes et imprévisibles, ce qui ne fut pas sans conséquences sur la répartition de l'autorité et du pouvoir au sein du couple. Ces pratiques en apparence incohérentes s'accommodent d'une vision des années 1950 comme d'une période marquée par « l'instabilité plutôt que par un conformisme irréfléchi et confortable », mais les contraintes de la migration étaient susceptibles de nourrir cette instabilité[12].

Nous retrouvons une même instabilité lorsque nous examinons les parcours professionnels. Après quelques années passées à surmonter le choc de la nouveauté, la plupart des migrants, bénéficiant de l'expansion de l'après-guerre, parvinrent à réaliser leur rêve banlieusard, pleinement conscients des normes de genre qui le structuraient. Mais ils

---

10 Interview de Margaret Reardon, Gundagai, NSW, 12 juillet 1998, LU 0743.
11 Interview de Joanna White, Melbourne, 24 juin 1998, LU 0991.
12 HALL L.A., *Sex, Gender…*, *op. cit.*, p. 166.

s'affranchirent de ces normes, particulièrement en ce qui concerne la participation des femmes au marché du travail plus élevée que la moyenne, que l'on prenne pour référent le pays de départ ou le pays d'accueil. Une enquête de 1964 montre que le taux d'activité des femmes mariées était de 38 % avant le départ et de 62 % après leur arrivée en Australie[13]. Les témoignages confirment les statistiques et nous montrent des femmes dont le parcours professionnel, associé à des stratégies éducatives ingénieuses, coïncide, de façon conflictuelle, avec le désir affirmé de rester à la maison lorsque les enfants sont petits.

La façon dont les hommes et les femmes évoquent leurs pratiques passées démontre une véritable ouverture et une vraie flexibilité à l'heure d'organiser leur vie familiale, ce qui contredit les stéréotypes et, en particulier dans le contexte des années 1950, montre que même des migrants de langue anglaise pouvaient être vecteurs de changement au sein d'une société où la division des sexes et des espaces régnait en maître dans les banlieues. Ces pratiques sont fortement liées à l'éthique britannique du *self improvment*, à peine amendée depuis son apparition au début du XIXe siècle, qui impliquait, pour les migrants, hommes ou femmes, d'atteindre un but inaccessible dans le contexte des Îles britanniques des années 1950 et 1960 : l'acquisition d'un pavillon de banlieue. Une fois encore, ce furent souvent les femmes qui rompirent les premières avec la mentalité ouvrière et l'habitude de louer son logement, l'achat de leur maison structurant leurs stratégies de carrière et l'organisation de la prise en charge des enfants. Atteindre ce but n'impliquait pas nécessairement une division des sphères selon le genre, conduisant les hommes à travailler à l'extérieur et les femmes à la maison. Les contraintes matérielles et les ambitions des migrants se traduisirent par la mise en place d'arrangements flexibles permettant d'articuler travail, vie de famille et éducation des enfants, tout en tentant de profiter en famille des joies de la vie en plein air, élément essentiel des campagnes de publicité du gouvernement australien en quête de migrants et des attentes de ceux-ci. De telles expériences n'étaient pas sans effets, même pour des individus bardés de certitudes à leur arrivée. La vie de Betty Simmon, combinant travail et vie de famille, la conduisit à suivre des formations pour adultes, à écrire et à participer à des campagnes féministes à Adélaïde, ce qu'elle n'aurait, dit-elle, « jamais eu le courage

---

13 APPLEYARD R.T., *British Emigration to Australia*, Canberra, Australian National University Press, 1964, pp. 183-184.

de faire en Angleterre ». Cela amena son mari à modifier sa perception de ce qu'était le rôle d'une mère et d'une épouse « convenable »[14].

Ces changements entraînèrent des modifications concomitantes des manifestations de la masculinité. Les changements impulsés par les femmes durant leur adaptation à de nouvelles conditions renforcèrent des tendances déjà repérables dans la Grande-Bretagne de l'après-guerre. Dans le contexte austère de la reconstruction et des changements politiques qui marqua la Grande-Bretagne de l'après Seconde Guerre mondiale, les hommes de la classe ouvrière, souvent d'anciens prisonniers de guerre, ressentirent frustration et colère quand il apparut que leur pays ne pouvait garantir à tous une vie meilleure, attente renforcée par le programme du Labour en 1945. La reconstitution du système de classes de l'avant-guerre provoqua également un fort ressentiment. Ancien prisonnier de guerre, Albert Lougher y fait allusion en évoquant les raisons qui le poussèrent à partir :

> « Je sentais que ça revenait et j'en avais assez. Je pensais que j'avais fait ce qu'il y avait à faire, et je me retrouvais la casquette à la main. En plus pour qui ils se prennent, et ils faisaient plein d'argent sans que personne ne dise rien et moi je me retrouvais sans rien, oui, j'en avais marre de ça. »[15]

Les récits des hommes évoquent leur désir d'offrir à leurs enfants une vie plus prometteuse que celle qu'ils connurent avant-guerre, la possibilité d'être de meilleurs pères que les leurs et d'avoir des rapports conjugaux plus étroits. Ils pensaient, comme l'exprime Albert Lougher, appartenir à « une nouvelle génération, pas comme celle de mon père ». Ces hommes, évoquant leurs parcours, considèrent d'emblée que leur plus grand succès est d'avoir fondé une nouvelle famille dans leur nouveau pays, ce qui prime sur les succès professionnels. « La famille passait en premier » selon Leonard Hedges, un de ces migrants, qui entendait par là un nouveau rapport à la paternité et à l'engagement familial, ne se contentant pas d'évoquer l'arrivée des petits-enfants[16].

---

14 HAMMERTON A.J., THOMSON A., *« Ten Pounds »…*, *op. cit.*, p. 212. Interview d'Alf et de Dorothy Floyd, Tecoma, Victoria, 24 mars 1999, LU 0301.

15 HAMMERTON A.J., THOMSON A., *« Ten Pounds »…*, *op. cit.*, pp. 57-62. Interview d'Albert Lougher, Sydney, 22 juin 1999, LU 0544.

16 HAMMERTON A.J., « "Family Comes First": Migrant Memory and Maculinity in Narratives of Post-War British Migrants », in HAMMERTON A.J., RICHARDS E. (éds.), *Speaking to Immigrants: Oral Testimony and the History of Australian Migration*,

Enfin, ces migrations familiales massives favorisèrent un autre mode de migrations de célibataires, dont nous pouvons résumer l'attitude en les nommant des « résidents intermittents ». Une des conséquences importantes de la mise en place des systèmes de migration assistée, particulièrement l'australien, le plus généreux d'entre eux, fut d'offrir à des milliers de jeunes gens, garçons et filles, la possibilité, à partir du début des années 1950, de financer des séjours qu'ils considéraient comme des vacances, même s'il leur fallait travailler sur place durant les quelques années de leur séjour. Cette possibilité suscita le même enthousiasme chez les garçons et les filles mais, pour ces dernières, il s'agissait aussi d'expérimenter une liberté de mouvement que la Grande-Bretagne n'offrait pas : l'« aventure », un nouvel appétit de voyage et des opportunités inédites leur donnèrent le goût de l'indépendance et firent naître des attentes qui modelèrent profondément la suite de leur vie. Pour beaucoup, le séjour déboucha sur une installation, généralement accompagnée d'un mariage, mais elles considèrent que leur expérience les conduisit à forger des relations conjugales différentes de celles qui unissaient leurs parents, tout en transformant leur rapport au voyage et leur perception de leur pays d'origine. L'une d'elles nous dit : « Ce fut une expérience formatrice que je souhaite à tout le monde. »[17] Les nombreux résidents intermittents de l'après-guerre pavèrent la voie de ceux que nous nommons aujourd'hui une « génération mondialisée de *Backpackers* ».

3. *Backpackers* et migrants en série

Si nous examinons l'évolution des pratiques migratoires des Britanniques – et plus généralement des habitants des pays développés – depuis les années 1960, nous pouvons considérer que les migrants intermittents des années 1950 préfigurent les migrants contemporains et ont contribué à forger leurs pratiques et leurs représentations, même si ces derniers, ce qui n'est pas sans effet, se déplacent au sein d'un univers mondialisé et non plus d'un monde colonial. Depuis les années 1960, leurs migrations sont devenues plus transnationales, plus susceptibles

---

Pandanus Books, Canberra, 2002, pp. 21-37. Interview de Leonard Hedges, Hobart, 25 septembre 1999, LU 0410.

17 HAMMERTON A.J., THOMSON A., *« Ten Pounds »…*, *op. cit.*, p. 261. Interview de Janet Wrigley (pseudonyme), transcription écrite, Londres, US W18 (University of Sussex Migration Archive, déposée à Mass observation).

d'être un segment d'une séquence migratoire complexe, plus sensibles aux transformations globales du marché du travail. Elles apparaissent souvent comme la suite de séjours conçus à l'origine comme un moyen de concilier vacances et travail. Il devient alors difficile de distinguer tourisme et migration.

Les implications de ces changements en termes de genre, leur impact en particulier sur les rapports conjugaux, sont profondes, mais nous commençons à peine à les deviner. Une continuelle mobilité ou des migrations en série peuvent affecter les rapports de pouvoir et d'autorité et les systèmes d'interdépendance au sein du couple et de la famille. Un exemple nous permet de préciser ce point. De nombreux Britanniques ont, au cours des vingt dernières années, après un long séjour en Afrique du Sud, migré vers un troisième pays. Ce mouvement fut d'abord suscité par la fin de l'apartheid et l'instabilité qui en résulta, puis par un souci de sécurité. L'expérience d'une femme qui s'installa, alors célibataire, en Afrique du Sud en 1972, puis débarqua en Australie en 1982, nous donne un aperçu des processus complexes associés à ces mouvements. En 1972, Ros Smith était une « voyageuse » comme bien d'autres, qui cherchait l'aventure et du bon temps[18]. Elle épousa en 1973 un journaliste sud-africain rencontré en Angleterre ; son mariage, symbolisant son statut d'épouse immigrante, témoignait de l'ambiguïté de sa position :

> « Il y avait à mon mariage sept personnes que je connaissais, dont mon mari. Ses parents vivaient en Zambie à ce moment-là et ils étaient venus à deux voitures. Elles étaient pleines de cadeaux offerts par des gens que je ne connaissais pas et que je n'avais jamais rencontrés. »

Mais, pour une jeune Anglaise, épouser un journaliste sud-africain opposé à l'Apartheid débouchait sur un isolement et une aliénation qui n'allaient pas sans rappeler ceux que connurent les *war brides*[19] dans plusieurs pays d'après-guerre. Mener une vie sociale dans un tel contexte n'était pas aisé. « Nous organisions des dîners (…) en Afrique du Sud (…) le ton montait et ça tapait sur les tables et généralement je me retrouvais en pleurs dans la cuisine à faire la vaisselle. » À cela s'ajoutaient l'insécurité et la peur perpétuelle que son mari Chris et certains de ses collègues du *Rand Daily Mail* furent emprisonnés. Quand

---

18 Interview de Ros Smith, Melbourne, 28 octobre 2005, LU DS90.

19 L'expression désigne des femmes rencontrées outre-mer par des soldats et les accompagnant à leur retour.

la politique affectait ainsi la vie familiale, les capacités d'action de Ros, la femme étrangère, s'en trouvaient diminuées et il lui fallut des années, d'abord au Cap puis à Johannesburg, pour créer un réseau d'amies lui permettant de retrouver un peu d'autonomie. Le regard que Ros porte sur les changements survenus depuis leur arrivée à Melbourne nous permet de mieux cerner sa condition d'épouse étrangère en Afrique du Sud, le contraste avec la situation en Australie où, migrants tous les deux, leur relation est plus équilibrée, en accusant les traits.

« Ce qu'il y a de bien, pour moi, c'est que [l'Australie] n'est ni ma patrie ni la sienne. Quand je suis allée en Afrique du Sud, j'allais chez Chris, et c'était ses amis, qui sont devenus les miens, c'est normal. Mais je trouve qu'ici nous sommes à égalité, même si il a une personnalité très dominante. Oui, maintenant nous sommes tous les deux dans le même bateau. »

Ros se souvient que, lorsqu'ils décidèrent de quitter l'Afrique du Sud, ils avaient évoqué plusieurs possibilités, dont le Canada, ou un retour en Angleterre, mais Chris ne voulait pas entendre parler du climat anglais et elle s'était pliée à son refus. Réfléchissant, elle nous dit à quel point son identité de femme a changé avec la migration et l'âge.

« Donc nous ne pouvions pas aller en Angleterre à cause du climat, il détestait le climat. (…) J'étais déchirée, je crois que c'est une description honnête, mais je devais prendre en compte son avis. Chris n'est pas facile à vivre s'il n'est pas heureux, et j'ai dû vivre avec lui pendant des années alors qu'il n'était pas heureux à cause des problèmes politiques. Je me suis dit, si je l'emmène quelque part où il sera heureux, il sera plus facile à vivre. Je peux dire cela maintenant parce que je suis en paix avec tout ça, mais si vous m'aviez posé la question il y a dix ans je ne sais pas si j'aurai répondu cela. Mais j'ai atteint maintenant un stade de ma vie, j'ai presque 60 ans, qui me le permet. Maintenant, si Chris est malheureux, et si ce n'est pas à cause de moi, c'est son problème et il se débrouille. Je l'aiderai, mais je ne considère plus que c'est mon problème. Alors que si je l'avais entraîné en Angleterre, à cause du climat, je me serais retrouvée responsable de son malheur. J'ai changé, j'ai grandi. Mon mariage est toujours très important, mais les femmes aujourd'hui sont plus fortes, vous le savez bien, et je suis maintenant une femme indépendante. Je fais des choses et je discute des choses avec Chris et je ne lui ferai jamais mal délibérément mais s'il n'aime pas ce que

je fais tant pis. Il n'aime pas que j'aille en Angleterre sans lui pour voir ma mère, mais bon, il est agressif quand je m'en vais, il boude quand je reviens, mais je le fais quand même. Je n'aurais jamais fait ça avant. »

Les migrations en série, qui sont devenues de plus en plus fréquentes au cours des quatre dernières décennies, peuvent conduire à de profonds changements d'identité et altérer les rapports de pouvoir au sein d'un couple, quoique dans le cas de Chris et Ros, le fait qu'ils ne soient pas de la même nationalité rende la situation plus complexe. Quand ils arrivèrent en Australie dans les années 1980, les migrations britanniques vers ce pays ne s'inscrivaient plus dans le cadre de la relation impériale. Le temps était venu de la globalisation des mouvements migratoires et les migrants britanniques, que ce soit au Canada ou en Australie, ne bénéficiaient plus du « dividende colonial » qui leur avait assuré un statut privilégié jusqu'aux années 1970. L'affirmation décidée de son indépendance par Ros Smith nous apparaît moderne et familière, ce qui est pour partie la conséquence des expériences migratoires contemporaines. Mais l'érosion des normes du genre qu'expérimentèrent les migrants des années 1940 aux années 1960 rappelle que le fait que les migrations puissent affecter les rapports de genre n'est pas une nouveauté des trois dernières décennies. Ces migrants qui quittèrent la Grande-Bretagne durant les années de l'immédiat après-guerre, décidés à forger des pratiques genrées différentes de celles de leurs parents, parce qu'ils avaient le sentiment d'appartenir à une « nouvelle génération », participèrent à la construction de nouveaux rapports de genre autant, sinon plus, que les migrants toujours en mouvement de la génération suivante. L'intrication des continuités et des changements est ici palpable et pourrait être prise comme canevas par qui voudrait étudier les transformations des pratiques migratoires occidentales depuis les années 1940.

L'immigration italienne en République fédérale allemande et les transformations des rôles genrés

Yvonne Rieker*

La population étrangère de la R.F.A. d'avant la réunification passa, entre 1960 et 1990, de 686 100 à 5 241 801 personnes. Dans le même temps, la part de la population étrangère dans la population globale passa de 1,2 à 8,2 %. À la fin de 1992, environ 62 % des étrangers vivant en R.F.A. étaient les citoyens des États avec lesquels la république fédérale avait conclu des traités portant sur l'immigration de travailleurs depuis 1955[1]. Ces chiffres suffisent à montrer que l'histoire de ces migrations de travail fait partie intégrante de l'histoire de la république fédérale.

L'hétérogénéité des populations étrangères présentes en R.F.A. se prête à une différenciation des populations en fonction des zones de provenance. Mais les particularités de la migration italienne ne proviennent pas seulement de la commune origine des migrants[2].

Le montrent non seulement les recherches ethnologiques et historiques consacrées aux Italiens, mais aussi le matériau abondant et varié relatif à cette migration détenu par les archives fédérales allemandes et plus encore un argument de fait : l'accord germano-italien conclu en 1955 fut le premier de son espèce. Cela fit de l'immigration italienne un élément clé des politiques de main-d'œuvre ultérieures et donna à ce groupe un statut particulier renforcé par la commune appartenance de l'Italie et de l'Allemagne à la Communauté européenne.

---

* Université de Münster, texte traduit de l'allemand par P. Rygiel.

1 BADE K. J., *Ausländer – Aussiedler – Asyl. Eine Bestrandsaufnahme*, C.H. Beck, Munich, 1994, page 34 et suivantes. SCHMALZ-JACOBSEN C., HANSEN G., (dir.), *Ethnische Minderheiten in der Bundesrepublik Deutschland. Ein Lexicon,* C.H. Beck, Munich, 1995, p. 558.

2 RIEKER Y., *« Ein Stück Heimat findet man ja immer », Die italienische Einwanderung in die Bundesrepublik »*, Klartext Verlagsges, Essen, 2003.

Les Italiens n'étaient pas seulement les premiers, mais aussi, jusqu'en 1970, les plus nombreux des travailleurs migrants présents en Allemagne. Ce qui affecta profondément et de façon très particulière l'image que les Allemands se firent des travailleurs immigrés. Il nous faut à cet égard nous souvenir des conditions misérables faites aux prisonniers de guerre et aux travailleurs civils italiens durant le second conflit mondial, période d'ombre sur laquelle se découpe la migration de travail italienne des premiers temps de la république fédérale.

La migration de travail vers la R.F.A. n'était aucunement une affaire d'hommes seuls, même durant la période d'entrées massives, les chiffres relatifs à la présence étrangère durant la période qui va de l'accord de 1955 à l'arrêt de l'immigration en 1973 suffisent à le montrer. Les travailleuses étrangèrs sont 43 000 en 1960, 706 000 en 1973. La proportion de femmes au sein de la force de travail étrangère double durant la même période, passant de 15 à 30 %[3]. Les Italiennes constituaient en 1960 6,4 % des travailleuses étrangères, mais 25,2 % en 1973, leur nombre passant de 7 819 à 103 328[4].

Pourtant, du point de vue des institutions fédérales en charge du marché du travail, l'activité des femmes italiennes était faible. La part des femmes dans la main-d'œuvre en provenance de pays étrangers atteignait en 1962, 29 % pour les Grecs, 25,8 % pour les Espagnols, mais 6,2 % pour les Italiens. Elle était de 23,2 % pour ces derniers en 1969, soit plus que les Turcs (21,9 %) mais moins que pour les autres groupes étrangers qui, eux aussi, comptaient de plus en plus de travailleuses (42,2 % pour les Grecs, 32,3 % pour les Yougoslaves, 31,5 % pour les Espagnols, 28,6 % pour les Portugais)[5]. Et dans le cas des Italiens, cette main-d'œuvre féminine était souvent composée de femmes mariées. Les célibataires comptaient pour 24 % des travailleuses italiennes en 1969, contre 49 % pour les Yougoslaves et environ 29 % pour les Grecques, les Espagnoles et les Turques[6]. Cela nourrissait des représentations faisant

---

3 MATTES M., *« Gastarbeiterinnen » in der Bundesrepublik. Anwerbpolitik, Migration und Geschlecht in den 50er bis 70er Jahren,* Campus Verlag, Francfort/New-York, ici p. 10.

4 Idem, pp. 102-104.

5 Bundesantalt für Arveit (BfA), Anwerbung und Vermittlung ausländischer Arbeitnehmer-Erfahrungsbericht 1962, Nuremberg 1963, p. 5. Bfa, Ausländische Arbeitnehmer. Beschäftigung, Anwerbung, Vermittlung-Erfahrungsbericht 1969, Nuremberg 1970, p. 17 (daté de septembre 1962 et 1969).

6 BfA, Ergebnisse der Repräsentativuntersuchung vom Herbst 1968, Beilage zur ANBA n° 8, 1970, Nürnberg 1970, p. 55.

de l'entrée des Italiennes dans l'espace allemand non une migration de travail, mais un mouvement de reconstitution des familles, voire une excursion de jeunes femmes en quête de conjoints[7]. Et cela même quand les femmes italiennes gagnant l'Allemagne y travaillaient, comme les autres étrangères, pour l'industrie – textile, habillement, alimentaire, biens de consommation, électronique – comme dans les services - hôtellerie, domesticité, santé – au plus bas de l'échelle des salaires[8]. Pour les fonctionnaires fédéraux, l'arrivée de jeunes Italiennes célibataires ne risquait pas de prendre de l'ampleur, car « dans la mentalité italienne, les perspectives matrimoniales d'une jeune femme ayant travaillé à l'étranger sont très médiocres. L'idée d'une migration servant d'agence matrimoniale était tout à fait absurde »[9]. À la racine de cette perception ne se trouve pas seulement l'image, sous le patronage de la Madone, d'une vie familiale sous le joug du catholicisme, qui finalement réduisait les femmes à leur rôle de mère et d'épouse, mais aussi, particulièrement dans le cas d'un afflux de populations peu éduquées vers les villes, l'idée que l'honneur des femmes ne pouvait pas être préservé si elles travaillaient en dehors de la maison, sans contrôle et dans un environnement inconnu[10].

Des considérations économiques entravaient aussi, jusqu'aux années 1950, l'émigration des jeunes femmes du Mezzogiorno. La force de

---

7 HAUG S., *Soziales Kapital und Kettenmigration. Italienische Migranten in Deutschland,* Leske und Budrich, Wiesbaden, 2000, Schriftenreihe des Bundesinstituts für Bevölkerungsforschung, Band 31, pp. 171, 198 et suivantes.

8 MATTES M, *« Gastarbeiterinnen », op. cit.,* pp. 191-205.

9 BfA, 24/5/1961. Ergebnisprotokoll über die 10. Sitzung des Vorstandausschusses für Rechts- und Verwlatungsfragen am 3/5/1961, Bl. 4. Bundesarchiv Koblenz, B 149/6234.

10 GIORDANO C., *Die Betrogenen der Geschichte. Überlagerungsmentalität und Uberlagerungsrationalität in mediterranen Gesellschaften,* Campus Verlag, Francfort/New-York, 1992, pp. 343-368; PIA DI BELLA M., « Arbeit und Männlichkeit. Die Konstruktion der Reputation bei den Bauern Süditaliens » in GIORDANO C., HETTLAGE R., (dir.), *Bauerngesellschaften im Industriezeitalter. Zur Rekonstruktion ländlicher Lebensformen*, Campus Verlag, Berlin 1989, pp. 11-123. FRIESE H., « Die Kinder zur unrechten Zeit. Zeit und Ehre in einem sizilianischen Ort », *Zeitschrift für Volkskunde*, 90 II. Halbjahrband, 1994, pp. 183-210, BIANCO C., *The Two Rosetos*, Indiana University Press, Bloomington et Londres, 1974.

travail des femmes et des jeunes filles était encore nécessaire au maintien des petites exploitations familiales lorsque les hommes étaient partis[11].

Le peu d'intérêt des femmes italiennes pour le travail en République fédérale se comprend également en prenant en compte les faibles niveaux de rémunération offerts par ce pays en comparaison de la Suisse, plus proche, tant géographiquement que linguistiquement[12].

Enfin, il nous faut considérer la liberté de circulation à l'intérieur de la Communauté économique européenne, qui permettait aux hommes venus d'Italie depuis le début des années 1960 d'explorer sans entraves les possibilités de travail offertes par l'Allemagne. Les migrants potentiels en provenance d'États n'appartenant pas à la CEE n'étaient pas aussi nombreux à disposer de cette possibilité. Davantage de femmes seules et de femmes célibataires venaient de Turquie ou de Yougoslavie que d'Italie. Elles pouvaient permettre à leurs compagnons de les rejoindre par le biais de la procédure de regroupement familial et ainsi leur éviter les longues démarches liées à l'immigration, ou bien elles constituaient, au bénéfice d'autres membres de leurs familles, le premier maillon d'une chaîne migratoire.

1. Les dispositifs de recherche

Si les recherches historiques consacrées à l'immigration de travail italienne en Allemagne ne prenaient en compte que la politique allemande en direction des « Gastarbeiter » italiens, les intéressés n'apparaîtraient que comme objets d'une politique, acteurs économiques et assujettis des organismes de sécurité sociale. Nous pouvons par contre, prenant pour thème les formes de leur acculturation, parvenir à une connaissance fine de leurs expériences propres des processus d'apprentissage et des répertoires d'action forgés durant leurs vies migrantes. La façon dont les rapports sociaux dans lesquels les migrants italiens furent pris laissèrent leur marque et façonnèrent leurs biographies. Elle permet une compréhension de leurs expériences de vie

---

11 Cf. GRASSI M., *Die Arbeitsmigration in italiensischen Sûden und die gesellschaftliche Problematik der Reintegration,* Thèse, Freie Universität, Berlin, 1980, p. 88 et suivantes.

12 MATTES M., *« Gastarbeiterinnen »…, op. cit.,* pp. 137-158. DELHAES-GUENTHER D. VON, *Internationale und nationale Arbeitskräftwanderungen : Eine Analyse der süditalienische Aussenmigration,* Breitenbach Verlag, Saarbrück/Fort Lauderdale, 1984, p. 211.

que les sources quantitatives, les rapports émanant des milieux économiques ou un regard sur la population des Gastarbeiter n'offrent pas. Cela nous conduit à nous appuyer, dans la suite de ce texte, sur des comptes rendus d'entretiens réalisés avec des migrants italiens. Nous souhaitons parvenir, les interprétant, à éclairer les motifs de la migration, à rendre compte de la difficile insertion dans la société allemande, de leur prudent arrimage à cette seconde patrie et, enfin, évoquer les bilans autobiographiques qu'ils tirent de leur existence migrante.

L'objection souvent faite, que les souvenirs de vie offrent seulement une reconstruction du passé et sont le résultat de la production d'une image de soi n'est pas en l'occurrence véritablement recevable.

L'inscription temporelle de chaque histoire de vie a pour conséquence première de révéler le regard actuel porté sur le parcours autobiographique, dont le récit s'appuie sur des éléments exacts et datés. C'est particulièrement vrai dans le cas de migrants de travail qui offrent des récits dont le pivot est l'arrivée en Allemagne, motif narratif qui est un véritable leitmotiv. Quand le récit de sa vie en Allemagne est pour le migrant l'histoire d'un succès, les difficultés passées sont présentées comme des obstacles à surmonter et minimisées. Si nous prenons en compte ce fonctionnement de la mémoire, qui procède par reconstruction et construction rétrospective du souvenir, nous retrouvons les conditions de possibilité de l'histoire orale, qui nous donne accès non seulement au souvenir singulier et à l'empreinte biographique, mais aussi, et surtout, aux principes qui ont guidé la construction du souvenir.

La majorité des trente Italiens et Italiennes interrogés sont arrivés durant les années 1950 et 1960[13]. À une exception près, tous viennent du Sud de l'Italie ou de Sicile. Ils sont aujourd'hui installés dans la Ruhr ou

---

13 Je me suis appuyée, pour choisir les personnes interrogées, sur une association italienne, et sur des contacts pris par l'intermédiaire de l'église catholique, ou sur des contacts professionnels et personnels. Les entretiens ont été conduits en italien ou en allemand, parfois en mêlant les deux langues. La procédure d'entretien s'ouvrait généralement par des questions générales relatives à la vie de la personne interrogée. Son récit était parfois interrompu par des questions destinées à favoriser la compréhension des événements évoqués. À la fin de son récit, nous l'interrogions le narrateur sur des points qu'il n'avait pas spontanément évoqués. Il s'agissait, afin de permettre la comparaison, d'aborder les mêmes thèmes dans tous les entretiens. Cette exploration permettait parfois de faire émerger des points qui donnaient un nouveau tour à l'entretien. La grille thématique comporte les items suivants : enfance et jeunesse, facteurs de la migration, parcours en République fédérale, images de l'Allemagne et de l'Italie et leurs transformations, changement de citoyenneté, évolution des systèmes culturels, rapports familiaux, enfance de la deuxième génération.

en Rhénanie. Un petit nombre est retourné vivre quelque temps en Italie. Les hommes travaillaient pour le bâtiment, les chemins de fer, ou bien dans de petites entreprises, généralement de métallurgie. Certains ont accédé à l'indépendance en ouvrant un petit restaurant ou en devenant glacier. Les femmes, en général, provenaient des mêmes localités que leurs époux. La plupart les ont rejoints en République fédérale et ont travaillé à temps partiel. Les familles avaient, en règle générale, de deux à quatre enfants. La majorité des interviewés avait plus de soixante ans.

Mes interlocuteurs avaient pu indiscutablement améliorer leur niveau de vie, en comparaison de leur situation en Italie. Leurs enfants ont pu faire des études ou suivre une formation. Ce profil social ne fait pas des Italiens interrogés un échantillon représentatif des Italiens d'Allemagne, une partie de cette population, marginalisée, vit dans une relative pauvreté et peine à s'intégrer tant économiquement que socialement. J'ai rencontré quelques personnes dans ce cas. Aucune n'était prête à un entretien. Mon groupe d'interlocuteurs n'est pas non plus représentatif car n'y figurent pas de représentants des nombreux ré-émigrants vivant aujourd'hui en Italie, non plus qu'il ne permet de prendre en considération le parcours des migrants déjà décédés. Malgré ces limites, nous pouvons donner, étudiant ces Italiens du sud, à la description et à l'analyse de leurs biographies, de leurs manières de voir, de leurs expériences et de leurs cadres culturels, épaisseur et précision. D'autre part, l'interprétation de ces biographies exige le recours à d'autres disciplines, de l'analyse des mentalités et des représentations à l'ethnologie. Enfin, ces interviews autorisent à tester et à enrichir des interprétations souvent schématiques qui postulent que la migration est un complet déracinement ou, à l'inverse, une assimilation complète des nouveaux venus dans la société qu'ils rejoignent, ou encore attribuent aux familles immigrées une identité monolithique.

2. Anciens et nouveaux fardeaux des femmes

De nombreux éléments recueillis auprès de mes interlocutrices suggéraient qu'elles considéraient que le processus d'assimilation les confrontait à des difficultés que les hommes ne reconnaissaient pas comme telles et qu'ils n'étaient pas prêts à assumer leur part du fardeau. Émerge d'abord le thème du travail féminin. La possibilité du travail féminin dans le Sud de l'Italie de leur enfance et de leur jeunesse n'était pas vraiment connue et, dans la société pauvre du Mezzogiorno, sa valeur n'était pas reconnue. En République fédérale, l'activité professionnelle

des femmes affecta la balance des pouvoirs au sein de la famille, tout en contraignant les femmes à faire face à des contraintes supplémentaires. « Évidemment j'ai toujours travaillé au long de ma vie et dès mon enfance» résumait, Francesca Impelluso, née en 1954 dans la province sicilienne de Caltnissetta[14]. Dès neuf ans, elle n'allait presque plus à l'école. Il lui fallait aider sa mère à la maison et déjà cuire le pain. D'abord, elle préparait le levain pour trois pains, l'emmenait au four et revenait le chercher deux ou trois heures après. En ce temps là, la famille n'avait pas de four, mais une femme du village avait ouvert une boulangerie et elle cuisait le pain de la famille contre une petite rémunération. Cette femme lui avait dit une fois qu'elle était vraiment trop petite pour un tel travail. Si Francesca est aujourd'hui fière de cela, c'était à l'époque pénible.

Ce récit est symptomatique. Le travail des femmes et des filles apparaît absolument nécessaire à la survie de la famille. Leur activité consistait d'abord à répondre aux besoins premiers, c'est-à-dire à prendre en charge la nourriture et l'habillement. Le pain et le fromage étaient produits par les femmes. Elles cuisaient les tomates en grande quantité, préparaient les conserves de légumes, ramassaient les olives et les préparaient afin qu'elles demeurent comestibles tout l'hiver. Durant les récoltes, les hommes ne pouvaient pas éviter d'aider les femmes. Le travail au lavoir du village était également très fatigant. Elle trouvait agréable cependant, le travail en commun des femmes, les conversations et les chants qui l'accompagnaient, tout comme Maddalena Battaglia, née en 1934 dans un village des Apulies proche de Tarente et qui arriva en Allemagne en 1970, déjà âgée de 36 ans et mère de quatre enfants[15].

Malgré la solidarité qui marquait le travail des femmes dans ce village du Sud de l'Italie, Maddalena Battaglia, y voit cependant rétrospectivement une routine monotone, qui ne peut être rapportée à la seule appartenance familiale :

> « Chaque matin j'allais aux champs. Quand le soir approchait, j'allais préparer le repas, ensuite je lavais la vaisselle et préparais tout pour le lendemain matin, et le matin je retournais au travail. Il n'y a que le dimanche que je restais à la maison. Vers dix heures, nous allions à la messe, ensuite nous rentrions ensemble à la maison. L'après-

---

14 Entretien avec Francesca et Luigi Impelluso (pseudonyme), 25 mars 1999, Yvonne Rieker.

15 Entretien avec Maddalena Battaglia (pseudonyme), 26 février 1999. Yvonne Rieker.

midi, quand c'était possible, j'allais un peu dehors, autrement je restais à la maison. Il n'y avait pas de plaisir, pas de divertissement. »

Pour les hommes de ces villages de l'Italie il n'y avait pas non plus de stricte séparation entre le travail et les loisirs, telle qu'elle existait pour les travailleurs des industries urbaines. Ils pouvaient parfois, le soir ou le dimanche, quitter la maison et croiser des connaissances et des amis sur la grande place, jouer aux cartes, prendre un café dans un bar ou bien rejoindre les sympathisants locaux d'un parti politique. Les femmes vivaient dans une autre sphère, dont les frontières étaient la maison et la rue qui la bordait. Une femme ne pouvait s'arrêter sur la grande place qu'un dimanche ou un jour férié, et encore seulement si elle était accompagnée de sa famille ou d'une autre femme. La possibilité d'une activité professionnelle extérieure était pour les femmes du Sud de l'Italie, une rareté, jusque dans les années 1960. Et l'honneur et la réputation des femmes qui devaient, peut-être pour des raisons financières, exercer une activité professionnelle, étaient facilement remis en cause.

Mes interlocutrices se conformaient à l'idéal féminin de décence, car elles avaient gagné l'Allemagne en tant que femme ou fille de travailleur et non de leur propre initiative. Mais, dans leur vie quotidienne comme dans leur activité professionnelle en République fédérale, elles expérimentèrent des mutations décisives. La communauté solidaire des femmes, les travaux du vaste ménage fait en commun ou du moins côte à côte, devinrent, malgré la reconstitution des familles et les fréquents et étroits contacts avec d'autres familles italiennes, des choses du passé. Les conditions climatiques étaient tout à fait différentes, le travail de la terre pour les besoins du ménage abandonné, à l'exception de quelques activités de jardinage occasionnelles, une cuisine à soi avec sa cuisinière et sa machine à laver, tout cela enfermait les femmes dans leur appartement. Les hommes, conséquence de leurs dures conditions de travail, n'étaient plus tenus d'entretenir les contacts exigés par un système clientéliste. De plus, ils étaient souvent si épuisés par leur journée de travail en usine qu'ils préféraient souvent rester à la maison en famille.

Les familles italiennes présentes en Allemagne fédérale étaient souvent venues dans le but de gagner un pécule suffisant pour bâtir une maison ou lancer une petite entreprise au pays. Afin de faciliter la réalisation de ce projet, presque toutes mes interlocutrices ont pris en Allemagne un emploi salarié. De fait, l'activité professionnelle des femmes en émigration n'entraînait pas, comme au village, la perte de l'honneur. Leurs efforts pour concilier activité salariée et travail ménager

conduisaient cependant ces migrantes, alors encore jeunes, à rencontrer des difficultés que leurs collègues allemandes ne connaissaient pas[16]. En particulier, la méconnaissance de la langue et l'aspiration au retour compromettaient une intégration durable au marché du travail.

Francesca Impelluso évoque ainsi sa trajectoire professionnelle en République fédérale :

« Oui, je n'avais pas encore 16 ans, et j'ai rencontré mon homme à quinze ans, c'était au vendredi saint. Deux mois plus tard nous étions fiancés et six mois plus tard nous étions mariés. Ensuite nous sommes venus en Allemagne près de Francfort, 17 mois plus tard mon fil est né. »

Son compagnon, Luigi, l'interrompt : « Tu étais enceinte et tu allais à l'école. »

« Oui je ne peux pas l'oublier. Je suis allé à l'école pendant la grossesse parce que je n'avais pas encore 18 ans, et j'étais en apprentissage dans une firme de Francfort qui fabriquait des compteurs de voiture. Parce que je n'étais pas encore majeure, la compagnie me payait l'école une fois par semaine et à deux heures je devais retourner à l'usine et travailler encore deux heures. Et je me sentais très mal pendant la grossesse, j'ai dû remplir plus de feuilles de maladie que je n'ai travaillé, parce que j'ai eu une grossesse très difficile. Après mon fils est né, et six mois après nous sommes allés en congés en Italie, c'était en 1972, la première fois que nous prenions des vacances. Et un an après, nous sommes revenus en Allemagne, toujours à Francfort et le climat ne réussissait pas à mon fils. Il était toujours malade. Et nous sommes repartis. Et là j'ai dit : « Il n'y a pas de travail ici, nous retournons en Allemagne. » J'avais mon frère à Francfort et il m'avait dit : "Viens ici, il y a du travail et pas de problème de logement, le mien a deux niveaux, tu en prends un et je prends l'autre." Et donc nous sommes revenus, et cette fois-ci j'étais enceinte d'une fille. J'ai travaillé pour une entreprise métallurgique et j'étais très bien payée, mais après quatre mois de grossesse je suis partie parce que mon fils était toujours malade. (…) Je sais ce que cela veut dire d'aller au travail avec deux enfants. Et puis les samedis à l'hôpital. J'ai travaillé à Noël et puis j'ai toujours travaillé pour Pâques, et puis quand j'avais fait mon service à l'hôpital, je

---

16 VON OERTZEN C., *Die Teilzeitarbeit und die Lust am Zuverdienen. Geschlechterpolitik und gesellschaftlicher Wandel in Westdeuschland 1945-1965*, Vandenhoeck und Ruprecht, Göttingen, 1999.

devais travailler. Et là nous avons dit « ça suffit ». J'ai toujours travaillé mais là nous avons dit : « Je travaille quelques heures mais pas plus. »

Question : « Que faites vous maintenant ? »

« Je fais le ménage pour deux familles. Je travaille quatre heures, mais l'après-midi je suis libre. Et puis nous avons travaillé toute notre vie. À l'auberge, nous avions six ans, et de cinq heures du matin à neuf heures nous étions au travail, et plus tard on travaillait jusqu'à onze heures. C'était dur, très dur. Et puis, quand on a la santé ça va. Et je l'ai fait volontiers, parce que j'aimais le contact avec les gens, ça me plaisait. »

Au début de son activité professionnelle en République fédérale, Francesca Impelluso a bénéficié d'une formation, à l'issue de laquelle elle a entamé une vie de travail intensif et de mère de famille.

Elle n'est pas un cas isolé, beaucoup de mes interlocutrices évoquent des expériences similaires. Au début de leur parcours, elles purent occuper des emplois industriels relativement bien payés, mais plus tard, après la naissance du deuxième enfant, elles durent les abandonner. Quand elles trouvèrent une place de garderie pour leurs enfants, elles prirent, la plupart du temps, des emplois précaires et non déclarés, comme aide de cuisine ou femme de ménage.

Ce qui est original, dans le parcours de Francesca, est qu'elle a tenu un kiosque durant quelques années, soutenue par son compagnon et pour partie par son fils. Son activité professionnelle était si évidemment liée à un projet familial que le partage des rôles au sein de la famille changea. Il n'était plus de la seule responsabilité de l'homme de trouver l'argent nécessaire à la réalisation des projets familiaux. Parvenir à acquérir une maison, ou donner une formation aux enfants n'était pas seulement en ce cas, un succès masculin. Francesca peut alors parler de son activité professionnelle, non comme d'un fardeau, mais comme d'une activité dont elle est fière et dont elle entend que la dignité soit reconnue.

Maddalena Battaglia peint ses premières années en Allemagne sous des couleurs sombres :

« Aujourd'hui je vais bien, mais avant je ne sortais jamais, je restais à la maison, parce que mon homme travaillait en 3x8. Et la vérité c'est qu'il était très renfermé. Il ne voulait jamais sortir, pas aller danser ou boire un verre, ni avec moi ni tout seul. Il n'y a que quand il y avait une petite fête entre Italiens qu'on restait un peu avec eux, mais on ne sortait pas, même pour une promenade. Sauf pour la messe oui, chaque dimanche, il

était rare que nous n'y allions pas. Mais à part ça … Une promenade pour le plaisir, ou une ballade pour aller voir des amis ? Non, ce n'était pas de son goût. Ce n'était même pas de la mauvaise volonté. C'était un homme très dur, très jaloux, même quand il s'agissait de sa femme ou des enfants. L'amitié ne lui procurait pas de plaisir, il disait, ce n'est pas bon de faire ami-ami avec des étrangers. (…) Quand on a travaillé, qu'on s'est occupé des enfants, qu'on a préparé le repas, on pense à tout ce qu'il y a faire et il n'y a plus de temps, c'est tout. Les premières années sont pleines de sacrifices non ? On a fait que travailler, la vie était dure. Quand on allait en Italie, qu'on rentrait, tout recommençait, le travail de la maison, aider les enfants avec leurs devoirs, et ensuite la vie était un peu plus chère. Et, pour dire la vérité, sans mauvaises intentions. Quand on sortait, il fallait toujours sortir ensemble, jamais seule, et pareil pour les enfants, jamais seuls. Pour nous ça voulait dire pas de cinéma, pas de danse. Mais ça allait, nous comprenions, il n'y avait pas de problème. Nous ne nous entendions pas mal, Dieu non. Il avait toujours le mal du pays, il voulait toujours retourner dans sa maison. »

Dans la société d'origine de ces migrants, une activité professionnelle indépendante de la femme, en dehors du cercle familial, était à peine imaginable. Nous comprenons alors que l'activité des femmes en République fédérale, acceptée parce qu'économiquement nécessaire, ait pu également susciter chez eux de la peur, d'autant que ce travail ne prenait pas place dans le cadre rassurant du village mais dans un environnement industriel mal connu. Les racines de cette angoisse étaient à la fois la crainte de voir altérées les positions au sein de la famille, mais aussi la peur pour la sécurité et l'honneur de la femme. Le résultat en était souvent un contrôle particulièrement pointilleux des femmes et une restriction durable de leur liberté de mouvement en émigration. Pour les femmes, le travail à l'extérieur n'était, de ce fait, pas nécessairement synonyme d'autonomie dans la sphère privée.

Si les femmes du Sud de l'Italie ont cependant préservé bien des traditions, ce n'est pas seulement dû à la volonté de leurs maris. Ainsi, Rosalia Lo Russo, une Sicilienne, née en 1935[17] à Assoro dans la province d'Enna, prépare-t-elle aujourd'hui encore chaque samedi le pain pour toute la famille. Elle ne le fait pas pour des raisons financières, mais parce qu'elle veut transmettre sa recette sicilienne. Dans son récit de vie, elle précise qu'elle n'utilise, quand elle fait la cuisine, que des recettes

17 Entretien avec Rosalia et Pino Lo Russo (pseudonyme), 24/11/1997, Y. Rieker.

traditionnelles du pays. De cette façon, la famille demeure liée au village dont elle provient. En émigration, un travail qui n'avait de fonction qu'économique peut aussi, parce qu'il acquiert une autre valeur, procurer aux femmes une reconnaissance nouvelle.

3. Rapports de genre et leurs transformations

Toutes les femmes n'ont pas eu une activité professionnelle en Allemagne. Beaucoup ont assumé leur rôle traditionnel, qui veut que la place de la femme soit à la maison ou à proximité immédiate de celle-ci, et qu'elle soit toujours disponible pour la famille. Souvent ces femmes évoquent le conflit insoluble entre l'envie de disposer de leurs propres ressources financières et de contribuer au revenu familial et la nécessité de prendre soin de la famille. Catarina Rivarola l'exprime bien[18] :

« Quand je suis arrivé à Bochum, j'avais toujours l'impression d'entendre la voix de mon fils, je l'entendais pleurer. Je ne l'entendais pas vraiment bien sûr, c'était un sentiment, mais je pensais toujours à mon fils, seul à la maison. J'ai travaillé, pour aider un peu, mais j'étais toujours un peu anxieuse, parce qu'on ne sait jamais. Il était seul à la maison. La porte était fermée, mais j'avais toujours peur qu'il aille courir dans la rue avant que je rentre ou que ma belle-sœur ne revienne. Je lui montrais toujours l'horloge : "La grande aiguille sera là, et la petite ici quand maman reviendra." (Elle montre utilisant l'horloge de la cuisine, la façon dont elle indiquait cela à son fils). Le petit appelait toujours "maman" quand le bus arrivait dans notre rue, il savait quand maman revenait, mais on se disait, pour l'âme de l'enfant, ça ne doit pas être bien bon, n'est-ce pas ? »

Catarina Rivarola ajoutait que cette angoisse a été l'une des raisons de son accident du travail. Celui-ci a durablement affecté la mobilité de sa main gauche. Après la naissance d'un second enfant, elle n'en a pas moins travaillé à mi-temps, en changeant souvent d'emploi, avant finalement de s'employer comme femme de ménage pour différentes compagnies. Elle a donc peu cotisé, et ne dispose pas de sa propre retraite.

Catarina Rivarola n'a pu, à ce jour, accepter les adaptations qu'a nécessité le changement de contexte. Son vœu le plus cher serait de

18 Entretien avec Catarina Rivarola (pseudonyme), 19 octobre 1998, Yvonne Rieker

rentrer dans son pays. Elle propose une vision de la vie quotidienne de sa mère et des autres femmes en Sicile d'une façon qui ne laisse aucun doute quant au fait qu'elle préférerait une telle situation à ce qu'elle dépeint comme les contraintes de la vie d'une femme en Allemagne. L'avantage de la vie sicilienne est pour une femme le fait qu'elle a toujours de la compagnie et que lui est épargnée la solitude à la maison et au travail qui est son difficile lot en Allemagne. Le retour souhaité au pays natal, tel est du moins sa conviction, lui permettrait non seulement de se sentir plus heureuse mais aussi d'être en meilleure santé.

Catarina Rivarola incarne une des positions possibles des femmes migrantes. Gina Ventura, née en 1947 dans un village près de Reggio di Calabria illustre une autre variante[19].

« J'ai d'abord cousu dans une boutique d'habillement. Ensuite j'ai travaillé pour une compagnie, une laverie, une grosse laverie, et là je nettoyais les habits. Et quand un bouton tombait, il fallait le recoudre, ou bien c'est une manche qui était en mauvais état et il fallait arranger ça en vitesse à la machine. Et au bout d'un an je me suis retrouvée enceinte de mon premier enfant, et j'avais déjà travaillé un an. Oui, et l'enfant est mort. Et quelques mois plus tard je suis tombée – comment dit-on, dans un atelier de couture, une grosse usine. Et là je suis tombée enceinte de ma fille. J'y ai travaillé un an. Ensuite j'ai eu deux enfants, et je suis restée deux ans à la maison, non, quatorze mois. Et ensuite j'ai été engagée par Blaupunkt. J'étais si fière. Je gagnais mon argent. Avec ma première paye, je me suis acheté un beau manteau. Je voulais absolument pouvoir dire : "Eh, regardez ça." »

Antonio, son époux : « Elle s'est acheté un manteau de fourrure. »

J'ai acheté un manteau de fourrure avec mon argent. J'ai aussi travaillé chez Akkord. Le manteau était joli. Pour les horaires, nous nous arrangions avec mon mari. Et ensuite mon frère est arrivé et c'est devenu un peu plus compliqué. Mon mari m'avait beaucoup aidée, pour les enfants en particulier. Le matin quand il était à la maison c'est lui qui s'occupait des enfants. Quand j'étais à la maison c'est moi qui prenais tout en charge. Nous nous sommes beaucoup entraidés. Et puis quatre ans après mon fils est arrivé, et là avec trois enfants on ne peut plus travailler. Il faut rester à la maison. Je ne

19 Entretien avec Gina et Giuseppe Ventura (pseudonyme), 9 décembre 1999, Yvonne Rieker.

pouvais plus avec les trois enfants. Le premier, on se débrouillait. Le deuxième, on avait une voisine qui nous donnait un coup de main. Et après on ne pouvait plus avec les trois. Après j'ai travaillé l'après-midi dans une petite usine, parce que mon mari prenait toujours tôt et le matin il fallait que j'emmène les enfants à l'école. Et après j'allais travailler de une heure à quatre heures, trois heures à l'usine. J'ai fait ça pendant dix ans. Et puis après j'ai eu mal au coude, c'était de plus en plus douloureux. Et j'ai arrêté, et depuis je suis femme au foyer (…) ».

Question : « Quel travail faisiez-vous chez Blaupunkt ? »

« Chez Blaupunkt je faisais de petites choses, de petites bobines, un travail assez fin. J'aimais bien. Nous étions deux femmes, j'étais à la machine et elle faisait les finitions avec des petites pinces. Nous avons toujours travaillé comme ça. Et nous faisions vingt pièces de plus par jour que les autres. Elles ont dit, ça suffit. Et après nous avons toujours eu de la réserve ».

Question : « Vous vous entendiez bien avec vos collègues ? »

« Oui, je me suis bien entendue avec elles. Et aujourd'hui quand nous nous rencontrons c'est très amical, c'est bien, comme à l'usine. »

Catarina, comme Gina, a été confrontée au problème de la garde et de l'éducation des enfants, responsabilité de la femme. Mais elle est parvenue à travailler sans devoir faire face à d'importants conflits. C'est sans doute l'une des raisons qui la rend si fière du manteau qu'elle s'est acheté elle-même. L'activité professionnelle lui a apporté de nouvelles compétences, mais aussi un élargissement de son cercle de connaissances et une meilleure maîtrise de la langue. Elle a noué des contacts étroits avec des collègues allemandes, ce qui avait pour elle une signification particulière car coupée de ses liens avec son environnement italien, elle courrait le risque d'être linguistiquement et socialement isolée.

Le remarquable accord noué par Gina et son mari montre qu'un tel modèle de comportement, qui implique le partage des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, est possible pour des Italiens du Sud habitués à une stricte séparation des sphères masculines et féminines. Cela constitue une réponse extraordinairement positive aux changements contextuels imposés par la migration.

Pour les hommes, les changements comportementaux décrits par Gina étaient sans doute plus difficiles à supporter, du fait des schémas qui avaient été les leurs jusque-là, que pour les femmes. Dans le

Mezzogiorno, durant les récoltes, le service militaire des hommes, ou les guerres, les femmes avaient souvent rempli des fonctions qui n'étaient pas censées être les leurs, sans pour autant que leur statut, ou la perception de leurs fonctions, change radicalement. Cela n'était pas le cas pour ces hommes qui ont dû parfois assumer des tâches traditionnellement féminines. Pour eux, la prise en charge de tâches féminines était inévitablement associée à une redéfinition de leur rôle quand ils ne voulaient pas perdre l'honneur. Dans cette perspective, l'acculturation du migrant, au travers de la redéfinition des rôles au sein de la famille, apparaît comme une tâche extraordinairement difficile, qui suppose une reconstruction complète de la masculinité. Giuseppina et Salvatore Palumbo, nés en 1935 et 1932 à Monte San Angelo, près de Gargano, exposent cette transformation douloureuse[20].

Question : « Étiez-vous seulement femme au foyer ? »

S. P. : « Non, non elle a travaillé aussi. »

G. P. : « J'ai travaillé depuis 1970, dans une usine d'oreillers, comme couturière. Je n'avais aucun diplôme. J'ai travaillé là vingt ans, non plus de vingt ans. »

Question : « Toute la journée ? »

S. P. (à voix haute) : « Les premiers deux ou trois ans seulement quatre heures. Les enfants étaient encore petits et c'était trop dur. »

Question : « Et après ça huit heures ? »

G. P. : « Oui j'ai travaillé huit heures par jour de 70 à 93. Je me suis retrouvée deux fois au chômage, mais j'ai toujours travaillé pour la même usine. 2,80. J'ai commencé pour 2,80 marks de l'heure. »

S. P. : « J'ai commencé comme maçon en 1957, pour 14,41 marks de l'heure. J'avais un samedi sur deux libre, un samedi sur deux je travaillais, c'était la loi, et pour 14,41 marks. Mais il fallait encore que je déduise les cotisations, ce qui restait après tout ça, pas grand-chose. »

G. P. : « Et maintenant j'ai ma petite retraite, pas grand-chose, je n'ai pas gagné tellement d'argent. »

S. P. : « L'usine payait en dessous du tarif, c'était une petite entreprise. »

G. P. : « Une petite entreprise oui, ça ne payait pas très bien. »

---

20 Entretien avec G. et S. Palumbo (pseudonyme), 15/12/1998, Y. Rieker.

Question : « Mais c'était dur non ? »

G. P. : « Oui très dur, je ne comprenais rien, c'est ça qui était difficile. »

S. P. : « C'est dur de ne rien comprendre, et puis il y avait les enfants et elle devait partir, pour moi c'était un peu pareil. Je revenais du travail et je devais faire les courses. »

Question à Salvatore : « Vous alliez faire les courses ? »

S. P. : « Oh là là. »

G. P. : « Quand les enfants sont petits, il y a toujours du travail, il faut les emmener voir le médecin, ils restaient toujours seuls, ils sortaient seuls, souvent ils attendaient jusqu'à ce que mon époux revienne, mais il y avait trop à faire, et souvent ils sont allés seuls chez le médecin. »

S. P. : « C'est devenu difficile, mais grâce à Dieu, grâce lui soit rendue, il nous avait donné la force et nous n'avons jamais renoncé. »

G. P. : « Bien des fois, les enfants demandaient : "Mais pourquoi tu vas travailler Maman ? Oui pourquoi ?" C'est parce que j'en avais envie. » (elle rit)

S. P. : « Ils voulaient qu'elle reste à la maison. »

G. P. : « Moi aussi je voulais, ce n'était pas mon homme qui m'envoyait. »

S. P. : « Non non, je ne voulais pas. »

G. P. : « C'est moi qui avait décidé, je voulais y aller. Oui, souvent les enfants disaient "mais pourquoi tu y vas, on est bien". Et je disais : "Oui quand j'ai 18 marks tout va bien." Oui c'est comme ça que c'était.

S. P. : « Oui et maintenant elle a aussi une petite retraite. »

G. P. : « Oui j'avais assez d'années de cotisation. »

S. P. : « Et on vit normalement, pas dans le luxe, mais normalement. »

G. P. : « Normalement, comme les autres, et j'ai un peu d'argent. »

Giuseppina souligne que c'est elle, pourtant mère de quatre enfants, qui voulait aller travailler huit heures durant à l'usine, malgré la résistance de son mari et de ses enfants. Elle insiste sur le fait qu'elle ne le faisait pas par pure nécessité, ni pour subvenir aux besoins de la maison mais parce qu'elle voulait disposer de son propre revenu. Et sa petite retraite, qu'elle est l'une des rares Italiennes de son entourage à toucher, est à la fois source de fierté pour elle et d'envie pour les autres.

Salvatore a dû redéfinir son rôle au sein de la famille, ce qui n'a pas été, il le montre rétrospectivement, sans difficultés, même s'il y est finalement parvenu. Aujourd'hui il exprime son admiration pour la remarquable détermination de sa femme et son activité. Pour un homme venant du Sud de l'Italie et qui a travaillé durant des années dans le bâtiment, haut lieu du machisme et de la masculinité, c'est un remarquable changement.

Pour les femmes les plus âgées, l'activité extra-domestique de Giuseppina Palumbo, née en 1935, était une forme de travail auquel il leur faudrait s'habituer, pour laquelle il leur faudrait pour partie combattre, et qui, si elle procurait une nouvelle position dans la hiérarchie familiale, impliquait aussi des devoirs nouveaux. Pour les femmes de la génération suivante, nées jusqu'au milieu des années 1960 ou plus tard, venues enfants ou jeunes filles en République fédérale, l'activité salariée était dès le départ une possibilité, voire une évidence, au moins pour les années suivant la sortie de l'école et précédant la fondation d'une famille. Elles pouvaient sans grande difficulté intégrer l'idée d'une activité professionnelle à plein-temps et d'une carrière complète.

Pour beaucoup de jeunes femmes italiennes, l'activité professionnelle des femmes est une conséquence logique des standards de vie auxquels aspirent les familles et qu'elles ne peuvent atteindre sans cela. Cela crée pour les femmes de nouvelles contraintes, que Patrizia Lagana, née en 1957 dans un village des Apulies détaille[21] :

« On dit comme ça : « En Allemagne une femme peut travailler et comme ça elle gagne plus bien sûr quand elle travaille ». Et c'est la même chose en Italie, même dans le Sud. Mais quand j'étais gamine, ma mère n'allait pas travailler, elle restait à la maison. Il n'y avait pas de travail dans le Sud, seulement le travail de la terre. Peut-être que dans les grandes villes il y avait plus de possibilités, mais nous étions quatre enfants et maman était toujours à la maison. On dit, une femme en Italie vit bien aussi, elle a toute sa famille autour d'elle. Mais ça, c'est une autre histoire, cela veut dire une autre vie. Ici je travaille, j'ai mon travail et ma famille. En Italie, la femme est toujours attachée à sa famille, ici pratiquement toutes les femmes travaillent. Vous avez une vie qui est moitié travail et moitié famille ou bien seulement une carrière ou bien seulement la famille. Dans le Sud de l'Italie, la femme se consacre seulement à la famille. Ici, on

21 Entretien avec Patricia Lagana (pseudonyme), 2 février 2000, Yvonne Rieker.

peut décider. Mais souvent je me dis que c'était bien de n'avoir à s'occuper que de la famille. Mais avoir une partie de sa vie au travail, ça donne aussi, comment dire, plus de liberté. Mais les femmes en Italie, même si elles étaient toujours à la maison, elles n'arrêtaient pas de travailler. On ne sait pas combien de vêtements elles ont pu coudre, combien elles ont préparé de repas. La femme en Italie du Sud elle n'est pas … Même si elle est à la maison, elle a plein de choses à faire. Par exemple, dans mon village, les femmes sont à la maison comme ma mère. Mais elles font de la couture. Ma mère a toujours fait de la couture pour la femme du docteur. En fait elle était couturière, et elle travaillait pour gagner de l'argent. Les femmes étaient toujours occupées dans le Sud de l'Italie. Elles cousaient, elles s'occupaient de la cuisine et de tous les travaux pour le reste de la famille. Même quand il n'y avait pas de travail, les femmes travaillaient. Et puis il n'y avait pas une seule femme qui ne faisait que s'occuper de la famille. Elles faisaient toutes autre chose. »

Patrizia exprime clairement l'ambivalence associée au *topos* qu'est le « travail » pour les migrantes du Sud de l'Italie. Le « vrai travail » est pour elle le travail salarié, et l'activité des femmes dans son village d'origine n'est généralement pas de cette sorte. Dans la plupart des cas, elles participent à l'économie souterraine, même quand elles travaillent à la maison comme couturières. Ces formes de travail demeurent marginales et maintiennent les femmes dans un statut subalterne. En même temps, Patrizia défend ces femmes et s'oppose au reproche implicite fait aux femmes au foyer d'être arriérées, tant en Allemagne fédérale que dans les autres pays industrialisés. Ce jugement renvoie les tâches accomplies par ces femmes au néant, sans l'attention et la reconnaissance qui leur reviennent de droit.

Patrizia met en évidence l'ambiguïté connue d'un processus d'émancipation qui place les femmes face à des exigences redoublées puisqu'elles doivent faire carrière comme les hommes tout en restant de bonnes maîtresses de maison et de bonnes mères. Le fait que les femmes soient en République fédérale jugées selon cette double norme les condamne, ainsi que l'observe Patrizia à ne pas pouvoir atteindre l'un des buts recherchés. De ce fait, le rôle sans ambiguïté dévolue aux femmes par la société du Sud de l'Italie, qui est pour nous synonyme de discrimination envers les femmes et de restriction de leur capacité d'action, présente au moins l'avantage d'offrir une norme réalisable et de reconnaître le rôle social de la maîtresse de maison et de la mère.

Le travail des femmes en Italie du Sud recouvre, aujourd'hui encore, des tâches traditionnelles dans une plus grande proportion que cela n'est habituel en Allemagne. De même, de nombreuses familles produisent une large partie de la nourriture de la famille et la femme prend une part très importante à ces tâches. Même dans le Sud de l'Italie cependant, les rôles de genre sont en mutation. Là aussi, les femmes tiennent maintenant des rôles qui étaient autrefois l'apanage des hommes. Le fait que leur nombre soit limité renvoie certes à la force des normes de genre traditionnelles mais aussi au fait que le chômage est endémique dans le Sud de l'Italie. En fin de compte, l'image de la maîtresse de maison libre et autonome, toujours en contact avec d'autres femmes, se brouille, lorsque l'on examine le temps de travail et l'intensité du travail des femmes, et se réduit peut-être à un idéal romantique qui peut offrir un moment de répit à des femmes confrontées aux réalités complexes du travail en République fédérale.

Les femmes pyrénéennes et l'émigration transatlantique aux XIXe et XXe siècles : une réalité mal connue

Marie-Pierre Arrizabalaga*

L'émigration pyrénéenne en Amérique au XIXe siècle n'a d'équivalent ni avant la Révolution française, ni après la Première Guerre mondiale. En raison de conditions agricoles médiocres et de pratiques économiques incompatibles avec l'augmentation rapide de la population, l'exode rural s'est manifesté par une émigration massive vers les villes d'abord et ensuite vers l'Amérique. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, l'émigration a certes touché les Basques qui pêchaient la baleine sur les côtes nord-atlantiques et les Béarnais qui s'installaient en Nouvelle France et en Louisiane mais, au XIXe siècle, l'explosion démographique et les conditions économiques difficiles ont contraint beaucoup à envisager l'émigration transatlantique comme alternative à la migration urbaine[1]. Aussi, dès les années 1830, un grand nombre de Basques et de Béarnais s'embarquèrent-ils à destination de l'Amérique du Sud, vers l'Argentine et l'Uruguay principalement. Puis, dans la seconde moitié du XIXe siècle, leur territoire d'émigration s'est élargi jusqu'à l'Amérique du Nord, tout particulièrement le Mexique[2]. Enfin, depuis la fin du siècle, les États-Unis ont pris le relais, notamment la Californie, terre d'accueil avant 1900 certes, mais surtout après. Cette émigration a ensuite diminué en raison de la Première Guerre mondiale, des nouvelles lois protectionnistes américaines des années 1920 et de la crise mondiale des

* Université de Cergy-Pontoise, CICC-EA 2529 et IKER-UMR 5478.

1 Les familles ne pouvaient établir tous leurs enfants au pays (en moyenne quatre enfants au lieu de trois auparavant) d'où l'émigration des fils vers l'Amérique et des filles vers les villes françaises. Les nouveaux modes de transport au XIXe siècle ont permis leur déplacement en France et à l'étranger.

2 DOUGLASS W.A., BILBAO J., *Amerikanuak, Basques in the New World*, Reno, University of Nevada Press, 1975, 519 p.

années 1930. De même, la seconde Guerre mondiale n'a pas été propice au déplacement des populations entre les deux continents. Ce n'est qu'après 1945 que l'émigration basque a repris. Dans les années 1960, les nouvelles lois américaines et les conditions économiques favorables en France ont commencé à freiner l'émigration[3]. Aussi les départs dans les années 1970 étaient-ils rares. Depuis, l'Amérique accueille les regroupements familiaux là où les communautés existent déjà ou bien les jeunes diplômés désireux de faire carrière dans les grandes villes.

L'historiographie est riche en études sur l'émigration basco-béarnaise aux XIXe et XXe siècles, mais elle n'aborde que l'aspect masculin de la question, ignorant les femmes[4]. Or, ces dernières ont joué un rôle important dans cette émigration permettant l'installation définitive des hommes et l'implantation de communautés. Elles étaient cependant moins nombreuses à s'expatrier en raison de l'éloignement, de l'isolement et du climat. Elles préféraient hériter ou épouser un héritier, garder des liens étroits avec la famille ou bien encore préserver leur autonomie en ville, y compris en restant célibataires. Quel était leur destin en Amérique ?

1. Sources, statistiques et débats

Les premiers émigrants du XIXe siècle étaient des hommes seuls, mariés ou célibataires. Les femmes, elles, s'expatriaient peu, préférant une installation au village ou peut-être en ville, voire à Paris, plutôt qu'en Amérique, même lorsqu'un parent y était confortablement installé. Mais, avec le temps, de plus en plus de femmes suivirent leur mari, leur frère ou leur père. Environ 121 000 Basques et Béarnais ont émigré en Amérique entre 1821 et 1920 selon Louis Etcheverry[5] et plus de 108 000 pendant la période allant de 1835 à 1901 selon Henry de Charnisay[6]. En moyenne, un quart à un tiers de cette population (moins avant 1856 et plus ensuite) était constitué de femmes, soit environ 30 000. La plupart

---

3 Voir numéro spécial *Les Français d'Amérique*, *Annales de Démographie Historique*, 2000, 1 ; FOUCRIER A., *Le Rêve californien. Migrants français sur la côte pacifique (XVIIIe-XXe siècles)*, Paris, Belin, 1999, 428 p.

4 L'ouvrage le plus récent est BLAZQUEZ A. (textes réunis par), *L'émigration basco-béarnaise aux Amériques au XIXe siècle*, Éditions Gascogne, 2005.

5 ETCHEVERRY L., « L'émigration dans les Basses-Pyrénées pendant soixante ans », *Revue des Pyrénées*, 1893, pp. 512-513.

6 ARTHUYS DE CHARNISAY H. d', *L'émigration basco-béarnaise en Amérique*, thèse en droit, Paris, 1947, p. 134.

émigraient célibataires, mais certaines étaient mariées. Elles voyageaient seules ou accompagnées de leurs enfants. Elles rejoignaient un parent ou s'arrêtaient dans un hôtel basque ou béarnais en attendant de trouver à se marier. Les réseaux et territoires d'émigration étaient ainsi organisés et connus de tous.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, cette émigration a profondément marqué les esprits, de telle sorte que, dès les années 1850, des hommes politiques s'en sont plaints publiquement jusqu'à Paris afin que des réformes soient envisagées pour atténuer le « fléau »[7]. En dépit de ces plaintes, de nombreuses familles basques et béarnaises ont émigré et des communautés entières se sont peu à peu constituées en Amérique. Cependant, le département n'a pas connu de déclin démographique entre 1830 et 1920, la forte natalité provoquant un excédent démographique qui compensait l'émigration. D'autres régions françaises ont été concernées par le même phénomène, notamment l'Alsace[8], mais l'exode rural profitait généralement aux capitales régionales françaises plutôt qu'à l'Amérique[9].

Pour entreprendre cette analyse, nous avons choisi le cas basque. Nous utiliserons différentes sources et méthodes, notamment 120 reconstitutions de familles ou les expériences de vie de 3 000 Basques français[10], hommes et femmes nés dans six villages différents. Le but est de comprendre quand, pourquoi et comment les femmes émigraient. Ensuite, nous étudierons les destins des émigrants basques français aux États-Unis à partir des recensements de 1900 et 1910 que nous avons dépouillés[11]. Enfin, nous ferons usage d'informations issues d'entretiens avec les descendantes d'émigrants basques, notamment celles qui, propriétaires d'hôtels en Amérique du Nord, lieux d'accueil et centres

---

7 Le plus critique fut P. O'Quin, *Du Décroissement de la population dans le département des Basses-Pyrénées*, Pau, Imprimerie Vignancour, 1856.

8 FOUCHÉ N., *Émigration alsacienne aux États-Unis, 1815-1870*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1992.

9 Les nombreuses études locales ou régionales sur l'exode rural et la migration urbaine en France au XIXe siècle n'abordent pas la question de l'émigration vers l'Amérique.

10 Le destin de 120 couples mariés au début du XIXe siècle dans six villages basques (Sare, Les Aldudes, Mendive, Alçay en montagne et Isturits et Amendeuix en plaine), de leurs enfants mariés entre 1830 et 1860 et de leurs petits-enfants mariés après 1860.

11 Le recensement de 1900 pour les États de Californie, Nevada, Idaho et Wyoming a été dépouillé par Iban Bilbao et Chantal de Eguiluz, *Vascos en el censo de población del Oeste Americano, 1900*, Vitoria, Diputación Foral de Álava, 1984 ; j'ai dépouillé le recensement de 1910 des mêmes États. Le tout a été informatisé et analysé.

culturels, ont accepté de témoigner de leurs expériences et parfois de celles de leurs parents et grands-parents[12].

2. Facteurs de l'émigration

Plusieurs raisons expliquent la sédentarité d'abord (jusqu'au milieu du XIXe siècle) et ensuite les départs de femmes en Amérique du Nord, en dépit des inconvénients et dangers que cela comportait probablement à l'époque. Tout d'abord, le système à maison qui, malgré les lois égalitaires du Code civil du XIXe siècle, perpétuait les traditions de l'héritage unique, l'aînesse intégrale ou la transmission des biens à l'aîné, fille ou garçon, en Pays basque, l'indivision, la famille souche ou la cohabitation d'un héritier avec ses parents et l'exclusion des autres enfants[13]. Pour préserver ces pratiques anciennes, les familles ont dû s'adapter en dédommageant les co-héritiers pour éviter le partage des biens, l'émiettement du patrimoine et, par conséquent, la faillite de la maison. Aussi, un seul enfant héritait, un ou deux autres épousaient des héritiers ou des héritières, mais tous les enfants ne pouvaient prétendre à des terres. La solution trouvée consistait à dédommager les exclus avec une somme d'argent en avance de l'héritage, avant le décès des parents, au moment où les enfants en avaient le plus besoin, signifiant de cette manière leur départ définitif de la maison. Ainsi, pour préserver le système à maison traditionnel au XIXe siècle, les familles basques (mais aussi béarnaises et gasconnes) ont envisagé l'exclusion des co-héritiers et l'émigration comme stratégies vitales pour la survie du système. Cette émigration, dans un premier temps, concerna surtout les fils, puis ensuite les filles. Tout cela cependant n'explique pas le phénomène dans sa complexité. Pourquoi les hommes émigraient-ils plus que les femmes ?

---

12 Il s'agit d'une vingtaine d'entretiens de femmes d'origine basque, parfois très âgées, qui ont témoigné sur elles, leur entourage, leurs parents et parfois leurs grands-parents.

13 Le système à maison dans les Pyrénées sous l'Ancien Régime avait plusieurs formes : l'aînesse intégrale au Pays basque, dans les Barèges et le Lavedan (héritage par l'aîné, fille ou garçon) ; la primogéniture masculine au Béarn, dans les Baronnies et dans les autres provinces des Hautes-Pyrénées (ou l'héritage par l'aîné des fils), l'héritage par un des fils en Catalogne française. Voir discussion in ARRIZABALAGA M.-P., « Stratégies de l'indivision et rapport à la terre après le Code civil : le cas basque au XIXe siècle », dans BÉAUR G, DESSUREAULT C., GOY J.. (dir.), *Familles, terre, marchés. Logiques économiques et stratégies dans les milieux ruraux (XVIIe-XXe siècles),* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 171-183.

L'émigration touchait non seulement les fils cadets exclus de l'héritage mais aussi les fils aînés, héritiers potentiels, de telle sorte que de plus en plus de filles, aînées ou cadettes, héritaient à la place de leurs frères émigrants, un phénomène constaté certes au Pays basque[14], mais aussi en Béarn[15] et dans les Hautes-Pyrénées[16]. En conséquence, au XIXe siècle, plus de la moitié des successeurs uniques au Pays basque était des femmes[17] avantagées au détriment des fils aînés qui émigraient en Amérique au lieu d'accepter l'héritage[18].

Certes l'héritage unique par les femmes (ou les successions matrilinéaires) explique pourquoi, au XIXe siècle, elles étaient plus sédentaires que les hommes. Mais elles étaient aussi confrontées aux dangers et au coût de la traversée de l'Atlantique ainsi qu'à un marché de l'emploi défavorable en Amérique. Grâce à leur dédommagement successoral, elles pouvaient financer le voyage et l'installation en Amérique, mais peu l'envisagèrent car elles avaient d'autres options, dont celles de devenir héritières ou épouses d'héritier. Beaucoup préféraient ces solutions, voire le célibat, à l'émigration ; d'autres enfin partaient s'installer en ville. Les données statistiques indiquent que les femmes étaient plus sédentaires que les hommes, mais pas beaucoup plus. En revanche, ce qui les distinguait, ce sont les destinations. Quitte à partir du village, les hommes choisissaient l'Amérique où les réussites étaient plus accessibles et peut-être plus faciles. Les femmes, elles,

---

14 ARRIZABALAGA M.-P., « Les héritières de la maison au Pays Basque au XIXe siècle », *Lapurdum*, VII, 2002, pp. 35-55.

15 LACANETTE-POMMEL C., *La famille dans les Pyrénées, de la coutume au Code Napoléon*, Estandens, PyréGraph, 2003, p. 118-119.

16 BONNAIN R., « Droit écrit, coutume pyrénéenne et pratiques successorales dans les Baronnies, 1769-1836 », in *Les Baronnies des Pyrénées. Anthropologie et histoire, permanences et changements. Maisons, espace, famille*, t. 2, Paris, EHESS, 1986, pp. 170-171.

17 Certaines épousaient des hommes d'origines sociales inférieures. ARRIZABALAGA M.-P., « Succession strategies in the Pyrenees in the 19th century. The Basque case », *The History of the Family*, vol. 10, 3, 2005, pp. 271-292 et « Pyrenean marriage strategies in the nineteenth century: the Basque case», *IRSH,* 50, 2005, pp. 93-122.

18 Les aînés héritiers étaient contraints au mariage tardif car, en raison de la taille de l'exploitation et de la maison, ils devaient attendre le départ de certains co-héritiers avant d'être autorisés à se marier et à s'installer dans la maison avec leur épouse. En outre, ils devaient cohabiter avec leurs parents (contraints de prendre soin d'eux toute leur vie) et n'héritaient légalement des biens qu'après le décès de ces derniers. Ce système en a découragé plus d'un qui, en attendant le départ de ses co-héritiers et la retraite de ses parents, préférait s'expatrier, refusant ensuite de revenir assurer ses devoirs de successeur.

préféraient les villes françaises à l'émigration en Amérique. Elles avaient donc des priorités différentes. Les opportunités professionnelles dans les villes françaises ne leur étaient pas aussi favorables qu'aux hommes, mais l'étaient plus qu'en Amérique où la survie ne passait, semble-t-il, que par le mariage. Si les femmes ne traversaient pas l'Atlantique, ce n'est pas parce qu'elles ne pouvaient pas financer leur traversée, mais parce qu'elles ne le voulaient pas[19].

3. Conditions de l'émigration des femmes en Amérique du Nord

La plupart des émigrantes n'envisageaient l'émigration qu'après avoir reçu l'aide financière de leur famille. En outre, elles voyageaient rarement seules, en raison des dangers et des risques de la traversée. Même seules au départ, la plupart ne le restait pas. Mariées, elles allaient retrouver leur époux et fonder une famille ; célibataires, elles s'installaient chez un membre de la famille déjà établi.

Les émigrantes mariées étaient des filles de propriétaires cultivateurs, non-héritières qui, dotées et donc dédommagées de leur part d'héritage, avaient épousé des hommes de leur village ou des environs, eux aussi fils de propriétaires dédommagés de leur part d'héritage, qui quittaient la France pour s'établir en Amérique comme propriétaires – cultivateurs ou artisans. Ces mariages étaient donc homogames, entre hommes et femmes issus de la même catégorie sociale. La décision d'émigrer en famille était difficile car son financement était coûteux et le départ souvent définitif. Les femmes, par conséquent, acceptaient difficilement l'émigration et laissaient fréquemment partir leur mari dans l'espoir d'un retour prochain. Ces hommes revenaient parfois quelques années plus tard avec leurs économies et achetaient ensuite une petite exploitation agricole ou artisanale, mais ces départs étaient risqués car certains ne réapparaissaient jamais[20].

---

19 ARRIZABALAGA M.-P., « Basque women and migration in the nineteenth century », *The History of the Family*, 2005, 2, pp. 99-117 et du même auteur, « Migrations féminines – migrations masculines : des comportements différenciés au sein des familles basques au XIXe siècle », in LORENZETTI L., HEAD-KÖNIG A.L., GOY J.. (éds.), *Marchés, migrations et logiques familiales dans les espaces français, canadien et suisse, 18e-20e siècles*, Bern, Berlin, Bruxelles, Peter Lang, 2005, pp. 183-195.

20 Pour justifier l'absence d'autorisation paternelle, des actes de mariage basques notifiaient l'absence de pères partis en Amérique depuis vingt ou trente ans, et dont la famille n'avait aucune nouvelle parfois, d'où la mention « absent depuis X années et sans nouvelle ».

Célibataires, les femmes recevaient aussi un dédommagement pour leur part d'héritage, une part certes inférieure à leur part légale mais suffisante pour financer la traversée de l'Atlantique[21]. Au pire, elles recevaient de l'argent d'un membre de leur famille déjà établi en Amérique et émigraient. Elles se mariaient peu après leur arrivée en raison d'un marché matrimonial très favorable[22]. Celles qui étaient célibataires en quittant la France le restaient rarement et leur départ devenait définitif. La vie qui les attendait était, pensaient-elles, une vie de dépendance, en tant que filles, sœurs ou épouses sous l'autorité d'un parent ou conjoint. Nous verrons que la situation était bien différente. En tout état de cause, peu acceptaient cette vie éloignée, isolée et par conséquent difficile en Amérique, sans espoir de retour. Avec le temps, de plus en plus envisagèrent cette solution car la traversée devint plus sûre et la réussite des frères ou des maris installés en Amérique assurait à leur famille des vies meilleures et parfois une mobilité sociale ascendante. Les conditions de vie restaient difficiles cependant et peu de femmes étaient capables de les supporter.

4. Destins d'émigrantes en Amérique du Nord

Les hommes et femmes qui émigraient en Amérique du Nord s'installaient principalement dans l'Ouest des États-Unis, notamment la Californie après 1850, attirés par la ruée vers l'or ; il s'agissait de régions surtout rurales, voire isolées ou désertiques, ou de quelques grandes villes comme San Francisco et Los Angeles[23]. Le dépouillement des recensements de 1900 et 1910 pour les États de l'Ouest des États-Unis indique que les Basques y étaient en nombre croissant. Parmi eux,

---

21 Tous trouvaient leur compte dans les nouvelles stratégies familiales du XIXe siècle. Les parents utilisaient les dots comme dédommagements définitifs en avance de l'héritage et inférieurs souvent à la part légale pour récupérer des parts des biens familiaux et ainsi préserver l'héritage unique. Les enfants, eux, étaient dédommagés lorsqu'ils étaient jeunes, au moment où ils en avaient le plus besoin.

22 Le marché matrimonial leur était favorable en raison du déséquilibre entre les sexes, le nombre des hommes dépassant largement celui des femmes. Ces dernières pouvaient ainsi faire de « bons » mariages en Amérique. Aussi les frères émigrés les encourageaient-elles à les rejoindre.

23 Selon A. Gachiteguy et H. de Charnisay, de nombreux Basques, Gascons et Aveyronnais vivaient dans l'Ouest américain aux XIXe et XXe siècles. Tandis que les Basques étaient attirés par les grands espaces, les Béarnais préféraient les villes californiennes (San Francisco et Los Angeles, mais aussi New Orleans et New York).

beaucoup de jeunes célibataires mais aussi d'autres plus âgés qui avaient émigré lors de la ruée vers l'or et ne s'étaient jamais mariés. Peu de femmes de leur origine étaient attirées par leur mode de vie et ces immigrants refusaient les alliances matrimoniales exogames avec des Américaines, voir avec des Basques espagnoles[24]. Leur nombre a néanmoins augmenté pendant la première décennie du XXe siècle, de 525 à 3 045, la plupart résidant en Californie (91,6 %) et tout particulièrement dans les environs de Los Angeles et de San Francisco (voir tabl. 1 et 2).

Table 1 – Basques français dans l'Ouest américain en 1900 et résidence.

Générations	Californie	Nevada	Idaho	Wyoming	Total
1e génération	265	33	1	0	299
2e génération (2 parents Basques français)	176	8	0	0	184
2e génération (1 parent Basque français)	40	2	0	0	42
Total	*481*	*43*	*1*	*0*	*525*

Table 2 – Basques français dans l'Ouest américain en 1910 et résidence.

Générations	Californie	Nevada	Idaho	Wyoming	Total
1e génération	1 665	248	28	73	2 014
2e génération (2 parents basques français)	775	39	5	1	820
2e génération (1 parent basque français)	208	3	0	0	211
Total	*2 648*	*290*	*33*	*74*	*3 045*

La population basque française établie dans l'Ouest américain a été multipliée par près de 6 entre 1900 et 1910, ce qui témoigne d'une période de forte immigration, notamment en 1907, année où environ 400 d'entre eux arrivèrent, en Californie notamment où 87 % d'entre eux résidaient (table 2). Les femmes étaient peu nombreuses à faire le voyage, mais leur nombre augmenta également avec le temps : on en comptait près de 1 100 au total, un peu plus d'un tiers de la cohorte de 1910. La plupart d'entre elles étaient des femmes au foyer mariées à des éleveurs ou à des cultivateurs propriétaires installés dans l'intérieur de la Californie et d'autres à des artisans propriétaires dans les villes petites et moyennes ou à San Francisco et Los Angeles. Peu de femmes occupaient des emplois en dehors de la maison et celles qui le faisaient résidaient en

24 ARRIZABALAGA M.-P., « Les Basques dans l'Ouest américain, 1900-1910 », *Lapurdum*, V, 2000, pp. 335-350.

ville, travaillant dans l'hôtellerie, la blanchisserie, la couture, le petit commerce et les services. Ces emplois peu ou pas qualifiés étaient généralement acceptés par des immigrantes célibataires ou par des Basques françaises de la deuxième génération, plus émancipées, plus intégrées et connaissant la langue anglaise. Il était probablement inconcevable à l'époque que les immigrantes mariées travaillent en dehors de la maison, l'idée étant que les hommes devaient subvenir aux besoins de la famille. En réalité, beaucoup, mariées ou célibataires, ne déclaraient aucune profession mais travaillaient durement et jouaient un rôle économique primordial dans le foyer, leur nouvelle « maison » en Amérique du Nord. En dépit d'un célibat masculin significatif, de nombreuses familles se sont peu à peu constituées, d'où l'importante deuxième génération, davantage due à la grande taille des ménages qu'au nombre de couples mariés. Le processus d'intégration s'opéra lentement. Des alliances matrimoniales très endogames entre Basques français de la première et de la deuxième générations eurent lieu. Ces phénomènes expliquent la formation de communautés basques (basco-béarnaises parfois) dans de nombreuses villes, moyennes ou grandes, de l'Ouest américain.

Si l'on se base sur les données issues des recensements, on en conclut, comme l'historiographie, que les immigrantes étaient des épouses et des mères au foyer sans emploi, soumises à l'autorité de leurs conjoints et totalement dépendantes d'eux. Les recensements ne donnent cependant pas une image complète des conditions de vie. Les témoignages des émigrantes offrent un tableau différent.

Les conditions d'épouses d'éleveurs ou de cultivateurs propriétaires en milieu rural différaient considérablement de celles des épouses d'artisans propriétaires en ville, notamment à San Francisco et à Los Angeles. Effectivement, comme les recensements l'indiquent, les femmes avaient un statut de femmes au foyer, mais cela ne voulait pas dire qu'elles ne jouaient pas un rôle important et ne jouissaient pas de pouvoirs conséquents. La plupart, comme nous l'avons souligné plus haut, étaient filles de propriétaires, issues de familles où l'héritage pouvait passer par les filles. Ces femmes étaient donc toutes élevées comme des héritières potentielles, capables de gérer l'entreprise et la maison familiale en remplacement de leurs frères émigrés. Toutes ces femmes avaient donc des qualités de chefs de maison très appréciées en Amérique : elles étaient capables d'assumer toutes les responsabilités en l'absence de leur mari occupé avec les bêtes dans les alpages, dans les champs ou sur les chantiers. Elles étaient non seulement responsables du

bon fonctionnement du foyer mais géraient aussi l'entreprise familiale, dont les responsabilités administratives et financières leur incombaient. Elles apprenaient vite et devenaient, semble-t-il, de bonnes gestionnaires. Ces qualités professionnelles expliquent pourquoi elles étaient si « demandées ». Certains célibataires faisaient venir leurs sœurs, cousines ou nièces pour les marier à des Basques établis. Tout comme d'autres demandaient à leurs amis de faire venir leurs sœurs, cousines ou nièces en vue d'un mariage et d'une installation définitive en Amérique du Nord. Ces mariages homogames avec des filles non-héritières du pays partageant la même culture et parlant la même langue étaient conformes aux pratiques familiales et visaient à reproduire l'environnement familial et culturel traditionnel en Amérique, d'où la formation de communautés.

La vie des épouses de cultivateurs ou d'éleveurs dans les régions isolées de Californie et du Nevada était difficile, voire pénible. Elles avaient souvent quatre à six enfants, qu'elles devaient élever dans un pays qu'elles connaissaient peu, dans une langue qu'elles ne maîtrisaient pas et qu'elles avaient peu l'occasion de pratiquer. Elles devaient apprendre à vivre isolées : loin de leur famille restée au pays, mais aussi du premier voisin, à quelques dizaines de kilomètres parfois, et de la première ville, éventuellement à plusieurs centaines de kilomètres. En outre, le climat, beaucoup plus contrasté qu'en France en raison d'hivers rigoureux (- 25°, voire moins), augmentait leur isolement. L'éloignement, l'isolement et les difficultés climatiques étaient, semble-t-il, le plus difficile à surmonter, peut-être plus que l'apprentissage des responsabilités et que le travail quotidien qui les attendait dans la gestion de la maison et de l'entreprise. Bien qu'elles aient eu souvent accès à plus de confort qu'au pays, les conditions de vie pouvaient rendre l'expérience américaine pénible. Aussi les émigrantes résidant en milieu rural et isolé devaient-elles être des femmes ayant un tempérament fort et solide. Avant de quitter la France, elles devaient être prêtes à accepter des conditions de vie difficiles, qui certes s'amélioraient avec le temps, mais restaient pénibles en l'absence de moyens de communication modernes, tels la voiture, la télévision et le téléphone, qui ne sont apparus qu'après 1945.

Ces témoignages nous font comprendre les réticences des émigrantes potentielles. Elles préféraient souvent rester au pays, où elles épousaient des artisans urbains, ou restaient célibataires, souffrant moins de l'éloignement et de l'isolement. Il n'était pas rare que des couples cessent leurs activités professionnelles d'éleveurs ou de cultivateurs dans les déserts de Californie et du Nevada en raison des difficultés d'exploitation et de l'isolement. Dès lors, ils s'installaient en ville, notamment à San

Francisco où ils commençaient une nouvelle vie, ou bien retournaient au pays avec leurs économies pour s'établir comme cultivateurs ou artisans.

Les mêmes difficultés expliquent que les couples déjà mariés avant d'émigrer attendaient plusieurs années avant de se décider à partir, afin que leur installation soit viable. Les hommes partaient les premiers, parfois rejoints par femmes et enfants. Certaines femmes refusaient d'envisager l'émigration et préféraient vivre seules au pays, avec leurs enfants, tandis que le mari résidait en Amérique, parfois pendant plusieurs décennies. Elles étaient conscientes des difficultés que constituait l'émigration et elles ne concevaient pas de départ à tout prix.

Certaines même, plutôt que de rejoindre leurs frères ou leur conjoint en Amérique optaient pour des conditions de vie précaires, ou une mobilité sociale descendante. Elles demeuraient célibataires au village ou en ville, ou devenaient épouses de cultivateurs locataires au village.

Des familles se sont cependant constituées avec le temps. Elles ont encouragé des frères et sœurs, des neveux et nièces, des cousins et cousines à suivre leurs pas. Ces stratégies permettaient de perpétuer des pratiques culturelles traditionnelles, encourageaient les mariages endogames et expliquaient l'apparition de communautés qui reproduisaient les valeurs culturelles, les pratiques anciennes et la langue. Ces regroupements ont cependant mis du temps à se constituer car beaucoup d'hommes restèrent célibataires, dans l'impossibilité de trouver « la » femme (une immigrante basque française ou d'origine basque française) qui accepterait les conditions de vie difficiles des régions isolées de l'Ouest américain.

Des hommes qui ne retournèrent pas au pays avec leurs économies restèrent célibataires toute leur vie ou bien se marièrent très tardivement. Le recensement de 1900 indique que la plupart des Basques français ayant immigré aux États-Unis dans les années 1870 et 1880 ne se sont mariés que dix ou vingt ans après leur arrivée avec des immigrantes basques ou, cas plus rares, avec des Américaines d'origine basque beaucoup plus jeunes qu'eux. Ces pratiques homogames conformes aux traditions incluaient-elles celle de l'aînesse intégrale ou la transmission des biens à l'aîné des enfants, fille ou garçon ? William A. Douglass semble le suggérer dans certains cas[25]. Ce qui est certain, c'est que l'installation de familles et de communautés fut progressive et que se reconstituèrent petit à petit des cocons familiaux en Amérique, et ce jusqu'à nos jours.

---

25 DOUGLASS W.A., « Sheep ranchers and sugar growers: property transmission in the Basque immigrant family of the American West and Australia », communication at Wenner-Green Foundation Symposium, New York, 1981.

Au début du XXe siècle, les Basques se mariaient encore entre eux, même les enfants de la deuxième génération, mais, avec la baisse de l'immigration entre les deux guerres, la communauté était vouée à disparaître. Les jeunes générations s'intégraient à la société américaine et épousaient des étrangers à la communauté. La reprise de l'immigration, après 1945, a permis à certains des enfants des premiers immigrants d'épouser des Basques français récemment immigrés. C'est le cas de Bertrand P., qui a immigré aux États-Unis dans les années 1910 et a épousé une fille d'immigrants basques et qui a eu deux fils et une fille. Tous parlaient le basque mais un seul, le plus jeune, a épousé une immigrante basque française émigrée après 1945. En dépit de cette intégration progressive, les aînés de la troisième génération parlaient tous le basque. Ensuite, l'intégration a été rapide, les plus jeunes ne parlant pas la langue et épousant des Américaines. En l'absence de nouveaux arrivants, la communauté est vouée à l'intégration.

Ainsi, peu de femmes émigraient car elles avaient d'autres options en France et redoutaient les modes de vie américains, notamment l'éloignement, l'isolement et le climat, en dépit des réussites économiques possibles aux États-Unis aux XIXe et XXe siècles. Elles ont cependant permis l'installation permanente des hommes et des communautés. Grâce aux mariages, la communauté s'est reproduite et a survécu. Les familles et les hôtels servaient de relais aux réseaux d'immigration. Les pratiques familiales et culturelles d'antan ont pu se perpétuer. La communauté s'est renforcée jusque dans les années 1980 en dépit de mariages exogames de plus en plus nombreux. Mais aujourd'hui, en raison des lois américaines et de la diminution de l'émigration basque, les hôtels n'accueillent plus d'immigrants. Les rencontres culturelles sont encore nombreuses, notamment celles organisées chaque année dans de nombreuses villes de Californie et du Nevada, mais les anciens se plaignent que les jeunes n'y trouvent qu'un moyen de s'amuser. Ils ont semble-t-il perdu leur *« âme basque »,* se désintéressant de la famille et refusant de s'investir dans la communauté comme leurs parents le faisaient. Les hôtels et les centres culturels existent toujours, mais ils n'accueillent plus les nouveaux arrivants, notamment les femmes en quête d'un mariage. Le réseau se tarit-il ? La communauté est-elle vouée à disparaître ?

Pratiques migratoires contemporaines entre Roumanie et Italie. Récits de migrantes.

Ionela Vlase*

L'Italie n'est pas, à l'inverse des pays de l'Europe du Nord, un pays d'immigration de longue tradition. Celle y prend pourtant des formes complexes et encore peu connues. Elle a débuté au tournant des années 1970 et s'est continuellement développée depuis, en plusieurs vagues, venues d'abord des pays d'Afrique du Nord, puis d'Amérique du Sud et, plus récemment, d'Europe de l'Est. Le gouvernement italien menant en la matière une politique contradictoire, les flux d'entrée se sont accrus sans être contrôlés ou maîtrisés. Le gouvernement affirmait d'un côté ne pas envisager de recourir à la main-d'œuvre étrangère pour le développement économique du pays et, de l'autre, qu'il était prêt à accepter des migrants venus des pays en voie de développement au nom des principes démocratiques et de la solidarité[1]. Cette réaction contradictoire masquait en fait un vide législatif en matière d'accueil des migrant(e)s, une volonté de tempérer les opinions xénophobes de la population et des médias, mais aussi un déficit de main-d'œuvre peu ou pas qualifiée dans des secteurs tels ceux du travail domestique, de l'agriculture, de la construction, des travaux publics ou des hôpitaux.

L'Italie est également marquée par une migration féminine importante. Ce dernier aspect est à analyser en relation avec les changements socio-démographiques intervenus dans le modèle familial italien, sur lesquels nous nous arrêterons plus loin lors de l'analyse du contexte structurel dans lequel la migration entre le village roumain de Vulturu et Rome se déroule depuis une quinzaine d'années.

---

* Université de Neuchâtel.

1 SALIH R., *Gender and transnationalism. Home, longing and belonging among Moroccan migrant women*, Londres, Routledge, 2003.

À partir d'une recherche de terrain sur les migrations contemporaines des hommes et des femmes d'un village roumain vers la région de Rome, nous nous proposons de mettre en évidence les aspects genrés relatifs à ce processus migratoire. Au cœur de cette enquête se trouvent les récits des femmes interviewées. Ils témoignent des enjeux des rapports de genre existant dans la communauté de départ, mais révèlent également les changements intervenus dans le nouveau contexte socioculturel du pays d'accueil. Les décisions de migrer, les négociations à l'intérieur du groupe domestique, la manière dont le projet migratoire se dessine, le voyage vers l'Italie, l'installation et la recherche d'un travail à Rome, l'accueil et les politiques à l'égard des migrant(e)s sont autant de questions où le genre joue un rôle important. Autrement dit, le genre apparaît comme une structure structurante, à savoir une réalité qui façonne toutes les pratiques liées à l'immigration et qui est à son tour sujette aux transformations consécutives aux expériences migratoires des femmes et des hommes. Nous nous sommes demandée comment sont prises, par les hommes et les femmes, les décisions migratoires au sein du groupe domestique, quelles étaient les compétences des acteurs migrant(e)s, l'influence du contexte structurel sur la migration des femmes et des hommes et avons étudié l'accès genré aux ressources permettant la migration et l'insertion professionnelle des migrant(e)s roumain(e)s à Rome ainsi que certaines des conséquences non voulues de la migration.

1. Cadre théorique et méthodologique

La nouveauté de cette recherche consiste dans une combinaison de différentes approches théoriques et dans la manière dont les données ont été recueillies sur plusieurs années – entre 1999 et 2003 – sur une même population migrante clairement délimitée tant par son lieu d'origine que par sa région de destination[2]. Les données ont été recueillies à l'aide de méthodes comme l'entretien semi-directif, l'observation directe et l'étude de cas. Jusqu'à présent, trente entretiens ont été réalisés avec treize femmes et dix-sept hommes, pour la plupart originaires de Vulturu et

2 La population qui fait l'objet de cette recherche se dirige en exclusivité vers la région de Lazio-Rome. Une partie de ces migrants (hommes) avaient déjà fait, dès le début des années 1990, après l'ouverture des frontières suite à l'effondrement du communisme, des allers-retours entre la Roumanie et les pays voisins (Turquie, Bulgarie, Hongrie). Ce type de migration était transitoire et a servi à l'accumulation d'un capital financier et migratoire permettant la migration vers l'Italie.

ayant fait au moins un séjour d'un an à Rome. Des observations ont été menées dans les lieux d'origine et de destination et une étude de cas sur un groupe de quatorze maisons voisines de Vulturu a fourni d'importantes informations sur la participation des femmes et des hommes à cette migration de travail et sur leurs places et leurs rôles dans les réseaux migratoires entre ce village et Rome.

La démarche a été inductive. Nous sommes partie d'une connaissance purement empirique du terrain, en tant qu'habitante du village de Vulturu. Au fur et à mesure que les problématiques se définissaient, plusieurs recherches bibliographiques nous ont fourni des éclairages sur la migration en tant que processus genré[3]. Le rôle des femmes migrantes dans les réseaux migratoires a été également souligné[4]. Leur participation à l'économie est examinée par les études récentes centrées sur leur contribution au développement du secteur domestique et les politiques sociales des pays d'accueil[5].

---

3 KOFMAN E., « Female "birds of passage" a decade later: gender and immigration in the European Union » in *International Migration Review*, vol. 33, n° 2, 1999, pp. 269-299 ; KOFMAN E. *et alii*, *Gender and international migration in Europe: employment, welfare and politics*, London, New York, Routledge, 2000 ; MOROKVASIC M., « Women in migration : beyond the reductionist outlook » in PHIZACKLEA (éd.), *One way ticket. Migration and female labour*, Londres, Boston, Melbourne, Henley, Routledge & Kegan Paul, 1983, pp. 13-32 ; MOROKVASIC M., « Birds of passage are also women », *International Migration Review*, vol. 18, n° 4, 1984, pp. 886-907 ; MOROKVASIC-MÜLLER M., EREL U., SHINOZAKI K., « Introduction. Bringing gender into migration » in MOROKVASIC-MÜLLER M., EREL U., SHINOZAKI K. (éds.), *Crossing borders, changing boundaries*, vol. 1, *Gender on the move*, Leske & Budrich, Opladen, 2003, pp. 9-22 ; MOROKVASIC-MÜLLER M., « Transnational mobility and gender : a view from post-wall Europe » in *ibid*., pp.101-133 ; PEDRAZA S., « Women and migration. The social consequence of gender », *Annual Review of Sociology*, vol. 17, 1991, pp. 303-325 ; PESSAR Patricia, « The linkage between the household and workplace of Dominican women in U.S. », *International Migration Review*, vol. 18, n° 4, 1984, pp. 1 188-1 211 ; PHIZACKLEA A., « Transnationalism, gender and global workers » in MOROKVASIC-MÜLLER M., EREL U., SHINOZAKI K. (éds.), *Crossing borders op. cit.*, pp. 79-100.

4 BOYD M., « Family and personal networks in international migration : recent developments and new agendas » *International Migration Review*, vol. 23, n° 3, 1989, pp. 638-670 ; DAVIS B., WINTERS P., « Gender, networks and Mexico-U.S. migration », working paper in series *Agricultural and Resource Economics* : http/www.une.edu.au/febl/EconStud/wps.htm ; POTOT S., « La place des femmes dans les réseaux migrants roumains », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 21, 2005, pp 243-257.

5 ANDALL J., « Organizing domestic workers in Italy: The challenge of gender, class and ethnicity » in ANTHIAS F., LAZARIDIS G. (éds.), *Gender and migration in Southern Europe. Women on the move,* Oxford, New York, Berg, 2000, pp. 145-172 ; ANDALL

La seule catégorie analytique du genre dans l'étude de la migration ne nous paraît pas suffisante dans l'analyse de la migration entre Vulturu et Rome, car beaucoup d'autres éléments doivent être pris en compte. Ainsi, l'approche des réseaux migratoires et de l'économie du groupe domestique a été également utilisée afin d'approfondir l'analyse de la migration. Lors d'une étude de cas sur quatorze maisons voisines du village de Vulturu, nous avons pu remarquer la force d'attraction de ces réseaux migratoires fondés sur des liens de parenté et de voisinage. En effet, chaque migrant(e) crée des opportunités, voire exerce des pressions, à destination d'un autre membre de son groupe domestique ou de son voisinage sans que la décision de migrer soit forcément fondée sur un calcul économique purement rationnel. En réduisant les risques et les coûts pour les futur(e)s migrant(e)s, les réseaux migratoires contribuent à l'auto-perpétuation du processus migratoire.

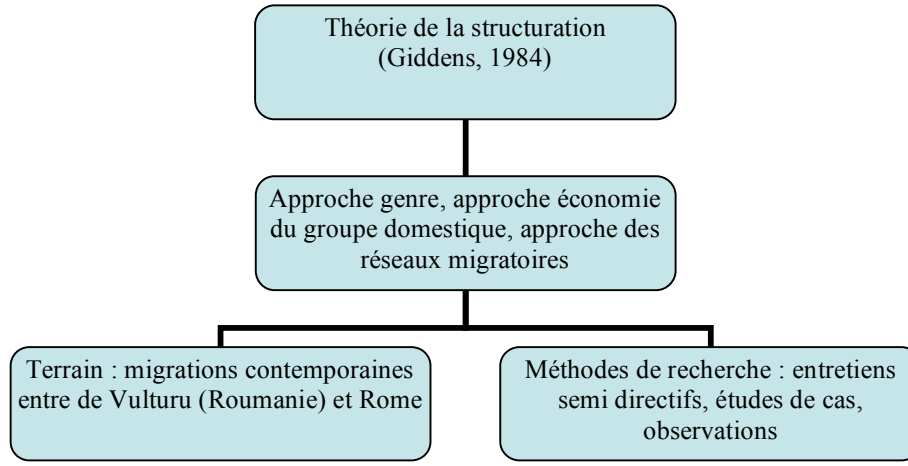
Enfin, l'approche économique du groupe domestique apporte des éléments utiles. Selon celle-ci, le groupe domestique joue un rôle central dans les décisions migratoires affectant ses membres. Notre démarche consiste à croiser ces différentes approches théoriques avec la catégorie analytique du genre afin de rendre visibles les rôles différenciés des femmes et des hommes en migration et les changements intervenus dans les rapports de genre après la migration.

Nous empruntons également à la théorie de la structuration[6]. Des applications de cette théorie dans le domaine de la migration de travail[7] prouvent qu'elle dispose d'un grand potentiel explicatif et qu'en mettant l'accent sur l'interaction entre acteur et système, action et structure, elle permet d'interpréter l'action des migrant(e)s en la mettant en rapport avec certains facteurs du contexte socio-économique et politique. Le schéma de cette recherche peut être représenté comme suit :

J., « Hierarchy and interdependence : the emergence of a service cast in Europe » in ANDALL J. (éd.) *Gender and Ethnicity in contemporary Europe*, Oxford, New York, Berg, 2003, pp. 39-60 ; ANDERSON B, *Doing the dirty work ? The global politics of domestic labour*, Londres, New York, Zed Books, 2000.

6 GIDDENS A, *La constitution de la société*, Paris, Quadrige/PUF, 2005, é.o. 1984.

7 GOSS J., LINDQUIST B., « Conceptualizing international labor migration: a structuration perspective », *IMR*, vol. 29, n° 2, 1995, pp. 317-351 ; MORAWSKA E., « Structuring migration : The case of Polish income-seeking travellers to the West», *Theory and Society,* vol. 30, 2001, pp. 47-80.



La population de notre recherche est délimitée par le fait qu'elle est originaire de ce village et qu'elle émigre généralement à Rome à l'aide de réseaux migratoires consolidés à travers les échanges entre migrant(e)s et non migrant(e)s durant les dernières quinze années. Pour cette raison, il nous a été relativement facile de repérer nos interviewé(e)s tant à Vulturu qu'à Rome, d'observer et d'analyser leurs comportements et discours dans un lieu comme dans l'autre. En 2000 et en 2003 nous avons mené cinq enquêtes de terrain, passant dix semaines à Vulturu et sept à Rome. Selon les dires du maire de Vulturu, après le recensement de 2002, environ 70 % de la population active du village serait partie en Italie. Pour la plupart, ces gens émigrent soit clandestinement, soit avec un visa touristique et, dans les deux cas, restent illégalement en Italie afin de trouver un emploi. Grâce aux régularisations (*sanatoria*) du gouvernement italien, beaucoup d'originaires de Vulturu ont obtenu des titres de séjour sur la base d'un contrat de travail. Toutefois, leur séjour en Italie est marqué de temps à autre par des périodes d'illégalité, car la perte de leur emploi entraîne la perte du droit de séjour.

Cette population migrante provient de toutes les catégories sociales. Une différence apparaît toutefois évidente : parmi les hommes migrants il y a quelques titulaires d'une maîtrise, alors que les femmes migrantes ont généralement un niveau de formation allant du niveau bac jusqu'à bac + 3 (formations d'infirmières ou écoles commerciales). Les femmes de Vulturu ont également eu accès aux universités et sont titulaires de licences, mais elles sont moins intéressées par l'émigration lorsqu'elles ont un tel titre universitaire. Nous avons décrit ailleurs les principaux

groupes de migrant(e)s selon les différents critères sociaux, professionnels ou familiaux[8].

2. La structuration du processus migratoire

Expliquer la migration comme un processus de structuration signifie s'interroger à la fois sur le contexte de cette migration (soit les facteurs contraignant et/ou favorisant ces mouvements) et sur les compétences, les motivations et les discours des acteurs migrant(e)s qui, par leurs actions mêmes, réussissent à influer sur certains facteurs du contexte.

La migration entre Vulturu et la région du Lazio-Rome a commencé vers 1994. Le village de Vulturu, situé au sud-est de la Roumanie, dans une région de plaine concernée surtout par l'agriculture céréalière faiblement productive à cause d'une parcellisation des terres excessive et de moyens rudimentaires pour les travailler, se caractérise également par une organisation patriarcale. Le groupe domestique est soumis à l'autorité des hommes et des personnes plus âgées. En général, les groupes domestiques se composent de trois, rarement quatre générations, selon le principe de l'*ultimo* géniture, à savoir que le dernier fils hérite de la maison des parents et que sa famille cohabite avec eux. Un tel mode d'organisation sociale, où les tâches sont différenciées selon le genre et l'âge et où chacun doit participer à l'économie domestique selon sa position dans le groupe, servait à l'autoproduction et à la reproduction de cette unité socio-économique. C'est de plus en plus une source de conflits dans le cadre des transformations sociales et économiques caractérisant l'époque contemporaine. Les femmes, qui avaient surtout pour rôle l'éducation des enfants et le travail de la terre durant la période communiste, cherchent de plus en plus à trouver un emploi rémunéré et ne se contentent plus de recevoir de l'argent de leurs maris ou de leurs pères. Si, parmi les migrant(e)s interviewé(e)s, la plupart des hommes avaient déjà un emploi avant d'émigrer vers l'Italie, les femmes migrantes n'avaient généralement pas travaillé en dehors de la maison ou du secteur agricole avant de partir.

L'appel à la main-d'œuvre étrangère de la part de la société italienne a contribué aussi au développement de la migration de cette population

---

8 VLASE I., « Donne rumene migranti e lavoro domestico in Italia / Rumanian Migrant Women and Housework in Italy », *Studi Emigrazione,* n° 161, Rome, CSER, 2006, pp. 6-22.

vers Rome et ensuite vers d'autres villes italiennes. Il s'agissait d'abord d'une demande de main-d'œuvre masculine pour le secteur de la construction ou l'agriculture. En parallèle, la demande de main-d'œuvre féminine étrangère pour les tâches domestiques s'est également développée en liaison avec les changements intervenus durant ces trois dernières décennies au sein de la société italienne. L'émergence d'un nouveau modèle familial, le vieillissement de la population, la présence croissante des femmes sur le marché du travail constituent les plus importants de ces changements[9]. Ces transformations offrent aux femmes étrangères l'opportunité de travailler dans le secteur domestique. Les femmes de Vulturu qui arrivent à Rome passent souvent par ce type d'emplois, au moins durant la première étape de leur migration (de quelques mois jusqu'à un an) mais, par rapport à d'autres nationalités, les Roumaines trouvent relativement vite des possibilités de s'insérer dans des secteurs de travail différents : restauration, milieu hospitalier, commerces, usines. Une certaine proximité culturelle peut l'expliquer en partie : le roumain est une langue latine, la religion orthodoxe de la plupart des Roumains est proche de la religion catholique, le modèle de la famille s'apparente également au modèle de la famille italienne, etc. De plus, dernières arrivées, venues après les ressortissantes des pays d'Afrique du Nord ou d'Amérique Latine, solidement implantées dans ce secteur, les femmes roumaines n'ont pu faire reconnaître leurs aptitudes à assumer ces tâches et les hiérarchies raciales des employeurs qui pèsent sur les décisions d'embauche sont demeurées inchangées[10].

« (…) depuis quelque temps, disons une année et demie, on trouve plus de places de travail pour les femmes [en Italie]. Ça veut dire que, maintenant, lorsqu'on part de chez nous, on sait à peu près ce qui nous attend. Par exemple, ma petite sœur était déjà en Italie (…) elle a 33 ans et elle n'a pas d'enfants (…) c'est elle qui m'a donné l'argent pour partir et je dois lui rendre maintenant les 1 600 dollars. Maintenant avec 200 euros on peut aller et rentrer mais à l'époque où je suis partie c'était différent. [11]»

Cet extrait met en évidence l'interaction entre le ou la migrant(e) et le contexte dans lequel la migration se déroule. Cette migrante détient des

---

9 ANDALL J., « Hierarchy and interdependence… », *op. cit.*
10 *Ibid*; ANDERSON B., *Doing the dirty work? …, op. cit.*
[11] Ana, 40 ans, 4 enfants, partie à Rome en juin 2001, interviewée à Vulturu en décembre 2002.

compétences, un certain savoir et un savoir-faire migratoires dérivés des expériences de ses proches en la matière. Elle n'a pas pris pas sa décision au hasard, mais elle a porté un jugement sur les possibilités de partir, de passer la frontière, de trouver un travail en Italie, de s'organiser pour que ses objectifs s'accomplissent au mieux. C'est donc, selon les termes de Giddens, un acteur compétent (*knowledgeable actor*)[12]. Pour cette femme originaire de Vulturu, la décision de migrer a été motivée principalement par la réalisation de divers projets domestiques ou familiaux : construction d'une maison pour sa famille, revenus nécessaire pour entretenir les enfants et les envoyer à l'école. Elle a décidé, et convaincu son mari, que c'était mieux que ce soit elle qui émigre alors que lui, en restant au village, peut commencer à construire leur maison au fur et à mesure qu'elle envoie de l'argent[13]. Il est important de remarquer ici que la décision d'émigrer a eu lieu dans un contexte (facteurs structurels) que la migrante semblait relativement bien maîtriser. Elle savait, par la voie des sources informelles et des réseaux migratoires, qu'en Italie on pouvait trouver un emploi en tant que migrante irrégulière. Elle savait également que sa sœur pourrait l'aider à trouver ce travail au moment de son arrivée à Rome, malgré la méconnaissance de la langue et de la société où elle se rendait pour la première fois. Nous considérons, à la différence de Giddens, que le savoir des émigrantes est également important car elles construisent leur propre savoir-faire migratoire à partir de ce savoir et celui-ci est généralement dérivé du savoir-faire migratoire des hommes qui ont émigré bien avant et ont transmis leurs expériences sous forme de préceptes au village.

Elle a également pris soin de repartir les tâches domestiques pendant son absence prolongée en déterminant qui ferait le ménage et la cuisine, en sachant que sa famille se compose de son mari et de ses quatre enfants, dont la dernière est une fille âgée de 14 ans en train de préparer son examen d'entrée au lycée. Au-delà de ce contexte immédiat, elle connaissait également le contexte structurel plus large (loi sur la

---

12 Selon Michel Audet, traducteur en français du livre d'Anthony Giddens *The constitution of society*, le terme *knwoledgeability* fait référence à la compétence des acteurs car ce concept renvoie davantage aux « savoir-faire » de l'agent qu'à sa « capacité de connaître » (*knowledge-ability*). Par ailleurs, l'expression « savoir-faire » n'a pas la même richesse ni la même portée que le terme « compétence ».

13 Dans ces cas où la migration dans certains groupes domestiques s'est produite assez tard (années 2000 par rapport à la plupart de la population villageoise qui a émigré durant les années 1990), ce sont notamment les femmes qui ont initié le projet migratoire domestique, à défaut d'une émigration masculine.

circulation des personnes, politiques migratoires, marché du travail en Italie). Ainsi elle connaissait les contraintes liées au contexte structurel dans lequel elle prenait sa décision de gagner l'Italie légalement**,** mais choisissait d'y séjourner illégalement afin d'y gagner de l'argent. De plus, elle connaissait les problèmes liés à ce système. À la différence des hommes, initiateurs de ce processus migratoire et qui menèrent leurs actions dans un contexte très incertain, les femmes émigrent avec l'avantage de mieux connaître les structures, les lois et les moyens de ce que l'on appelle *beat-the-system/bend-the-law*[14].

Lorsqu'elle part, le 9 juin 2001 (début des vacances d'été), la libre circulation des Roumains dans l'espace Schengen n'était pas encore décidée. Cela impliquait la possession d'un visa pour pouvoir passer la frontière. Pour l'obtenir, il fallait avoir accès au réseau informel (agences, organisations, personnes détenant des positions clés auprès du personnel des ambassades). La réussite relevait de la place des femmes dans les réseaux migratoires en tant qu'institutions informelles.

« Comment avez-vous obtenu le visa ?

Moi, j'ai obtenu un visa pour la Grèce. Je me suis présentée à un entretien à l'ambassade de Grèce. On nous a même averti sur la manière de nous y présenter (…). Donc je me suis correctement habillée. Pour l'entretien, on était 24 personnes, dont seulement 7 ont reçu le visa. Je n'ai pas eu de problème particulier pour l'obtenir. C'était un visa touristique d'un mois destiné à visiter l'Europe. Les organisateurs de l'excursion savaient qu'on devait arriver en Italie (…). Il y avait [dans le car] plus de femmes que d'hommes et certaines d'entre elles avaient déjà une place de travail assurée en Italie. » (Ana)

Le visa était très coûteux, surtout juste avant sa suppression. Son prix a triplé en dix ans. Cette augmentation était due à la difficulté accrue de l'obtenir et au nombre de personnes impliquées dans l'affaire. Aucune personne interviewée ne savait en effet par où transitait l'argent demandé pour le visa. La personne qui récoltait l'argent était souvent un simple intermédiaire qui prenait une quote-part et s'arrangeait avec des employées des différentes ambassades des pays européens en Roumanie. Dès lors, que lorsqu'un(e) requérant(e) devait passer un entretien avant de recevoir le visa, il s'agissait d'un double jeu de miroirs : l'émigrant(e)

---

14 MORAWSKA E., « Structuring migration… », *op. cit.*

potentiel(le) devait faire semblant de vouloir visiter l'Europe (ou le pays concerné) et l'employée de l'ambassade faire semblant de croire que son but était réellement touristique. Une certaine sélection se produisait toutefois lors de ces entretiens car, comme le déclare Ana ci-dessus, sur les vingt-quatre personnes présentes, seulement un tiers reçut le visa. La manière de s'y présenter jouait un rôle important : l'aspect physique, le discours, la manière de répondre aux questions (s'il y en avait, car certain(e)s disent que leur demande a été rejetée sans qu'on leur pose la moindre question). L'accès des femmes à ces réseaux eut souvent lieu sur les conseils des ancien(ne)s migrant(e)s qui les avaient utilisé avec succès. C'était important pour éviter les escroqueries montées par des individus qui prenaient l'argent et disparaissaient sans laisser de trace.

Il est également important de noter la manière dont ces femmes obtenaient cet argent. Ana avoue qu'elle a emprunté la somme à sa sœur et doit la lui rendre, sans intérêt, comme cela se fait entre parents proches. Pour les hommes qui ont émigré, la façon la plus fréquente d'obtenir ces moyens était la vente des biens du groupe domestique ou, pour ceux qui venaient de se marier, l'utilisation du don de mariage[15]. Jamais ces moyens n'ont été utilisés par les femmes interviewées.

« J'ai essayé maintes fois de venir en Italie, pour rejoindre I. [son mari actuel] et je n'ai pas réussi. (…) Il m'avait demande de l'épouser (…) j'ai dit oui mais que je n'irai pas habiter chez sa famille [selon la coutume] du moment qu'il partait en Italie. […] D'ailleurs, je ne le savais pas initialement, mais j'ai appris plus tard que ses parents ne voulaient pas qu'il m'épouse. Lorsqu'il était déjà en Italie, il m'envoyait de l'argent chez ses parents mais ils ne me le donnaient jamais (…) car ils croyaient que si j'arrivais en Italie leur fils ne rentrerait plus chez eux. [16]»

Plus que les femmes, les hommes ont eu accès à des ressources variées, ce qui explique le fait qu'ils soient partis les premiers en Italie. Après la libéralisation de la circulation, les femmes ne furent plus contraintes par ces structures et purent émigrer plus facilement. Elles n'étaient plus sujettes au contrôle, au moins économique, par les hommes ou les parents ou beaux-parents de leur départ. Les femmes et les

---

15 VLASE I., « Donne rumene migranti… », *op. cit.*

16 Ioana, 25 ans, fiancée, originaire de Vulturu, partie en Italie en avril 1999, interviewée à Genzano di Roma, mars 2003.

hommes ont accès de manière identique aux informations nécessaires, en fonction de leur position dans les réseaux migratoires mais l'accès aux ressources financières, diffère selon le sexe. Les transactions financières entre villageois se font surtout entre hommes et les femmes ne peuvent pas participer directement à des échanges ou à des prêts. Elles peuvent obtenir la somme nécessaire à leur départ si un homme de leur famille joue le rôle d'intermédiaire. C'est lui qui garantit le retour de l'argent car il a plus de crédit auprès des villageois. Cela s'explique par le fait que les hommes et les femmes du village ont un rapport différent à l'argent. L'homme a généralement eu un travail rémunéré, même pendant la période communiste, tandis que la femme a travaillé de manière non rémunérée (travail domestique, travail agricole dans les coopératives de production où elles recevaient des produits agricoles). Aux yeux des villageois, la migration des femmes fut longtemps destinée à l'échec. Les femmes ont plutôt prouvé le contraire depuis qu'elles émigrent et trouvent des emplois rémunérés à Rome.

Il est probablement juste d'affirmer que les femmes ont eu moins facilement accès aux ressources d'autorités (y compris en matière de décision migratoire), mais qu'elles gagnent de plus en plus de terrain en ce domaine à travers leur migration même. D'ailleurs, la principale raison pour laquelle les femmes n'ont pas émigré jusqu'à une date récente est la contrainte exercée par les parents, les beaux-parents ou les maris. Avant d'émigrer, les femmes avaient peu de moyens, de renégocier leur position d'autorité dans la famille. Après la migration, elles ont gagné plus d'indépendance dans la prise de décision (*empowerment*) mais aussi dans la négociation de leur position dans la famille et dans la communauté.

3. Les conséquences imprévues de la migration

« Dommage… ! Moi, lorsque je suis partie, j'avais cru et j'ai convenu avec lui [le mari] qu'il me suivrait, mais si lui ne voulait plus (…). À vrai dire, c'est sa mère qui ne voulait pas, c'est elle qui lui avait demandé de divorcer. Il lui obéit tout le temps. Je

conseillerais à toute personne qui se marie de n'habiter ni chez ses parents, ni chez les parents de son conjoint car, de toute façon il y aura des malentendus… [17]»

Cet extrait témoigne des conséquences non désirées qui apparaissent au long d'un parcours migratoire. Le projet initial de cette femme, ou du couple, était d'émigrer pour améliorer leur niveau de vie car elle venait de finir sa formation d'infirmière et n'avait pas de travail, alors que lui avait un travail socialement reconnu dans le village.

Le couple habitait, selon la coutume, avec les parents du mari ce qui ne convenait pas à la femme. Partir était pour elle la promesse d'une vie meilleure, d'une indépendance financière, d'un plus grande liberté et de l'amélioration de son statut. On peut se demander si ce divorce fut vraiment le produit de la migration ou si le mariage avait déjà échoué avant qu'elle ne parte ou si elle fuyait une position sociale et des rôles prédéfinis à l'intérieur de son groupe domestique. La migration peut avoir d'autres conséquences non désirées : la séparation et la recomposition du groupe domestique villageois, les risques de la migration (accidents survenus au cours de travaux au noir, troubles psychiques dus au manque de sens des projets initialement définis). Comme l'esprime Rosa : « Maintenant je travaille et je mets de l'argent de côté, mais à quoi ça sert si je n'ai pas de famille et d'enfants ? »

L'analyse du discours des femmes place ici l'accent sur la conscience discursive que ces femmes ont de leur migration. La conscience discursive constitue une rationalisation ou une justification de leurs actes par les acteurs. Certaines motivations inconscientes ou non déclarées peuvent aussi influencer leurs actions. Habitante du même village, socialisée dans le cadre des mêmes normes sociales mais ayant une expérience suffisamment longue en dehors du village, je crois avoir trouvé la bonne distance pour interpréter objectivement leurs déclarations. De plus, les concepts empruntés à la théorie de la structuration se sont avérés utiles pour l'analyse de cette émigration de travail. L'approche genrée, utilisée dans le cadre de cette théorie, aboutit à une analyse approfondie de l'action migratoire et des stratégies, des raisons, des ressources et des contraintes qui agissent différemment sur la migration des femmes et des hommes.

---

17 (Rosa, 29 ans, originaire de Vulturu, divorcée, partie à Rome en juin 2002, interviewée à Genzano di Rome en septembre 2003).

Trajectoires sociales genrées au quotidien : immigré(e)s d'Europe de l'Est à Paris, 1895-1940

Michael G. Esch*

Cette étude est issue d'un projet consacré à l'histoire sociale et culturelle des immigrés de l'Europe de l'Est à Paris entre 1880 et 1940 qui vise à reconstruire les milieux des immigrés dans leur complexité et leur diversité sociale et culturelle. Dans ce cadre, nous tentons d'observer au plus près les actions, comportements et constructions identitaires de ces immigré(e)s au quotidien, de repérer et de différencier plusieurs formes et échelles de communautarisation et d'examiner quelle influence l'appartenance à tel ou tel milieu a pu avoir sur les formes d'intégration.

Ce projet s'appuie presque exclusivement sur des sources policières, surtout les *mains courantes*, qui existent pour quasiment tous les quartiers parisiens - chaque arrondissement était partagé en quatre quartiers avec un commissariat -. Ces volumineuses sources ont imposé une délimitation du sujet et un recentrage sur quatre quartiers : Saint-Gervais dans le IVe arrondissement, le Val-de-Grâce dans le Ve, la Muette dans le XVIe et Clignancourt dans le XVIIIe. On y retrouve la trace de toutes sortes de délinquance, mais aussi d'accidents, et de conflits entre individus. Nous avons également utilisé des rapports de surveillance des étrangers et un fonds de dossiers de naturalisation postérieurs à 1927.

Ces sources posent des problèmes méthodologiques considérables, mais elles présentent, au regard de l'auteur, d'inestimables avantages : en enregistrant des agissements concrets, quotidiens, elles permettent de s'approcher d'une « description dense » – au sens de Clifford Geertz –

* Chargé de recherche (non rémunéré) à la Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf, chercheur associé au Centre Marc Bloch, Berlin.

ouvrant des fissures à travers lesquelles s'éclaire la réalité qui nous intéresse. Pour bien comprendre ce que l'on voit alors, il faut cependant contextualiser les découvertes.

Les pages suivantes représentent, dans cette perspective, une exploration des possibilités et potentialités des sources et de la méthode adoptée pour la compréhension et l'intégration de la catégorie du genre dans l'histoire des migrations. Si les beaux quartiers et les quartiers étudiants semblent, dans ce texte, beaucoup moins soigneusement pris en considération que les quartiers populaires, c'est parce que quartiers bourgeois et quartier latin ont une population étrangère beaucoup moins nombreuse et moins active – au quotidien et dans l'espace public que forment les rues, les cafés et les magasins.

1. Conditions de vie dans quatre quartiers parisiens

Saint-Gervais, ancien quartier du centre-ville, est mentionné dans les sources comme un quartier appauvri posant des problèmes sociaux et hygiéniques considérables depuis les années 1860 – c'est-à-dire bien avant le début de l'immigration provenant d'Europe de l'Est et même de celle des Juifs alsaciens qui la précédait. Pendant toute la période étudiée, la violence ouverte est fréquente dans la rue, dans les maisons ainsi que dans les bistrots. La prostitution – féminine et masculine – était, elle aussi, répandue avec plusieurs maisons closes et « maisons de rencontre ». Elle est d'abord le fait de Français(e)s, puis dans une proportion croissante, d'immigré(e)s. La densité de population, comparée à l'espace bâti, était parmi les plus élevées à Paris *intra muros*[1]. Dans leur grande majorité, il s'agissait d'ouvriers et ouvrières plutôt précaires, dépendant des saisons cycliques de l'habillement[2]. Notons également la présence de petits entrepreneurs mais surtout de commerçants et restaurateurs, qui profitaient de l'existence d'une clientèle étrangère considérable. Les logements correspondent à ce qu'on attend d'un tel quartier : en 1912, un commentateur français évoque la vie de familles immigrées juives qui, avec plusieurs enfants, ne disposent que d'une petite pièce dans laquelle on vit, s'aime, se querelle et travaille souvent comme « artisan » tailleur, casquettier ou couturière pour les grandes

---

1 FIJALKOW Y., *La construction des îlots insalubres. Paris 1850-1945*, Paris, L'Harmattan, 1998.

2 GREEN N., *Les travailleurs immigrés juifs à la Belle Époque,* Paris, Fayard, 1985, première édition 1984.

maisons ou les petits entrepreneurs immigrés du quartier[3]. Cette situation n'avait pas changé en 1937, lorsqu'une certaine Mme Vieillard décrivait, avec un dégoût visible, la vie à l'étroit des immigrés juifs, pour le journal *La Police parisienne*[4].

À Clignancourt, quartier populaire aussi, l'ambiance était pourtant différente : les bâtiments autour du carrefour des rues Marcadet, Eugène Sue et Ramey – deuxième foyer de l'immigration juive d'Europe de l'Est dès la Belle Époque – étaient plus modernes, ce qui explique que la crise du logement n'ait pas été aussi vive que dans le Marais. Il eut été étonnant que les immigré(e)s de Clignancourt n'aient pas pris part à la bohème et à la prostitution. La place Pigalle ne se trouve qu'à deux pas. Aussi, bien qu'à Saint-Gervais on retrouve un milieu de la petite délinquance immigré, la carrière criminelle à Clignancourt correspond le plus souvent à une transition presque complète du « milieu » immigré au « milieu » français.

Dans le quartier du Val-de-Grâce, nous trouvons plutôt des étudiants, mais leur domination tend à décliner. La violence dans la rue est rare et s'inscrit, avant la Première guerre mondiale, dans l'imaginaire de l'anarchisme russe, et non comme à Saint-Gervais dans celui des « apaches »[5]. Elle renvoie donc à un imaginaire collectif marqué par la représentation du Russe révolutionnaire ainsi qu'à un espace public bien différent de celui des quartiers populaires. En raison de leur appartenance à une élite intellectuelle (qu'elle soit présente ou potentiellement à venir en France ou dans leur pays d'origine) les étudiants se réunissaient au sein de leur communauté non pas en fonction de critères de voisinage (à l'exception bien sûr des situations de cohabitations) mais autour d'institution à vocation collectives, telles les bibliothèques privées au Val-de-Grâce, les cantines russes et autres établissements collectifs et sociaux, dont plusieurs subsistent encore après 1918.

Cette construction abstraite d'une appartenance collective se poursuivait à la Muette et dans les autres quartiers du XVIe arrondissement, quartiers de prédilection, dans l'entre-deux-guerres, des anciennes élites militaires, économiques et aristocratiques de l'empire russe. C'était ici, dans la rue de la Faisanderie par exemple, que se trouvaient les sociétés de secours mutuels rétablissant les anciennes

---

3 LAUZEL M., « Un étrange quartier de Paris », *Revue de Paris*, 1912, t. 1, pp. 777-793.

4 VIEILLARD R., « Chez les étrangers à Paris », *Police Parisienne*, n° 12, 1937, pp. 19-53.

5 Archives de la Préfecture de Police (APP) CB 19.24, N° 90, 25 août 1904.

unités des armées blanches, dont les troupes habitaient d'ailleurs plutôt le XVe et Boulogne-Billancourt[6]

Ces modalités différentes de fabrication d'un lien social – lien qui, il faut le souligner, n'empêchait pas le contact avec les Français et n'excluait pas différentes formes d'acculturation ou d'assimilation – produisent différents degrés de cohérence et de cohésion sociale. Ces différences, toutefois, s'exprimaient dans la densité de l'expérience concrète de cette appartenance. Il est à supposer aussi que la construction divergente de l'espace de référence influença les carrières sociales imaginables par les acteurs. Autrement dit : la réalité sociale réappropriée par les immigré(e)s, ne s'exprime que jusqu'à un certain point dans les modes de vie. Puisque ces derniers ne sont que rarement documentés, c'est surtout à travers les tentatives de fuite d'une réalité refusée que nous sommes informés de l'imaginaire des genres dans les différents milieux.

2. Espaces masculins / Espaces féminins

Nous prenons comme point de départ – ce qui est une simplification – une répartition des espaces sociaux masculins et féminins plus ou moins stricte dans les quartiers populaires et les quartiers bourgeois. Ce n'est pas le cas pour le Val-de-Grâce avant la Première Guerre mondiale : les policiers français notent plusieurs fois que dans le milieu étudiant – qui, à cette époque, était un milieu socialiste-révolutionnaire – les femmes participaient au même titre que les hommes aux réunions politiques, qu'elles tenaient des discours publics, participaient à la présidence des séances, etc. La même chose était vraie pour la vie quotidienne. Citons un rapport sur les révolutionnaires russes de 1907 :

> « Les femmes admises dans ces communautés [vivant ensemble dans des petites pièces et se partageant les ressources] y sont traitées en camarades, sans que, dit-on, leur sexe leur vaille aucune faveur ni même aucune attention. »[7]

---

6 GOUSSEFF C., *Immigrés russes en France. Contribution à l'histoire politique et sociale des réfugiés,* Paris, Thèse EHESS, 1996.

7 AN F7 12894, Rapport « Les réfugiés révolutionnaires russes à Paris », sans date [1907], p. 7.

Ce rapport symétrique et désexualisé entre les jeunes révolutionnaires ne s'est point développé après l'arrivée à Paris mais se retrouvait, déjà en Russie ainsi que dans certains milieu d'émigration, dans les relations entre jeunes révolutionnaires. Dès les années 1870, des jeunes femmes russes ayant l'intention de faire des études se mariaient à des camarades. Selon les lois tsaristes, elles passaient par ce mariage de la tutelle du père à celle de l'époux. Il s'agissait d'une forme de mariage blanc, qui pour quelques-uns, si nous suivons les mémoires de Véra Figner, pouvaient déboucher sur une véritable vie de couple[8]. Mais la fonction principale de ces mariages était de permettre à la jeune femme de sortir de la maison parentale et de séjourner plus ou moins longuement à l'étranger. Durant la période qui nous intéresse, la majorité des étudiants et des étudiantes venait en célibataire et dans ce cas soit avec le consentement du père soit illégalement, mais selon des structures cognitives identiques.

Dans leur grande majorité, ces jeunes révolutionnaires, issus de familles aisées et aristocratiques, poursuivaient leurs études ainsi que leur engagement social et politique en suivant une éthique de discipline et de responsabilité qui touchait souvent à l'ascétisme[9]. Les mémoires des protagonistes, les rapports de police et les études historiques se recoupent sur ce point et nous présentent une vie faite d'études quotidiennes à l'université, d'études personnelles de la philosophie et des sciences exactes après les cours, et de soirées passées dans les bibliothèques ou en discussion avec les camarades réunis dans les cafés ou dans la chambre de l'un(e) entre eux/elles. Cette vie studieuse n'était interrompue que par des repas réduits le plus souvent à du thé et du pain[10]. Cette équivalence entre hommes et femmes, au moins avant l'institutionnalisation du mouvement révolutionnaire en partis politiques conforme à l'ordre de l'espace public moderne, prévalait aussi dans les activités publiques : plusieurs fois, la police parisienne remarque, avec un certain ébahissement, que dans les réunions politiques des immigrés russes, ainsi que parfois chez les Juifs du IVe arrondissement, les hommes n'étaient pas les seuls à tenir des discours et à participer aux discussions[11].

---

8 FIGNER V., *Nacht über Russland,* Berlin, 1928.

9 FIGNER V., *op. cit.* ; NEUMANN D., *Studentinnen aus dem Russischen Reich in der Schweiz (1867-1914),* Zürich, 1987.

10 AN F7 12519, Lettre PP à MdI, 26 mai 1887 ; AN F7 12894, Les réfugiés révolutionnaires, p. 6.

11 *Cf.* APP BA 1123, Dossier Iwanchin, Rapport 29 février 1904 ; AN F7 12894, AS 16 février 1912 ; 12895, AS 7 janvier 1917 ; APP BA 1709, Dossier Anarchistes russes à Paris, Rapport P.2118, 5 juin 1924.

Une telle morale conduisait à considérer le membre de l'autre sexe non comme objet de désir et partenaire d'un bonheur personnel, mais comme un partenaire dans la poursuite d'un projet commun dépersonnalisé. Il y avait malgré tout une genrification des occupations : la majorité de ces étudiantes poursuivaient des études de médecine, leurs camarades masculins étudiaient aussi les disciplines philosophiques et politiques ou les sciences exactes. Ainsi s'explique en partie le nombre de femmes médecins non mariées présentes durant l'entre-deux-guerres, notamment parmi les immigrées russes et leurs enfants.

Précisons que la vie étudiante immigrée n'était pas totalement asexuée, dans la mesure où les étudiants n'appartenaient pas tous au mouvement révolutionnaire. Dès avant la Grande Guerre, nous retrouvons des étudiant(e)s vivant en couple non marié. En outre, il n'était pas exceptionnel que les hommes cherchent des rapports sexuels occasionnels avec des Françaises. Il s'agissait alors le plus souvent de rencontres avec une prostituée, mais nous trouvons trace aussi de contacts dans les rues ou les cafés. Les immigrés étudiants n'attribuaient à ces partenaires qu'une morale douteuse. Ainsi, un étudiant russe confia-t-il, en 1909, son portefeuille contenant 200 francs à un camarade pour que son argent ne soit pas volé par la Française avec laquelle il voulait passer la nuit. La somme n'en fut pas moins perdue : c'est l'ami qui s'en empara pour payer des dettes[12].

Contrairement à ce qui prévaut chez les révolutionnaires-étudiant(e)s du Val-de-Grâce, les espaces des genres semblent, dans les quartiers populaires, beaucoup plus séparés. Dans nos sources, les cas où on apprend qu'un couple est sorti ensemble après une journée de dur travail sont beaucoup moins nombreux que des indications d'hommes, plus rarement de femmes, sortant avec des copains du même sexe.

La répartition genrée de l'espace social dans les quartiers populaires s'exprime aussi dans les cohabitations. Contrairement à ce que nous venons de montrer pour les étudiant(e)s révolutionnaires au Val-de-Grâce, il s'agissait toujours, à Saint-Gervais et à Clignancourt, d'hommes vivant avec d'autres hommes et de femmes habitant avec d'autres femmes. Tout comme les hommes, les jeunes femmes non mariées sortent pour se rendre au concert, au bal ou pour se promener, mais elles ne le font presque jamais seules, et quasiment toujours en compagnie féminine. Il semble qu'une femme solitaire dans la rue risquait d'être prise pour une prostituée, notamment dans un quartier comme Saint-

12 APP CB 19.28, N° 511, 24 juin 1909.

Gervais où le nombre de « filles publiques » françaises et immigrées était considérable. Le public de la rue savait cependant différencier prostitution et sortie de jeunes femmes. Ainsi en octobre 1918, quand un invalide de guerre imbibé d'alcool importuna deux jeunes femmes, Juives immigrées, en les prenant pour des « filles soumises », un autre Français de quarante ans intervint-il pour les aider[13].

Cette répartition genrée de l'espace ne signifiait pas que la majorité des femmes se sentait clouée à la maison ou au ménage. D'abord, surtout dans les quartiers populaires la maison et même le logement conjugal constituent dans une certaine mesure un espace semi-public et ce sont d'abord les femmes qui défendaient cet espace – contre les concierges, les voisines, parfois même contre les autorités françaises. Cela explique le grand nombre de conflits entre femmes et le nombre considérable de conflits violents auxquels des femmes participent : dans 19 % des cas de bagarres, des femmes immigrées (et non des hommes) étaient accusées d'avoir été les agresseurs. Dans quelques cas, la bataille éclate entre des hommes qui défendent l'honneur insulté de leurs femmes respectives. La répartition de l'espace public s'exprime donc aussi par une répartition de sa défense : les femmes garantissent, y compris violemment, l'honneur familial dans la maison, les hommes font de même dans les rues.

À la Muette, et donc dans les milieux bourgeois, la répartition fonctionnelle des espaces genrés était peut-être encore plus stricte que dans les quartiers populaires, où les nécessités économiques pouvaient toujours imposer un changement de rôles. Cette répartition ne s'exprime d'ailleurs pas seulement dans le fait que beaucoup de femmes n'avaient pas de profession, mais aussi par les formes de l'activité publique. Alors que les hommes, souvent bien intégrés parmi les élites parisiennes, s'occupaient de politique et présidaient des organisations d'envergure nationale – associations qui rassemblaient les élites intellectuelles et servaient d'intermédiaire entre la population immigrée et les autorités françaises –, les immigrées aisées de ces quartiers s'occupaient de prévoyance sociale et médicale, ainsi que du maintien de la morale des jeunes. Marie Maklakov, sœur du dernier ambassadeur russe avant l'arrivée des Soviétiques, est décrite en 1941 comme « une femme dévouée et de grand cœur », qui passait son temps à aider les immigrés/réfugiés russes à Paris. Elle présidait plusieurs œuvres charitables, notamment le Comité de Secours à l'Union des Mutilés et Invalides russes anciens combattants résidant en France. Déjà en 1920,

13 APP CB 14.59, N° 2047, 5 octobre 1918.

elle avait financé une cantine pour les étudiant(e)s russes au Val-de-Grâce. Elle devint présidente du Mouvement des Scouts russes en France en 1927[14]. Sophie M., veuve depuis l'âge de 34 ans, docteur en médecine de la faculté de Pétrograd et spécialiste de la psychiatrie de l'enfant, qui vivait de sa fortune personnelle, travaillait bénévolement en 1930 au Patronage de l'Enfance dans une clinique rue de Vaugirard[15]. Iza R. se consacra, pendant plus de quinze ans, à un Service social de l'Enfance en danger, fondé en 1927 dans le Ve arrondissement[16]. Il est évident qu'un tel engagement était l'apanage des femmes des beaux quartiers : toutes habitaient le XVIe.

3. Existences précaires en quartier populaire

Un renversement de la situation idéal-typique se retrouve d'abord, en dehors des familles prolétaires où l'activité professionnelle simultanée des femmes et des hommes était une nécessité, parmi les petits commerçants. À Saint-Gervais, de nombreuses femmes tiennent des épiceries ou de petits hôtels. De plus une forme spécifique de présence dans les rues était, au moins parmi les immigré(e)es, le fait des femmes : le petit commerce ambulant qui, pendant toute la période observée, jouait un rôle considérable comme moyen d'existence même s'il était précaire.

Parfois, nous trouvons des femmes qui, forcées de remplacer le ravitailleur prévu – soit parce que celui-ci les a abandonnées, soit parce qu'il est malade, sans travail à long terme ou alcoolique - démontrent une inventivité et une créativité impressionnante, qui nous fournissent un aperçu des rapports de genre dans ces quartiers populaires.

En juin 1934, l'immigrée polonaise Ita P., qui habite chez sa sœur dans le IIIe, « fait l'objet » d'un refus de séjour car elle est en situation « irrégulière ». La décision lui fut notifiée en octobre suivant, mais cinq mois plus tard, elle publie des bans de mariage avec Mohammed H., un Oranais, sujet français, habitant Boulogne. Selon les informations de la police, ce mariage avait été arrangé par Liba G., née N., Roumaine d'origine et mariée à un Anglais, lui-même très probablement issu d'une famille russe. Cette tentative de mariage échoua car G. apprit que H., qui avait déjà payé à G. une certaine somme pour les formalités, était déjà marié à Oran et avait un enfant. Dix jours plus tard, G. avait trouvé un

---

14 APP CB 14.59, N° 2047, 5 octobre 1918.
15 APP Ia 146, Dossier M., Rapport 8 septembre 1930.
16 APP Ia 61, Dossier E., Rapport 4 octobre 1942.

autre fiancé à Ita, un ouvrier peintre français nommé François B. habitant, comme G., le XVIIIe. Cette dernière s'occupa encore une fois des formalités, notamment en procurant une copie de l'acte de naissance d'Ita P. auprès du Consulat de Pologne[17].

Liba G. avait été naturalisée française avec son mari en 1934, bien que ne parlant pas correctement le français, vraisemblablement parce que le ménage avait neuf enfants français par déclaration, dont huit fils[18]. Son mari, d'abord presseur, puis cartonnier et enfin manœuvre, ne travaillait qu'irrégulièrement puisqu'il était atteint d'une « anémie cérébrale ». En plus, il quittait régulièrement son épouse en hiver, surtout quand elle était enceinte. C'était donc souvent à elle de se procurer l'argent nécessaire pour subsister, sans que le mari prenne le relais pour les travaux ménagers. Le ménage et les enfants étaient donc, selon l'évaluation des voisins, laissés à l'abandon. En 1933, toute la famille habitait dans une seule pièce, rue Leibnitz ; les G. sollicitèrent alors la naturalisation pour pouvoir bénéficier des secours aux familles nombreuses[19].

Sa profession officielle de marchande ambulante, ne pouvait suffire à assurer la subsistance de la famille. Depuis 1930, elle était soupçonnée non seulement d'arranger des mariages blancs, mais aussi de fournir – en utilisant une méthode aussi inventive que savante, puisque supposant une connaissance précise des structures administratives – des cartes d'identité. Il semble qu'elle soudoyait un agent du Service des Étrangers à la Préfecture, mais le plus souvent elle allait avec des immigrés à Mons en Belgique, où elle obtenait des certificats de domicile et de travail. Ceux-ci leur permettaient d'obtenir une carte d'identité belge avec laquelle il était simple, pour Liba G., d'obtenir un visa pour la France[20].

Ce qui est particulièrement intéressant ici, c'est que nous trouvons un réseau presque exclusivement féminin à la base de cette stratégie de

---

17 APP Ia 86, Dossier G., Rapport 18 juin1935.

18 Pour les naturalisations, la naissance de fils susceptible de servir sous les drapeaux français compensait presque tout défaut d'assimiliation ou l'exercice d'une profession non souhaitée. Cet aspect n'est pas encore, me semble-t-il, suffisamment pris en considération dans la littérature. WEIL P., *Qu'est-ce qu'un Français? Histoire de la nationalité française depuis la révolution,* Paris 2002 ; LIFSHITZ-KRAMS A., *La naturalisation des Juifs en France au XIXe siècle. Le choix de l'intégration,* Paris, CNRS éditions, 2002.

19 APP Ia 86, Dossier G., Rapport 5 décembre 1930 ; Notice pour Commissaire divisionnaire, 24 novembre 1931 ; Rapport 18 juin 1935 ; Rapport 16 août 1933.

20 APP Ia 86, Dossier G., Rapport 5 décembre 1930 ; Notice pour Commissaire divisionnaire, 24 novembre 1931; Rapport 15 juillet 1932 ; Notice 15 juin 1935 ; Rapport 18 juin 1935.

survie. G. coopère avec sa concierge, D., une Française de Mulhouse et ce sont deux femmes, une autre concierge et une Française nommée R., qui lui amènent des clients. Mais c'est surtout sa connaissance de l'environnement, non seulement à Paris, mais en Belgique qui est impressionnante, de même pour sa capacité à négocier avec des fonctionnaires dans une langue qu'elle ne parle pas très bien, selon l'évaluation policière de 1930 et de 1932[21]. Cette capacité ne contredit pas entièrement la répartition des espaces mentionnée plus haut, puisqu'elle émane du contact quotidien avec des concierges, des cafetiers et des petits commerçants et avec l'administration. Les hommes travaillant toute la journée, les formalités sont souvent réglées par les femmes.

Liba G. ne fut jamais officiellement accusée par la police parisienne qui observa ses faits et gestes à maintes reprises mais ne parvint jamais à prouver le caractère illégal de ses activités. Pendant les révisions des naturalisations, dès 1941, la Préfecture notait que son mari, requis pour l'Organisation Todt, ne voulait pas partir en province à cause de sa famille. En avril 1943, les époux furent, comme la grande majorité des Juifs naturalisés après 1927, déchus de la nationalité française.

Si nous avons évoqué cette affaire de manière détaillée, c'est pour deux raisons. D'une part, elle attire l'attention sur la complexité des rapports de genres. Liba G. est la plus active et la plus inventive dans le couple, mais ce n'est pas elle qui décide en son sein : Barney Joseph G. s'accorde le droit de fuir périodiquement une situation qu'il juge inconfortable. D'autre part, la situation sociale des G. représente un cas extraordinaire seulement par le choix de la stratégie de survie. Pour ce qui est du logement, des conditions de travail et de sa condition misérable, la famille partage le sort de beaucoup d'immigrés prolétaires ou – pour les « Russes blancs » prolétarisés – et pas seulement à Paris. Cette situation concrète sert d'arrière-plan aux pratiques de jeunes cherchant à éviter un tel destin. Leurs formes mettent en évidence des différences importantes entre les quartiers, mais plus encore entre les genres et donc nous éclairent sur la construction des genres dans ces milieux.

---

21 APP Ia 86, Dossier G., Exposés des Avis du préfet de Police de 1930 et de 1932.

4. Ruptures féminines/masculines en quartier populaire

Pour les jeunes, en principe, peu de chemins s'ouvrent. Ils doivent travailler, comme leurs parents, jusqu'à l'épuisement pour s'établir comme artisan, petit commerçant ou devenir un employé aux mains blanches. Rares sont ceux qui, après avoir obtenu le baccalauréat au lycée Charlemagne, entrent à l'université – ce qui implique aussi de quitter le quartier et de passer la Seine. Les jeunes femmes ne sont presque jamais concernées. Pour elles, la réussite sociale passe souvent par une place de « bonne à tout faire » chez des familles plus riches, puis un mariage avec un homme qui s'occupera d'elles.

Les esquives, les voies secondaires que choisirent les jeunes, immigrés ou issus de l'immigration, pour sortir de la misère matérielle, culturelle et émotionnelle que représentait le mode de vie de leurs parents, dérivaient de ce qui était visible dans le quartier et de ce qui se discutait dans les rues. Pour les jeunes hommes de Saint-Gervais, avant et après la Grande Guerre, les « Apaches » servirent de modèle culturel et social. La carrière – transitoire ou longue – du criminel-bohéme, anti-bourgeois, se reproduisit dans des circonstances françaises, marquée d'une appropriation cognitive et socio-culturelle française. En ce sens, elle témoignait, elle aussi, du processus d'intégration des immigrés dans le tissu humain du quartier. À Saint-Gervais et à Clignancourt, ce sont d'abord les jeunes nés à Paris – aujourd'hui, les « jeunes issus de l'immigration » – qui se sont intégrés dans ce milieu particulier. Plusieurs années se sont écoulées avant que de jeunes immigrés eux-mêmes choisissent ce genre de vie (voir les figures 1 et 2)[22].

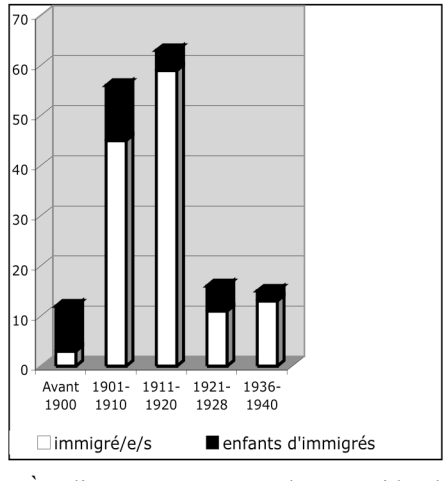


Figure 1: Délinquance des » jeunes » à St. Gervais

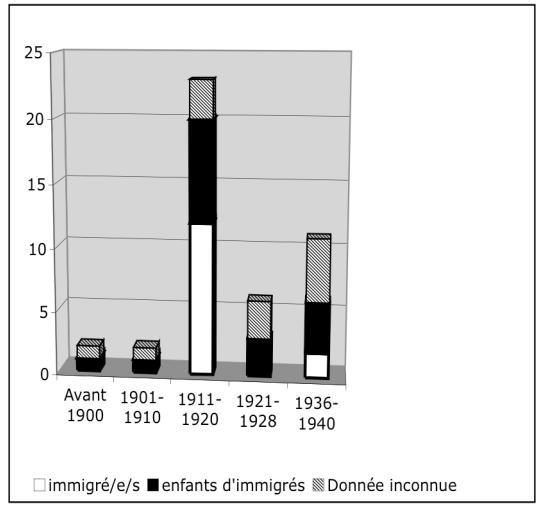
Pour les garçons, il y avait plusieurs possibilités : le vol, souvent mené avec des amis français ou immigrés, le cambriolage ou plusieurs formes d'activités profitant des jeunes

22 À Clignancourt un nombre considérable de personnes ont le lieu de naissance est inconnu. Les figures montrent le nombre de personnes mineures arrêtées par la police ou faisant l'objet d'une commission rogatoire.

femmes. Cette exploitation ne prenait pas nécessairement la forme du proxénétisme. Il y avait, certes, quelques souteneurs immigrés qui possédaient plusieurs femmes mais, le plus souvent, il s'agissait de couples dont la femme se prostituait et donnait, selon la formule choisie par les enquêteurs de la police, « *parfois de l'argent à leur mec* »[23]. Ici, il s'agit, d'ailleurs, plus souvent de femmes françaises ou belges qui financent leurs hommes que de femmes immigrées de même origine que leur « mec ». De même, les femmes immigrées dans une situation semblable ont le plus souvent affaire à un autochtone. Il est probable que ce mode de vie, non seulement incompatible avec les normes de la société d'accueil, mais aussi avec l'auto-identification de la communauté immigrée, ne soit pas considéré comme viable au sein de cette dernière.

Les cas d'escroqueries au mariage, parfois à l'intérieur de la communauté étaient plus fréquents. Pour les femmes pauvres, il est plus intéressant de se marier avec un bel homme capable de les nourrir que de rester dans de tristes taudis parisiens, qu'il s'agisse du foyer familial ou d'une chambre de bonne. Les cas sont nombreux dans lesquelles elles se retrouvent seules et délestées de leurs économies[24].

Figure 2: Délinquance des « jeunes à Clignancourt



L'intérêt matériel, le pragmatisme d'un besoin concret de relations intersexuelles étaient, dans ces quartiers, réciproques. Une existence indépendante – célibataire avec un salaire garantissant une vie commode – n'était ni réalisable ni même imaginable. Le chemin vers une vie confortable menait vers un homme qui la garantisse – ou plutôt la promette. En 1912, la tailleuse Ourida P. couche avec son collègue

23 APP CB 14.47, N° 1143, 20 septembre 1903 ; CB 14.51, N° 1154, 24 août 1908 ; CB 14.55, N° 85, 24 janvier 1913 ; CB 70.75, N° 1085, 29 juin 1922 ; CB 70.79, N° 2035, 30 octobre 1923 ; APP Ia 176, Dossier R., Rapport 8 août 1928 ; Ia 99, Dossier I., Rapport 14 février 1930 ; Ia 86, Dossier G., Rapport 12 novembre 1943.
24 APP CB 14.55, N° 1344, 21 août 1912.

Abraham K., parce qu'il lui a promis de l'emmener en Argentine. Au lieu de tenir sa promesse, il lui vole des lunettes en or[25]. En 1928, la restauratrice Marcelle A., une Française, quitte son mari pour un dentiste polonais, Otto R. Celui-ci ne tint pas ses promesses, bien que les deux jouirent de quelques nuits mouvementées, financées par des bijoux que Marcelle avait prêtés à Otto[26].

Avant la Grande Guerre, l'espoir d'une « vie en rose » en Argentine menait de nombreuses jeunes femmes et jeunes filles – immigrées, mais aussi Françaises – vers la prostitution. En 1910, Léa W., une cartonnière de 15 ans, s'enfuyait pour rejoindre son amant, David V. Selon des témoins, V. aurait « vendu la fille » à un bordel de Buenos Aires. Dans les faits, elle se trouvait encore à Saint-Gervais mais, quelques mois plus tard, elle disparaissait de nouveau et ne pouvait cette fois être retrouvée. Selon les informations fournies par son père, elle était en route vers l'Amérique du Sud[27]. Le même sort attendait aussi, à Paris même, des jeunes femmes échappant au pouvoir paternel. En 1903, Guitel R., la fille de treize ans d'un laveur russe, fut arrêtée à l'instigation de son père parce qu'elle se prostituait sous l'influence de quelques « jeunes gens ». En 1910, Anna R., fille d'un boulanger polonais, volait 250 francs à son père pour vivre avec son amant, un Français de 18 ans qui, avec un copain, la maltraitait pour la forcer à se prostituer[28].

Il n'y a, dans ces carrières, rien de fatal et rien d'irréversible. Si nous avons mentionné plusieurs cas particuliers, c'était pour démontrer que ce phénomène n'était pas lié à l'immigration, mais était un phénomène social caractéristique du quartier.

En 1927, se produisit un cas qui, bien que peu significatif, occupa les autorités françaises durant plusieurs semaines. En mars 1927, l'imprimeur Simon Z., âgé de 20 ans, vivant en France depuis l'âge de 4 ans, demandait sa naturalisation. La Préfecture donna un avis favorable en raison du service militaire futur mais, le 6 août, Z. fut arrêté pour recel car il avait acheté et revendu des vestons volés. Le 2 septembre, il fut condamné à trois mois de prison avec sursis. Cette condamnation n'empêcha pas sa naturalisation le 16 septembre, parce que le Service des

---

25 APP CB 14.55, N° 1653, 4 novembre 1912.

26 APP CB 14.66, N° 576, 20 juillet 1926.

27 APP CB 70.54, N° 1025, 13 mai 1910 ; N° 1039, 14 mai 1910 ; CB 70.55, N° 618, 30 mars 1911. Sur la prostitution à Buenos Aires et le rôle des immigrants, GLICKMAN N., *The Jewish White Slave Trade and the Untold Story of Raquel Liberman*, New York/London, 2000.

28 APP CB 14.47, N° 1256, 10 octobre 1903 ; CB 14.53, N° 1041, 5 juillet 1910.

Étrangers et le Bureau des Naturalisations de la Préfecture de l'époque n'avaient pas été informés[29].

Ce qui nous intéresse ici, c'est que Z., d'abord considéré comme un paresseux passant son temps dans des établissements douteux des environs de la Bastille en compagnie de prostituées fut, après sa naturalisation – en partie pour atténuer la faute de la police – décrit comme un jeune homme qui, à cause du chômage, avait noué de mauvaises fréquentations, mais qui se corrigerait sans doute[30]. De fait, après sa naturalisation, il ne montra plus de signe de déviance. Pendant la drôle de guerre, il fut incorporé et fait prisonnier en décembre 1940[31].

Il en fut de même pour les plus jeunes, dont la rééducation était souvent de longue durée et peu agréable, mais réussissait parfois. En avril 1934, une ouvrière polonaise venait à la Protection polonaise à Paris (*Opieka Polska w Paryżu*, OPP) pour demander, « en larmes », de placer sa fille Janina/Jeanne Marthe M., dans une maison de correction. La jeune fille, alors âgée de 14 ans, avait un entourage qui déplaisait à sa mère et nécessitait une surveillance permanente – ce qui empêchait cette dernière d'aller au travail. L'OPP, qui s'occupait depuis 1927 de Polonaises dans la misère ou de « mauvaises mœurs », servit d'intermédiaire au Service pour les Enfants en danger moral. Celui-ci, puisque la famille était catholique, obtint une place à Smeresnil, à la campagne, dans une institution religieuse française. Au début, Janina M. était heureuse, parce qu'elle se plaisait à la campagne et se trouvait en compagnie d'autres filles de son âge. Mais elle regrettait de ne pas avoir pu faire ses adieux à ses anciennes copines et de ne pas pouvoir leur écrire. À l'instigation de la mère, aucune autre correspondance que la sienne ne lui était permise. En réalité, elle n'avait de contact avec celle-ci que lors de visites irrégulières : en règle générale, elle obtenait des informations sur la situation de sa mère par l'intermédiaire de l'OPP. À

---

29 L'affaire Z. fut à l'origine d'un changement de procédure dans l'administration française : alors que jusqu'en 1927 l'inculpation d'un étranger n'était notifié aux Service des Étrangers qu'après une condamnation éventuelle (qui était en principe suivie d'un arrêté d'expulsion), ce qui était possible à cause du nombre négligeable des naturalisations, après le 15 novembre 1927, chaque arrestation d'un étranger devait être notifiée aux Services des étrangers. Voir APP Ia 224, Dossier Z., Lettre de l'Inspecteur général des Services au préfet, 25 novembre 1927.

30 APP Ia 224, Dossier Z., Lettre du garde des Sceaux au préfet, 21 octobre 1927 ; Lettre du préfet au garde des Sceaux, 24 novembre 1927 ; Lettre de l'inspecteur des Services au préfet, 25 novembre 1927 ; Lettre du préfet au garde des Sceaux, 7 décembre 1927.

31 APP Ia 224, Dossier Z., Rapport 11 décembre 1940.

Smeresnil, elle apprenait ce dont elle aurait besoin dans sa vie ultérieure : cuisiner, faire la pâtisserie et la couture, et puis « *l'art du repassage* ». Bien qu'elle semble avoir été intelligente et talentueuse, il était peu probable qu'elle trouve un autre emploi que celui de domestique car la Protection polonaise ne pouvait fournir des offres de postes que dans cette branche. Cela n'empêchait pas que l'horizon de Janina M. ne se limitât point à une telle existence : en mars 1937, quelques mois avant sa sortie de l'établissement prévue pour son dix-huitième anniversaire, elle demandait l'aide de l'OPP pour obtenir plus rapidement un renouvellement de sa carte d'identité et éventuellement une place de stagiaire ou d'étudiante[32]. Son sort ultérieur reste inconnu.

La déviance porte un double aspect de genres : l'autonomie féminine s'exprime dans une fonctionnalisation de l'homme, fonctionnalisation qui le plus souvent ne permet pas aux femmes d'améliorer leur sort. Pour la grande majorité des femmes des quartiers populaires, l'amélioration de leur sort n'est possible qu'avec l'aide d'un petit ami ou d'un époux – que ce soit en abandonnant son époux pour un homme qui semblait avoir une meilleure situation, en quittant ses parents pour un amant, ou en entamant une liaison amoureuse avec un homme qui promette une vie meilleure. Non seulement les formes sont différentes, mais aussi les conséquences : dans le cadre de l'imaginaire social de l'époque, sans doute était-il plus facile pour les hommes de retrouver la « bonne voie » que pour les femmes « déchues ».

Que peut-on apprendre d'une démarche reconstituant différents milieux immigrés pour une histoire genrée de l'immigration ? Autrement dit, comment une telle démarche contribue-t-elle à une histoire migratoire qui mette en perspective l'importance du genre pour la compréhension des phénomènes sociaux ?

D'abord, la démarche montre que, comme l'immigration n'est pas un phénomène homogène, et qu'il n'y a pas de groupe national d'immigrés homogène, il n'y a pas une seule et unique perception genrée de cette histoire. La façon dont la différence socioculturelle entre femmes et hommes est construite, perçue, dont elle produit ses effets concrets, diffère largement selon les conditions matérielles, sociales et les possibilités d'agir qu'offrent ces derniers. La diversification des

---

32 AAN, Opieka Polska w Paryżu 23, documents divers. La demande d'une carte d'identité d'étudiant dans ce cas ne semble pas relever du pragmatisme, puisque cette carte était plus chère que la carte normale qu'elle aurait sûrement obtenue facilement.

trajectoires dans les différents quartiers (identifiables comme espaces sociaux spécifiques) est due à cet environnement et expression de son appropriation par les immigré(e)s, en tant qu'elle leur doit sa forme, ses frontières, les formes de ce qui est imaginable ou non.

Ainsi, le discours sur l'infériorité de la femme, qui n'est remis en cause qu'à la fin de la période observée, semble avoir eu beaucoup plus d'influence sur la situation et les occupations des hommes et femmes aisés que dans les quartiers populaires, où la réalité de la misère exigeait d'autres pratiques, sans que soient consciemment remises en question les normes de genre. L'étude contribue donc aussi à une reconsidération critique des paradigmes en vigueur.

Par ailleurs, les matériaux utilisés ici sont extrêmement riches de détails. Parfois, il faut bien l'admettre, les événements relatés sont tellement émouvants, ou choquants, que le chercheur risque de s'y perdre, surtout parce qu'il est difficile de systématiser la connaissance qu'on en tire. C'est pourquoi la contextualisation de ces récits est indispensable. Les catégories et les typologies auxquelles nous parviendrons par cette approche seront, en comparaison de celles que produisent habituellement les sciences sociales, beaucoup plus floues, mais aussi sans doute beaucoup plus vraies.

Une manière de s'en sortir : les réseaux de femmes polonaises aux États-Unis et en Allemagne, 1890-1940

Pien Versteeg[*]

L'ouvrage de Dirk Hoerder, *Culture in Contact*, nous montre que les migrations sont de toutes les époques[1]. Nous savons tous que les Amériques ont été, et restent, d'importantes destinations de migration, mais il montre que l'Europe, l'Afrique et l'Asie ont aussi attiré de nombreux migrants, non seulement aujourd'hui, mais dans le passé. Ce qui nous conduit à cette question : qu'arrive-t-il après l'arrivée des migrants et comment font-ils face à leur nouvelle situation ? Pour affronter leur nouvel environnement, ils élaborent des stratégies, où leurs réseaux anciens et nouvellement créés jouent un rôle important. Pour la plupart d'entre eux, la famille et les relations de parenté sont cruciales dans ces stratégies de survie[2]. Les migrants comptent sur le soutien de leur famille et de leurs amis, le bien-être et la compagnie qu'ils leur apportent. En plus de ces réseaux informels, ils ont créé des institutions qui étendent et, parfois, remplacent ces contacts. Ces réseaux fournissent soutien et entraide. Ils sont, par ailleurs, utilisés d'une manière stratégique, afin de défendre les intérêts de ceux qui y participent.

---

[*] Université de Tilburg. Traduit de l'anglais H. Maury.

1 HOERDER D., *Cultures in Contact : World Migrations in the Second Millenium*, Durham/Londres, Duke University Press, 2002.

2 GABACCIA D., *From the Other Side: Women, Gender, and Immigrant Life in the U.S., 1820-1990*, Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 1994 ; HAREVEN T., *Family Time and Industrial Time: The Relationship between the Family and Work in a New England Industrial Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982 ; SELLER M.S. (éd.), *Immigrant Women*, Albany, State University of New York Press, 1994 ; SMITH J., *Family Connections: A History of Italian and Jewish Immigrant Lives in Providence, Rhode Island 1900-1940*, Albany, State University of New York Press, 1985 ; VERSTEEGH P., « The Ties that Bind: The Role of Family and Ethnic Networks in the Settlement of Polish Migrants in Pennsylvania, 1890-1940 » *The History of Family* 5, n° 1 (2000), pp. 111-148.

Les migrants, hommes et femmes, ont créé des formes variées de réseaux et les ont utilisés de manières différentes. La plupart des chercheurs qui ont étudié ces réseaux n'ont pris en compte que les hommes, qui ont créé la majorité des organisations ethniques[3]. Pourtant, le fait que la plupart des organisations de migrants se soient surtout intéressé aux hommes n'implique pas que les femmes immigrées n'utilisent pas, elles aussi, des réseaux pour leur propre compte[4]. Elles en construisent et s'en aident.

Nous étudions les réseaux d'émigrées polonaises aux États-Unis et en Allemagne. La comparaison nous permet de nous interroger sur les similarités et les différences ou étudier les variations d'un thème[5]. Comment les immigrés s'en sortent-ils dans des cadres différents ? Quel élément pourrait être commun à tous les immigrés ? Quel rôle joue le genre ? Cette contribution tentera de répondre à ces questions en étudiant un groupe de migrants dans deux cadres différents : les femmes polonaises en Pennsylvanie (États-Unis) et dans la région de la Ruhr (Allemagne), au cours de la période 1890-1940.

1. Les réseaux de femmes polonaises aux États-Unis

Les Polonais sont l'un des groupes d'immigrants les plus nombreux arrivés aux États-Unis au début du XXe siècle. Cependant, leur nombre exact est difficile à établir, car leur nationalité n'était pas toujours mentionnée[6], la Pologne avant 1918, étant divisée entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie. Les fonctionnaires américains les enregistraient, par exemple, comme Russes polonais ou Russes (alors même que leur nom indiquait une origine polonaise) et parfois comme Polonais. Le nombre de Polonais arrivés aux États-Unis entre 1850 et 1914 ne peut

---

3 GABACCIA D., « Immigrant Women: Nowhere at Home? », *Journal of American Ethnic History* 10, n° 4 (1991), pp. 61-87.

4 GABACCIA D., *From the Other Side…*, *op. cit*., p. 81; SELLER M.S., *Immigrant Women*, *op. cit*., pp. 173-182.

5 GREEN N.L., *Ready-to-Wear and Ready to Work: A Century of Industry and Immigrants in Paris and New York,* Durham/London, Duke University Press, 1997, p. 9 ; trad. fr. : *Du Sentier à la 7e Avenue – la confection et les immigrés Paris-New York 1880-1980*, Paris, Le Seuil, 1998.

6 MAGDA M.S., *The Poles in Pennsylvania*, Peoples of Pennsylvania Series Pamphlet, n° 3, Harrisburg, Commonwealth of Pennsylvania, 1986, pp. 1-4.

donc être connu mais seulement estimé à deux millions et demi[7] de personnes environ. La Pennsylvanie était l'une de leurs destinations principales et, au cours de la période 1900-1930, plus de 40 % des migrants polonais s'y sont installés[8], venus, dans leur grande majorité, travailler dans les mines de charbon – l'industrie de l'anthracite de Pennsylvanie employait 90 % de Polonais[9].

Les immigrants polonais arrivés en Pennsylvanie à la fin du XIXe siècle ont créé un ensemble assez étendu de réseaux, formés par les contacts avec la famille, les amis et les compatriotes, des clubs, des églises et des institutions. La plupart de ces réseaux apportaient une forme de soutien socio-économique. La famille, les amis et les associations fraternelles (appelées sociétés par les Polonais) proposaient du travail, un logement, la sécurité, l'appartenance à un groupe et un instrument de défense des intérêts de ceux qui y participaient. Pour la plupart, les réseaux ethniques et les contacts avec les amis et les compatriotes renforçaient les réseaux familiaux. Les réseaux ethniques suppléaient également la famille, lorsque cela était nécessaire. De plus, les sociétés polonaises stimulaient la vie familiale d'une manière idéologique et matérielle. Les organisations ethniques semblaient fonctionner comme une extension des réseaux familiaux, car elles poursuivaient leur action quand ces derniers avaient atteint leurs limites. L'assurance, forme de soutien officiel, en est un exemple. De plus, ces réseaux créaient un voisinage ethnique fonctionnant comme un abri sûr, où la culture et les valeurs polonaises étaient entretenues et où la vie de famille se maintenait telle qu'elle existait en Pologne. Ces communautés polonaises tendaient à être financièrement indépendantes[10].

Au pays, la famille avait fonctionné comme une unité économique où tous travaillaient ensemble et où les revenus étaient mis en commun[11]. Dans ce système d'économie familiale, chaque membre de la famille

---

7 BROZEK A., *Polish Americans 1854-1939*, Varsovie, Interpress, 1985, p. 231. Le recensement de 1900 dénombrait 710 156 Polonais aux États-Unis. Selon le recensement de 1940, ce nombre était passé à 2 905 859.

8 BROZEK A., *Polish Americans 1854-1939*, *op. cit.*, p. 32.

9 MAGDA M.S., *Polish Presence in Pennsylvania*, University Park, The Pennsylvania Historical Association, 1992, p. 25.

10 Famille polonaise 6, Grand-mère, interview par Corinne Krause, 6, Pittsburgh Women's Study, MG-409, Box 1, Krause Project, Pa Oral History Project, Oral History Collection, State Archives Harrisburg, Harrisburg.

11 MORAWSA E., *For Bread with Butter: The Life-Worlds of East Central Europeans in Johnstown, Pennsylvania, 1890-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 112 et 117.

avait un rôle en tant que producteur et en tant que consommateur[12]. Ce système n'a pas changé après l'arrivée aux États-Unis[13]. Comme en Pologne, la famille rassemblait tous ses efforts pour assurer sa survie. Les enfants contribuaient à l'économie du ménage, pouvant commencer à travailler très jeunes, après avoir quitté l'école, et continuer jusqu'à leur mariage[14]. Cependant, avec les années, ce modèle s'est transformé et l'éducation des enfants a pris plus d'importance, comme nous l'avons constaté en consultant les registres de décès de la *Polish Union of the United States of North America*[15]. De tous les enfants membres de cette association décédés au début du XIXe siècle, seul un garçon (4 %) avait fréquenté l'école[16] ; 61 % des autres enfants avaient travaillé à la mine ou dans des usines textiles et le reste ailleurs[17]. Vingt ans plus tard, de tous les enfants décédés, trente-six (soit 49 %) avaient fréquenté l'école avant leur mort[18] et seuls huit (11 %) avaient travaillé à la mine ou à l'usine, les autres étant soit restés à la maison, soit devenus travailleurs qualifiés[19]. Ces résultats pourraient suggérer que la réussite par l'éducation, coutumière aux États-Unis, remplaçait les valeurs anciennes de la réussite par le travail, traditionnelles en Pologne[20]. De même, les intérêts individuels commencèrent à l'emporter sur les intérêts de groupe.

---

12 MORAWSKA E., *For Bread with Butter*, *op. cit*., p. 49.

13 *Ibid*, p. 117. Interview de Chester Brazina par John Bodnar, transcription 10, 5, 2nd Nanticoke Oral History Project, Transcripts, Releases, MG-409, Box 1, Oral History Collection, State Archives Harrisburg, Harrisburg. Interview de Ben Grevera/Anthony Piscotty par John Bodnar, transcription 2, 4, 2nd Nanticoke Oral History Project, Transcripts, Releases, MG-409, Box 1, Oral History Collection, State Archives Harrisburg, Harrisburg.

14 PULA J.S., *Polish Americans: An Ethnic Community*, New York, Twayne Publishers, 1995, 26. Interview de Chester Brazina, 9.

15 Polish Union of the U.S. of N.A. Records, MSS 57, Balch Collection, Balch Institute for Ethnic Studies, Philadelphie.

16 Death Claim Records 1907-1915, Polish Union of the U.S. of N.A. Records, MSS 57, 5/1/A-E (M89-36), Box 2-4, Balch Collection, Balch Institute for Ethnic Studies, Philadelphie. L'échantillon comprenait 23 enfants, dont l'âge variait de 8 à 21 ans.

17 Le reste de ce groupe avait les professions suivantes : deux enfants travaillaient à la maison, un était employé comme cordonnier, la profession de cinq autres était inconnue.

18 Juvenile Death Certificates 1928-1936, 1939-1941, Polish Union of the U.S. of N.A. Records, MSS 57, 5/1/A-E (M89-36), Box 72, Balch Collection, Balch Institute for Ethnic Studies, Philadelphie. Cet échantillon aléatoire comprend 73 enfants.

19 La mortalité des enfants qui travaillaient étaient particulièrement élevée. Il est donc probable que davantage d'enfants fréquentaient l'école que ne le montrent ces chiffres.

20 Interview de John A. Kuprewicz par Gregory Mihalik, transcription 234, 3a, Pittsburgh Oral History Project, Transcripts, Releases, MG-409, Box 5, Oral History Collection, State Archives Harrisburg.

La fréquentation de l'école par les filles polonaises était traditionnellement considérée comme de peu d'importance, car on attendait d'elles qu'elles se marient mais non qu'elles mènent une carrière[21] ; on suppose donc qu'elles devaient quitter l'école plus tôt que les garçons. Mais était-ce le cas ? Là encore, les registres de décès de la *Polish Union* nous renseignent[22] : des 73 enfants membres de cette association en Pennsylvanie décédés à la fin de la période de l'entre-deux-guerres, trente-six étaient inscrits comme « écolier » ou « fréquentant l'école »[23]. Les filles constituaient 56 % et les garçons 44 % de ces élèves. L'âge moyen des filles était de treize ans et celui des garçons de quatorze ans. Il semblerait donc que l'éducation des filles polonaises n'avait pas une importance moindre que celle des garçons. Cependant, les contenus des programmes éducatifs destinés aux filles différaient de ceux des garçons, puisqu'on leur enseignait principalement les « arts domestiques », afin de les préparer à leur futur rôle de mère au foyer[24]. Par ailleurs, une grande partie de la scolarité des enfants se passait à la maison, ce qui n'était pas toujours sans conséquences[25] car ainsi les apprentissages des filles étaient encore plus orientés vers l'économie domestique. Il semble que l'éducation ait maintenu intacts les modèles de genre, tels qu'ils existaient au pays. Néanmoins, la fréquentation de l'école a pu affaiblir ces modèles anciens.

À l'origine, la famille polonaise était de structure patriarcale et l'homme le plus âgé était le chef reconnu du groupe familial[26] : les enfants pouvaient avoir voix au chapitre mais le père avait le dernier mot[27]. La scolarisation dans les écoles américaines affectait ces dynamiques familiales. Avant la Première Guerre mondiale, la plupart des enfants polonais allaient à l'école ethnique (polonaise) mais, par la suite, ils fréquentèrent de plus en plus souvent les écoles publiques

---

21 « Education », in SELLER M.S. (éd.), *Immigrant Women*, Albany, State University of New York Press, 1994, p. 218.

22 *Polish Union of the U.S. of N.A.* Records.

23 Certificats de décès 1928-1936, 1939-1941. Cet échantillon comprend 73 enfants (choisis arbitrairement).

24 « Education », *op. cit.*, p. 218.

25 PAWLOWSKA H., « The Lessons Which Most Influenced My Life? Came from My Parents », in SELLER M.S. (éd.), *Immigrant Women*, *op. cit.*, p. 229.

26 ZNANIECKI LOPATA H., *Polish Americans*, New Brunswick, NJ, Transaction Publishers, 1994, p. 72 ; PULA J. S., *Polish Americans…*, *op. cit.*, p. 24.

27 Interview de Mary Marshik par Angela Varesano, transcription 48, 2, Eckley Oral History Project, Eckley Miners' Village, Eckley.

américaines[28]. Pendant la Grande dépression en particulier, de nombreux enfants durent fréquenter les écoles publiques, quasi gratuites, au lieu des écoles ethniques plus onéreuses, ce qui accéléra[29] l'américanisation de la jeunesse polonaise[30]. Dans le même temps, les écoles polonaises s'américanisèrent elles aussi, renforçant ce phénomène[31]. Les lois de quotas ont nourri cette dynamique car il manquait à la communauté polonaise l'apport de nouveaux immigrés et les liens avec la patrie se sont affaiblis[32]. Les jeunes Polonais apprenaient l'anglais lorsqu'ils allaient à l'école et avaient des camarades américains. Ils ont donc commencé à s'orienter d'eux-mêmes vers la culture américaine, avec comme résultat le refus d'apprendre le polonais. De ce fait, la deuxième génération d'immigrés parlait à peine la langue des parents[33]. Cela donna lieu à des conflits de générations : comme l'école ne proposait pas de cours de langue et de culture polonaise, ils devaient apprendre de leurs parents (ou grands-parents) qui parlaient polonais à la maison[34]. Les enfants et les adolescents se sont révoltés contre la domination patriarcale, contre les coutumes polonaises et ont préféré le mode de vie américain. Ils ont réalisé que ce qu'ils apprenaient à la maison n'était pas nécessairement suffisant pour se familiariser avec les valeurs américaines et ont, par la suite, remis en question leurs anciennes traditions[35] : se

---

28 WALASZEK A., « The Polish Women's Alliance in America: Between Feminism and Patriotism - Immigrants and their Children in the USA, 1898-1930 », in KLEMENCIC M. (Éd.), *Ethnic Fraternalism in Immigrant Countries,* Maribor, Pedagogika Fakulteta Univerze v Mariboru, 1996, p. 204.

29 Témoignage de J. Demko, Proceedings of the Anthracite Coal Strike Commission, 27 octobre 1902 au 13 février 1903, boîte 4, Vol. 22, Michael J. Kosik Collection, Historical Collections & Labor Archives, Pattee Library, Penn State, State College.

30 PULA J.S., *Polish Americans…*, *op. cit*., p. 72.

31 Interview de Mr. Stanley Nycz par John Earl, transcription 17, 2, Scranton Oral History Project, Transcripts, MG-2650, Oral History Collection, State Archives Harrisburg.

32 PULA J.S., « A Branch cut of form its Trunk: The Effects of Immigration Restriction of American Polonia », *Polish American Studies* LXI, n° 1 (2004), pp. 39-50.

33 WALASZEK A., « The Polish Women's Alliance in America… », *op. cit.,* p. 205.

34 Interview de Walter T. Kamyk par Gregory Mihalik, transcription 255, 2, Pittsburgh Oral History Project, Transcripts, Releases, MG-409, Boîte 5, Oral History Collection, State Archives Harrisburg, Harrisburg. Interview de Joe Rudiak par Peter Gottlieb, transcription 19-1, 5, 7, Pittsburgh Oral History Project, Transcripts, Releases, MG-409, Boîte 2, Oral History Collection, State Archives Harrisburg.

35 Interview de Joe Rudiak, 22.

rebellant contre leurs parents, ils rejetaient également leur culture[36]. La jeunesse polonaise jugeait démodées la langue et les coutumes de l'ancien pays s'est, au contraire, intéressée à la culture américaine[37].

L'américanisation de sa jeunesse préoccupait la plupart des institutions polonaises, qui tentèrent d'entretenir la culture et les coutumes du pays d'origine. L'Alliance des femmes polonaises d'Amérique (*Polish Women's Alliance of America* – PWA) fut très active dans ce domaine. Elle a, par exemple, essayé d'enseigner le polonais aux enfants en engageant un professeur de polonais[38]. Une autre façon de maintenir vivants la culture et les sentiments polonais parmi les jeunes fut la création de camps d'été : les filles y passaient six semaines pour s'instruire davantage sur la PWA et sur la culture polonaise[39]. Elles y recevaient non seulement un enseignement sur leur « chère patrie polonaise », mais apprenaient aussi à transmettre ces connaissances à leurs camarades « américaines d'ascendance polonaise ». En éduquant ces jeunes filles, la PWA tentait de transmettre la culture polonaise à la génération suivante. Ses efforts représentaient, à cet égard, un prolongement de ceux des parents.

Les Polonais de l'étranger n'étaient pas seuls dans leurs efforts éducatifs. Après la Première Guerre mondiale, le gouvernement polonais nouvellement constitué s'est également senti concerné par l'américanisation de la deuxième génération d'immigrés vivant aux États-Unis[40]. Il considérait la communauté polonaise qui y était installée comme une extension de la Pologne et pensait avoir, par conséquent, une responsabilité morale à son égard, d'autant que ces Polonais étaient considérés comme une source de soutien politique et financier que le gouvernement ne souhaitait pas s'aliéner. Essayant de mettre fin au processus d'américanisation de la jeunesse, il prit l'initiative d'un certain nombre de programmes culturels et éducatifs, destinés à intensifier les liens entre les Polonais des États-Unis et la mère patrie.

---

36 Famille polonaise 6, la mère. Interview par Corinne Krause, 4, Pittsburgh Women's Study, MG- 409, Boîte 1, Krause Project, Pa Oral History Project, Oral History Collection, State Archives Harrisburg.

37 KUSIELEWICZ E., « Reflections on the Cultural Condition of the Polish American Community », 3-4, Ethnic Groups in Western Pa., Box 1, Archives of Industrial Society, University of Pittsburgh, Pittsburgh.

38 « Instruktorska z Polski », *Glos Polek,* 20 janvier 1938, p.10.

39 PLUTNICKI W., « Six Weeks Of Work And Play », *Glos Polek*, 3 octobre 1940, p. 2.

40 PULA J. S., *Polish Americans…*, *op. cit.*, pp. 69-73.

Les institutions religieuses intervinrent également. Elles pressaient les jeunes Polonais de s'inscrire dans des organisations ethniques[41]. Leur moyen d'action privilégié était le système scolaire paroissial mais les associations de jeunes, les bibliothèques, les cercles dramatiques, les chroniques en anglais dans les magazines polonais étaient également destinées à stimuler les sentiments polonais de la deuxième génération.

Les institutions polonaises étaient également au service d'objectifs pratiques. Les jeunes filles s'appuyaient beaucoup sur des réseaux informels, tels la famille et les amis. Hormis l'église et la PWA, les réseaux officiels formés par les institutions avaient peu d'impact sur les jeunes filles car ils ne s'occupaient guère d'elles. La PWA proposait également des contrats d'assurance pour certaines femmes seules, car celles qui travaillaient dans des ateliers ou à l'usine avaient besoin de sécurité. La création de la PWA avait été une forme de protestation, car l'adhésion de ces jeunes femmes à l'Alliance nationale polonaise (*Polish National Alliance*) leur avait été initialement refusée, les Polonaises ne pouvant contracter d'assurance que par l'intermédiaire de leur mari. Pour être assurées, de nombreuses ouvrières célibataires devaient s'affilier à des sociétés appartenant à d'autres groupes ethniques.

Les femmes adultes s'appuyaient sur d'autres réseaux et les utilisaient pour des raisons différentes. L'émigration pouvait transformer les relations familiales. Du fait de l'absence de leur mère, les femmes dépendaient davantage de leur mari et de leurs filles[42], les réseaux familiaux nucléaires remplaçant les réseaux familiaux élargis[43]. Comme les relations familiales étaient importantes pour ces femmes à cause de leurs obligations domestiques, elles cherchaient à maintenir ces liens[44]. Préserver les anciens rituels était un moyen de le faire. Ceux-ci devinrent

---

41 BUKOWCZYK J.J., *And My Children Did Not Know Me: A History of the Polish-Americans*, Bloomington, Indiana University Press, 1987, pp. 72-74.

42 RADZILOWSKI T.C., « Reinventing the Center: Polish Immigrant Women in the New World », in GLADSKY T. S., HOLMES GLADSKY R. (éd.), *Something of My Very Own to Say: American Women Writers of Polish Descent*, East European Monographs, N° CDXCIV, Boulder, CO/New York, Columbia University Press, 1997, p. 14.

43 RADZILOWSKI T.C., « Family, Women and Gender: The Polish Experience » in BUKOWCZYK J.J. (éd.), *Polish Americans and Their History: Community, Culture and Politics*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1996, p. 70.

44 GABACCIA D., *From the Other Side…*, *op. cit.*, pp. 61-76. KNOTHE M.A., « Recent Arrivals : Polish Immigrant Women's Response to the City », in HARZIG C. (éd.), *Peasant Maids-City Women: From the European Countryside to Urban America,* Ithaca/London, Cornell University Press, 1997, p. 301.

des formes de célébration des liens de parenté ; ainsi, à l'occasion des mariages polonais, l'ensemble de la famille se rassemblait[45].

Les réseaux d'amis et de connaissances ont pu avoir les mêmes fonctions que les réseaux familiaux. Ces femmes fréquentaient d'autres Polonaises et leurs réunions amicales s'organisaient autour des activités du foyer[46], leur donnant l'occasion d'échanger des histoires, des plaisanteries et des commérages. Au cours de ces réunions, on entretenait les liens de famille mais aussi ceux avec des personnes extérieures, comme les relations avec les pairs. Il est vraisemblable que les femmes trouvaient là un exutoire où elles pouvaient exposer au grand jour leurs problèmes et recevoir un soutien. Pour les femmes, par opposition aux filles polonaises, les contacts avec les amis et la famille jouaient une fonction sociale, mais aussi pratique. Les veuves ou les femmes abandonnées pouvaient compter sur le soutien de leur famille et de leurs amis[47]. De plus, leur famille les aidait à élever leurs enfants[48]. Les réseaux s'avéraient essentiels pour la survie des femmes abandonnées. Dans le cas où la rupture de la relation ne pouvait être reprochée à la femme, lorsque son mari l'avait délaissée par exemple, elle pouvait compter sur le soutien de sa famille, de ses amis et de la communauté. Les veuves pouvaient, elles aussi, s'appuyer sur les réseaux pour en obtenir de l'aide[49].

Lorsque la communauté est devenue trop importante, le besoin d'organisations d'assistance plus complexes est apparu[50]. Les sociétés polonaises se développaient principalement sous la forme de sociétés de

---

45 Interview de Stanley Guntack par John Earl, transcription 5, 12, Scranton Oral History Project, Transcripts, MG-2650, Oral History Collection, State Archives Harrisburg.

46 MILLER D.L., SHARPLESS R.E., *The Kingdom of Coal: Work, Enterprise, and Ethnic Communities in the Mine Fields*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1985, p. 210.

47 Interview de Mrs Helen Serafim par Angela Vauter, transcription 11, 4, Scranton Oral History Project, Transcripts, MG-2650, Oral History Collection, State Archives Harrisburg.

48 Famille polonaise 6, la mère, 23.

49 ZNANIECKI LOPATA H., « Widowhood in Polonia », *Polish American Studies* 34, n° 2, 1977, p. 8.

50 *Ibid*, pp. 4-5. Lopata distingue, en fonction de l'étendue des sous-unités résidentielles et organisationnelles, entre voisinage ethnique, quartier et communauté. La communauté polonaise régionale possédait l'organisation la plus complexe parce qu'elle était trop nombreuse pour fonctionner sur la seule base de contacts directs et qu'il lui fallait des formes de communication et d'organisation plus élaborées.

secours mutuel. Cette initiative s'avérait nécessaire car les entreprises pour lesquelles travaillaient les Polonais ne leur apportaient aucune aide financière en période de crise[51] et ne prenaient pas en charge les accidents du travail. Étant donné qu'ils travaillaient principalement dans des industries à hauts risques, comme l'extraction du charbon et l'industrie sidérurgique, ces organisations fraternelles répondaient à un besoin indéniable[52]. Les taux d'adhésion le prouvent : environ les trois quart des Polonais des États-Unis se sont affiliés à au moins l'une de ces sociétés[53]. Elles ne limitaient pas leurs services aux hommes ; les femmes pouvaient également s'assurer, encore que la prestation leur revenant ait été généralement plus faible[54], différence pouvant s'expliquer par le fait qu'elles n'étaient généralement pas soutiens de famille.

La plus importante institution féminine était la PWA. En dehors des contrats d'assurance, un de ses objectifs était d'améliorer le sort des femmes polonaises[55]. Elle avait été fondée en 1898 par un petit groupe de femmes des classes moyennes ayant, en général, fait des études en Europe[56]. Il est possible qu'elles aient considéré comme une chance la possibilité de créer un mouvement de femmes aux États-Unis, ce qu'elles ne pouvaient faire en Pologne. Elles étaient issues, dans la plupart des cas, de la classe ouvrière, encore qu'elles semblent avoir fait partie de ses éléments les plus instruits et les plus ambitieux. Les assurances décès ou santé les attiraient de même que certaines activités culturelles.

L'église polonaise a également joué un rôle important auprès de ces femmes, la majorité étant catholique. L'église était bien plus qu'un lieu de culte : c'était aussi un lieu de sociabilité[57]. Les prêtres polonais exprimaient la religion, la langue et la culture nationales dans leurs

---

51 Interview de Stanley Guntack, 10-11.

52 Témoignage de M. Remak, Proceedings of the Anthracite Coal Strike Commission, 27 october 1902 au 13 février 1903, Boîte 1, Volume 14, Michael J. Kosik Collection, Historical Collections & Labor Archives, Pattee Library, Penn State, State College.

53 BUKOWCZYK J.J., *And My Children Did Not Know Me*, *op. cit*., p. 39.

54 *The P.N.A. Story: On the Path of Service*, Chicago, impression privée, 1970, p. 11, Death Claim Records. La garantie des hommes variait entre 500 et 1 000 dollars ; celle des femmes entre 250 et 500 dollars.

55 NAPIERALSKI E., « The Polish Women's Alliance », *Glos Polek,* 22 août 1918, p. 9.

56 RADZIALOWSKI T.C., « "Let Us Join Hands": The Polish Women's Alliance », in SELLER M. S. (éd.), *Immigrant Women*, *op. cit.,* pp. 190-196. À moins d'indication contraire cette partie de ma communication se fonde sur cet article.

57 IWANCZYK M., *Ambridge Polonia and St. Stanislaus Church*, Ambridge, PA, impression privée, 1966, p. 3.

prêches et leurs activités communautaires[58] ; ils ne limitaient pas leur rôle à celui de guides religieux et s'intéressaient aussi aux questions personnelles et familiales, comme celle de la limitation des naissances[59].

Les réseaux n'avaient pas seulement un rôle positif pour les femmes. La plupart des sociétés polonaises aux États-Unis s'adressaient à des hommes et essayaient de maintenir vivants l'héritage et la culture polonaise, entretenant ainsi les traditions anciennes, en particulier la suprématie des hommes et le confinement des femmes dans leur position traditionnelle[60]. Toutes ces relations entre la famille, les amis et les compatriotes créaient un ensemble de contacts qui eut pour effet de regrouper les migrants polonais dans des quartiers ethniques où ils partageaient une culture nationale distincte de la culture dominante, développée de manière indépendante et limitée à ce seul quartier[61]. Vivre au sein d'une communauté polonaise pouvait donc aboutir à limiter l'acquisition de l'anglais car cela réduisait la nécessité de l'apprendre. C'était encore plus vrai pour les femmes qui ne sortaient habituellement pas de l'enclave ethnique et de la famille, restant encore davantage confinées dans un environnement polonais. Le fait que, la plupart du temps, les femmes mariées n'étaient pas autorisées à travailler en dehors de leur foyer – ou du moins réduites à des emplois dans la communauté[62] – a sans doute renforcé ce confinement. Les épouses polonaises employées dans la communauté vivaient sous le regard vigilant de leurs compatriotes, de sorte que tout comportement provocateur ou scandaleux pouvait être remarqué. Chercher du travail dans des endroits non-polonais était, par conséquent, déconseillé. La bonne réputation de la famille était ainsi garantie.

Les réseaux maintenaient les femmes à leur place[63]. Vulnérables, elles devaient se tenir tranquilles, car elles n'avaient nulle part où aller et aucun moyen de pourvoir à leurs besoins, si elles quittaient leur mari. Tant qu'elles se conformaient à ce qui était considéré comme étant la règle, elles pouvaient compter sur leurs réseaux, mais si elles y faisaient une entorse (en quittant un mari maltraitant, par exemple), elles n'avaient

---

58 KANTOWICZ E.R., *Polish-American Politics in Chicago, 1888-1940*, Chicago/Londres, University of Chicago Press, 1975, pp. 30-31.

59 Interview de Susan Zosak par Angela Varesano, transcription 41, 4, Eckley Oral History Project, Eckley Miners' Village, Eckley.

60 WALASZEK A., « The Polish Women's Alliance… », *op. cit.*, p. 201.

61 LOPATA H., *Polish Americans…*, *op. cit.*, pp. 4-6.

62 LOPATA H., « Widowhood in Polonia », *op. cit.*, p. 12.

63 Interview de Susan Zosak, 1.

personne sur qui compter. C'est ainsi que les réseaux contrôlaient les comportements des migrants polonais et maintenaient intactes les dynamiques traditionnelles de la famille. Comme les femmes qui se séparaient de leurs maris étaient ostracisées par la communauté, les solutions dont elles disposaient en cas d'échec de leur mariage étaient limitées. Cependant, tous les réseaux ne renforçaient pas les rôles de genre traditionnels. La PWA remettait en cause les valeurs anciennes, poussait les femmes maltraitées à demander l'aide de la police et à prendre les choses en main[64]. T. Radzilowski a montré qu'en cas de maltraitance, de non-contribution du mari aux ressources familiales et d'abandon du domicile conjugal, les femmes polonaises de Chicago avaient facilement recours à la police et aux services sociaux[65]. Les institutions américaines remplaçaient ainsi les institutions polonaises et prenaient en charge l'aide, lorsque les réseaux ethniques étaient défaillants.

2. Les réseaux de femmes polonaises en Allemagne

La situation des immigrés polonais en Allemagne était différente de celle prévalant aux États-Unis. La division de la Pologne et la politique du gouvernement allemand à l'égard des Polonais ont joué un rôle essentiel[66]. La Pologne ayant été divisée entre ses voisins au cours de la période allant de 1795 à 1918, les Polonais vivant dans la partie allemande de leur pays devinrent automatiquement citoyens allemands. Seuls les Polonais des territoires allemands étaient autorisés à travailler de manière permanente en Allemagne, alors que ceux originaires des parties russe et autrichienne du pays ne pouvaient s'y établir. Le gouvernement allemand avait édicté une règle stipulant que les étrangers devaient, chaque année, quitter le pays entre décembre et février (c'était le *Karrenzeit* – le « temps des chariots »)[67].

Attirés par l'expansion très rapide de l'industrie minière dans la région de la Ruhr, qui avait créé une énorme pénurie de main-d'œuvre, de

---

64 WALASZEK A., « The Polish Women's Alliance », *op. cit.,* p. 200.

65 RADZILOWSKI T.C., « Family, Women and Gender », *op. cit.,* p. 70.

66 Ce paragraphe utilise VERSTEEGH P., *De Onvermijdelijke Afkomst? De Opname van Polen in het Duits, Belgisch en Nederlands Mijnbedrijf in de Periode 1920-1930*, Hilversum, Verloren, 1994, pp. 39-92.

67 VERSTEEGH P., *De Onvermijdelijke Afkomst…*, *op. cit.,* p. 53. HERBERT U., *A History of Foreign Labor in Germany, 1880-1890*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1990, p. 19.

nombreux Polonais des territoires de l'Est arrivèrent après 1870. On comptait, selon les estimations, de 300 0000 à 500 000 Polonais installés dans la Ruhr en 1914[68]. Le gouvernement allemand considérait avec une grande suspicion cet afflux massif[69], craignant que cela n'aboutisse à la création d'un État polonais au sein de l'État allemand. Le nationalisme croissant des Polonais était, par conséquent, étroitement surveillé. Pour les contrôler dans la Ruhr, le gouvernement allemand créa, en 1909, le *Zentralstelle für Überwachung der Polenbewegung im rheinisch-westfälischen Industriegebiet* – Office central de contrôle des mouvements polonais dans les secteurs industriels de la Rhénanie-Westphalie (en abrégé *Polenüberwachungsstelle*), à Bochum. Cet appareil de contrôle surveillait méticuleusement les activités de la communauté polonaise dans la région, le *Polenüberwachungsstelle* devant s'assurer qu'elle ne menacerait pas l'establishment allemand. Les agents de cet appareil de contrôle assistaient donc à toutes les réunions de Polonais et les journaux de la communauté devaient être traduits. Lorsqu'une institution ou un club polonais paraissait trop subversif ou trop nationaliste, il pouvait être immédiatement interdit. Il était donc très difficile aux Polonais de la Ruhr de s'organiser. Après la Première Guerre mondiale, l'ingérence du *Polenüberwachungsstelle* dans les agissements de la communauté s'atténua, bien qu'il ait continué à rendre compte de ses activités[70]. Cependant, les Polonais étaient désormais autorisés à donner une expression publique de leur culture. Cette situation se modifia dans les années 1930 avec l'essor du national-socialisme et, en 1940, toutes les organisations polonaises furent interdites[71].

Non seulement les Polonais étaient étroitement surveillés mais, avant la Première Guerre mondiale, le gouvernement allemand rendit très difficile l'expression publique de leur culture. L'État allemand avait lancé à la fin du XIXe siècle une campagne destinée à germaniser les Polonais

---

68 KLEßMANN C., *Polnische Bergarbeiter im Ruhrgebiet 1870-1945: Soziale Integration und nationale Subkultur einer Minderheit in der deutschen Industriegesellschaft,* Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1978, p. 22.

69 STEFANSKI V.-M., *Zum Prozess der Emanzipation und Integration von Außenseitern : Polnische Arbeitsmigranten im Ruhrgebiet,* Dortmund, Forschungstelle Ostmitteleuropa, 1991, pp. 200-201.

70 Polenüberwachungstelle, « Jahresbericht Polenüberwachung 1930 », Polenbewegung, STAM Reg Mü Abt. VII nr. 35, Staatsarchiv Münster.

71 PETERS-SCHILDGEN S., « Polish Pits and Community Formation in the Northern Ruhr Area until 1939 », in BELCHEM J., TENFELDE K. (éd.), *Irish and Polish Migration in Comparative Perspective,* ed, Klartext Verlag, Essen, 2003, p. 166.

installés à l'intérieur de ses frontières, intitulée *Germanisierungsdruck*. Ses responsables considéraient qu'ils finiraient par devenir des Allemands et cesseraient de constituer une menace. Il leur était donc interdit de parler leur langue en public, d'exprimer leur culture à l'extérieur de leur domicile et de créer des écoles polonaises. Les enfants avaient l'obligation de fréquenter les écoles allemandes où ils se germaniseraient. D'autres limitations s'imposaient aux Polonais, provenant du *Kulturkampf* engagé par Bismarck[72] qui, dans sa tentative d'unification de l'Allemagne, avait souhaité créer une culture et une religion unique, à partir des différentes cultures et religions présentes en Allemagne en 1870, ce qui se traduisit par des persécutions anti-catholiques.

À l'évidence, toutes ces restrictions eurent des effets sur le développement des réseaux créés par les migrants polonais dans la Ruhr. Seuls les réseaux de la sphère privée pouvaient se développer sans trop de problèmes. Dans les cercles familiaux et amicaux, les Polonais pouvaient exprimer librement leur culture, parler leur langue et affirmer leur religion. Les institutions et les clubs, subissaient toutes les restrictions édictées par le gouvernement allemand. Il était impossible aux Polonais de la Ruhr d'avoir leurs propres églises et très peu de prêtres polonais furent autorisés à s'installer dans la région. L'organisation de leurs institutions et de leur pastorale fut, par conséquent, dès le début aux mains de prêtres allemands qui, pour la plupart, ne parlaient pas le polonais[73].

Malgré toutes ces restrictions, les immigrés polonais de la Ruhr parvinrent à créer leurs propres institutions. La plupart de celles autorisées avaient une fonction sociale et culturelle, comme la pratique de la musique, du sport, les clubs de célibataires et de femmes. Parfois, leur objectif était plus pratique : clubs de prière, clubs électoraux et éducatifs. Par opposition à celles existant aux États-Unis, ces institutions polonaises étaient organisées à petite échelle, localement, et étaient dispersées ; la majorité n'avait que quelques centaines de membres[74]. La

---

72 VERSTEEGH P., *De onvermijdelijke afkomst…*, *op. cit.,* p.52.

73 Sauf indication contraire, cette section sur les institutions polonaises se fonde sur MURZYNOWSKA K., *Die polnischen Erwerbsauswanderer im Ruhrgebiet während der Jahre 1880-1914*, Dortmund, Forschungstelle Ostmitteleuropa, 1979, pp. 94-101.Voir aussi PETERS-SCHILDGEN, « Polish Pits and Community Formation… », *op. cit*., pp. 157- 168.

74 KLEßMANN C., *Polnische Bergarbeiter…*, *op. cit*., p. 103.

seule organisation importante était le syndicat des mineurs polonais, le *Zjednoczenie Zawodowe Polskie* (ZZP) créé en 1902 à Bochum[75].

Après quelque temps, les limitations imposées à l'église polonaise dans la Ruhr se relâchèrent un peu : quelques prêtres polonais purent s'installer dans la région. Leur présence était nécessaire car les prêtres allemands ne célébraient pas la messe comme le souhaitaient les Polonais. Franciszek Liss, arrivé à Bochum en 1890 fut l'un des plus influents. Son projet était d'unifier les institutions polonaises dispersées de la Ruhr ; pour ce faire, il lança un journal, *Wiarus Polski*, destiné à stimuler le nationalisme de ses compatriotes. En effet, pour la plupart des Polonais les sentiments régionalistes prévalaient sur le sentiment national. Pour les organiser, la tonalité de *Wiarus Polski* était donc résolument nationaliste : il appelait ses lecteurs à quitter les clubs allemands et à ne s'affilier qu'à des clubs polonais[76]. Les efforts de Liss et la répression de la culture polonaise par le gouvernement allemand rendirent les migrants conscients de leur appartenance nationale et leur sentiment national se renforça. Bientôt, les prêtres polonais furent considérés comme des ennemis de l'État et, par conséquent, expulsés. Liss, par exemple, dut quitter la Ruhr en 1894.

Il est possible que la politique de germanisation ait eu des effets sur la façon dont les réseaux fonctionnaient. En Allemagne, la famille jouait un rôle important, sans doute plus encore qu'aux États-Unis, pour le maintien de la culture polonaise. Puisqu'il était très difficile au gouvernement allemand de contrôler la situation dans la sphère familiale, il est fort vraisemblable que la langue et la culture polonaise y étaient transmises aux jeunes. C'était la seule chance pour les parents de transmettre leur héritage culturel sans restrictions à leurs enfants, toutes les autres sphères étant sous la surveillance du *Polenüberwachungsstelle.*

En l'absence d'écoles polonaises, les filles devaient fréquenter celles du pays d'accueil, où elles étaient sous influence allemande[77]. Par conséquent, les enfants polonais ne parlaient pas leur langue et leur

---

75 VERSTEEGH P., « Glück Auf ! Differences between the Way Polish Miners Organized in the United States and Germany, 1890-1940 », *Polish American Studies* LXII, n° 1 (2005), 45-76 ; KLEßMANN C., *Polnische Bergarbeiter*, *op. cit.*, pp. 110-112.

76 Traduction du *Wiarus Polski* du 31 mars 1898, Reg. Arnsberg nr. 14221, Staatsarchiv Münster, Münster.

77 MOLENDA J., « The Role of Women in the Polish Migration to the Rhein-Westphalia Industrial Region at the Beginning of the Twentieth Century », *The Polish Review* XLII, n° 3 (1997), pp. 326-327.

héritage culturel leur était étranger[78]. Les mères ont donc contre-attaqué en créant des clubs de femmes, comme les clubs Wanda[79], afin d'élever leurs enfants dans la tradition polonaise. L'un des objectifs de ces clubs était d'enseigner aux jeunes leur langue maternelle et les coutumes de la mère patrie, dans un esprit catholique et national. Leurs membres s'inquiétaient de ce que les enfants polonais jouaient avec des enfants non-polonisants et, souhaitant faire cesser cela, en appelaient à leurs pères[80]. Les mères devaient garder leurs enfants à la maison, les laisser lire le catéchisme polonais et leur apprendre les prières polonaises. Ainsi, les clubs féminins avaient recours aux réseaux familiaux pour réaliser leurs objectifs ; de plus, ils préconisaient le renvoi des enfants dans la mère patrie, puisque leurs membres rêvaient d'un retour en Pologne.

Les clubs Wanda n'étaient pas les seuls clubs féminins à prendre en charge l'éducation religieuse de la jeunesse. D'autres clubs de femmes s'y intéressaient de près. Leur objectif était d'éduquer les enfants polonais dans l'esprit de l'Église catholique et de veiller au développement de l'esprit religieux dans la famille[81]. Ces clubs, tout comme les clubs Wanda, utilisaient aussi les réseaux familiaux pour accomplir leur mission : les mères étaient appelées à prier chaque jour avec leurs enfants, à veiller à ce qu'ils s'instruisent dans leur religion et à s'assurer qu'ils reçoivent les saints sacrements[82]. Transmettre à la jeunesse ce qu'il fallait savoir de l'église polonaise était considéré comme une tâche majeure par ces clubs féminins ; puisqu'elle était interdite, les femmes la remplaçaient par des clubs pour diffuser un message religieux. Cependant, cette diffusion pouvait aussi être une initiative stratégique de la part de ces femmes car, jusqu'en 1908, elles n'avaient pas le droit d'appartenir à des associations sociales et

---

78 Traduction du *Wiarus Polski* du 25 décembre 1897, in Reg. Arnsberg nr. 14221, Staatsarchiv Münster.

79 Cette partie de ma communication se fonde sur le règlement du club Wanda d'Eickel mais, selon les rapports du *Polenüberwachungsstelle,* les règlements des clubs Wanda étaient partout les mêmes. Polinnen-Verein Wanda in Eickel, juillet 1914, in: Reg. Arnsberg nr. 14169, Staatsarchiv Münster.

80 Ce paragraphe est tiré de : Ausschnitt Lüdenscheider Generalanzeignis Zeitung in Lüdenscheid, 20 février 1907, Polnischer Frauenverein « Wanda » in Herne 1907-1908, in : Reg. Arnsberg nr. 14174, Staatsarchiv Münster.

81 Polizeiverwaltung Dortmund IIB nr. 735, 13 juin 1913, Von polnischer Mütterverein in Dormund, in Reg. Arnsberg nr. 14168, Staatsarchiv Münster, Münster.

82 Rapport du Polzeiverwaltung an den Herrn Regierungs-Präsidenten in Münster, Buer, 11 juillet 1917, Polnischer Jungfrauen-Bildungsverein in Buer-Hassel, Reg. Münster VII 269, Staatsarchiv Münster.

nationales non religieuses, ce qui explique en partie la tonalité religieuse de certains de ces clubs[83]. Créer des clubs religieux était pour elles la seule manière de s'organiser. De plus, la religion était une force de cohésion entre les Polonais et donc un instrument pour les organiser.

Bien que la religion ait été un élément important de la vie des Polonais de la Ruhr, ces clubs religieux n'étaient pas à l'abri de toute critique. Selon le *Wiarus Polski*, les clubs de jeunes femmes devaient exclure toute activité politique, socialisante et religieuse[84]. Les jeunes filles devaient recevoir une formation scolaire, mais seulement sur un mode séculier. Cette vision plutôt moderne s'opposait au message religieux et conservateur des clubs de jeunes filles et de femmes.

En plus de leur mission religieuse, les clubs de femmes en remplissaient une autre, de caractère national. En conséquence, le *Polenüberwachungsstelle* les surveillait étroitement[85]. À tout moment, un club pouvait être interdit et ses membres poursuivis. Le club Wanda de Herne, fut ainsi interdit après quelques réunions, sa présidente ayant déclaré que :

> « Notre assemblée devrait être un enseignement pour notre peuple, le catéchisme polonais est notre défense. Même si le royaume de Pologne est divisé en trois parties, pourtant, notre langue nous appartient. La Pologne n'est pas perdue, aussi longtemps que vivent les femmes polonaises. »[86]

La plupart des femmes mariées polonaises de la Ruhr arrivaient seules[87]. Ce, parce que la majorité des Polonais qui émigraient dans la Ruhr étaient des hommes seuls[88] ; lorsqu'ils souhaitaient se marier, ils

---

83 MOLENDA J., « The Role of Polish Women… », *op. cit.*, p. 331.

84 Traduction du *Wiarus Polski* du 21 juin 1914, Reg. Münster Abt. VII nr. 29, Staatsarchiv Münster.

85 Der königlichen Landrat des Landkreises Dortmund. Tagebuch nr. 3696. Die Polinnenverein Dombrowska in Castrop, März 1914, Reg. Arnsberg nr. 14167, Staatsarchiv Münster; Von polnischer Frauenverein "Wanda" in Altenbochum, Bochum 27 juillet 1914, J.nr. 1149, Reg. Arnsberg nr. 14166, Staatsarchiv Münster.

86 Bericht der Polizei-Verwaltung Herne an den königlichen Herrn Regierungspräsidenten Arnsberg, Herne den 10. April 1907, Polnischer Frauenverin "Wanda" in Herne, Reg. Arnsberg nr. 14174, Staatsarchiv Münster; Peters-Schildgen, « Polish Pits and Community Formation », *op cit.,* p. 164.

87 VERSTEEGH P., *De onvermijdelijke afkomst…*, *op. cit.*, pp. 248-250.

88 En 1890, 71 % des Polonais présents dans la Ruhr étaient des hommes En 1910, 57 % de l'ensemble des Polonais étaient des hommes. KLEßMANN C., *Polnische Bergarbeiter…*, *op. cit.*, p. 268.

étaient souvent obligés de trouver une partenaire ailleurs, généralement au pays. Elles substituaient à leurs liens familiaux les relations avec leur mari et leurs enfants, et des contacts avec des amis et des compatriotes. De même, les institutions polonaises compensaient-elles l'absence de contacts familiaux. Au début du XXe siècle, les femmes polonaises ont créé des réseaux plus structurés, comme les clubs de femmes. Non seulement les femmes dirigeant les clubs mettaient l'accent sur l'éducation de leurs enfants, mais elles souhaitaient aussi instruire leurs maris, considéraient de leur devoir de stimuler leur fibre polonaise[89]. Apparemment, les hommes s'étaient germanisés, processus qui commença probablement sur leurs lieux de travail. Ainsi, les femmes étaient les gardiennes de la culture polonaise. Les clubs Wanda ne fonctionnaient pas seulement comme vecteurs de cette culture mais proposaient également une aide à leurs membres, en cas de maladie et de décès[90]. D'autres clubs de femmes polonaises accordaient aussi une aide à leurs membres malades[91]. À bien des égards, ces clubs étaient des organisations d'assistance mutuelle car ils fournissaient également une aide pour élever les enfants : ils proposaient aux mères un service de garde d'enfants assuré par les mères elles-mêmes, le « cercle de famille ». L'existence de ce service pourrait indiquer que certaines mères travaillaient, fait plutôt inhabituel, puisque les femmes polonaises restaient pour la plupart au foyer une fois mariées. Ainsi, les clubs de femmes pourraient avoir fonctionné d'une manière émancipatrice. Comme la plupart des organisations polonaises, les nombreux clubs de femmes de la région de la Ruhr étaient très dispersés. Pour créer entre eux davantage d'unité, ils s'affilièrent, à partir de 1914, à la *Verbandes polnischer Frauenvereine* – Fédération des associations de femmes polonaises[92].

À côté des clubs de femmes, existaient également des clubs plus hétérogènes, tels des clubs de rosaire, de théâtre, de sport, de chant ou de danse. Ces organisations offraient aux femmes la possibilité de se

---

89 Polizei-Verwaltung Herne an den königlichen Herrn Landrat zu Bochum, Herne, der 25 März 1907, Polnischer Frauenverin « Wanda » in Herne, Reg. Arnsberg nr. 14174, Staatsarchiv Münster.

90 Polinnen-Verein Wanda in Eickel.

91 Bericht der königlichen Landrat des Kreises Gelsenkirchen-Land an den Herrn Regierungs-Präsidenten in Arnsberg, Gelsenkirchen, Polnischen St. Hedwig-Frauenverein in Holsterhausen, Reg. Arnsberg nr. 14175, Staatsarchiv Münster.

92 Traduction de Polka, Bochum, 31.Mai 1914, Reg. Münster Abt. VII nr. 29, Staatsarchiv Münster.

socialiser et de partager leurs épreuves les unes avec les autres[93]. De plus, certaines institutions créées par les immigrés de la Ruhr fournissaient une aide financière aux femmes. La ZZP, par exemple, était une société d'assurance qui accordait une aide financière aux veuves des mineurs tués dans des accidents du travail. Par ailleurs, et à la différence des États-Unis, certaines entreprises proposaient des formes d'assistance. La compagnie minière Arenberg-GmbH, par exemple, accordait non seulement des secours à la famille des employés malades mais aussi une aide financière aux veuves et aux orphelins des ouvriers tués dans un accident[94]. Les institutions d'assurance n'étaient pas aussi nombreuses qu'aux États-Unis. Elles n'étaient tout simplement pas aussi nécessaires.

Étant donné leurs conditions de vie, les femmes polonaises de la Ruhr se sont plutôt bien organisées. Leurs institutions n'étaient pas seulement une manière de maintenir leur culture mais une forme d'auto-assistance. Elles étaient importantes parce qu'elles ne pouvaient compter, comme cela aurait été le cas au pays, sur leurs réseaux familiaux. Il est difficile de dire quelle était la force des liens entre la famille, les amis et les compatriotes, mais ils n'eurent pas pour résultat la formation de quartiers polonais, comme il en a existé aux États-Unis[95]. Cela pourrait être l'indication du relâchement ou de l'absence de liens ethniques ou du défaut de grands réseaux unificateurs.

Dans les deux pays, les femmes immigrées polonaises ont eu recours à des réseaux pour améliorer leur situation ; cependant, il existait des différences entre les États-Unis et l'Allemagne quant à leur fonctionnement. Aux États-Unis, les institutions aidant ces femmes à faire face à leurs nouvelles conditions de vie, correspondaient à une forme d'auto-assistance et pouvaient fonctionner d'une manière émancipatrice. Certaines incitaient même les femmes à dépasser les limites de leurs rôles de genre et à lutter contre leur subordination aux hommes et contre les mauvais traitements qu'ils leur infligeaient. Lorsque les réseaux disponibles s'avéraient insuffisants, les femmes créaient les leurs, comme la PWA. En Allemagne, il était difficile d'organiser des institutions polonaises à cause du « mouvement de germanisation » (*Germanisierungsdruck*). Puisque les immigrés polonais en Allemagne ne pouvaient créer d'écoles, parler polonais en public ou

---

93 MOLENDA J., « The Role of Polish Women… », *op. cit.*, pp. 332-333
94 VERSTEEGH P., *De onvermijdelijke afkomst…*, *op. cit.*, p. 195.
95 *Idem*, p. 248.

donner une expression publique à leur religion, les mères ont commencé à former de petits clubs pour apprendre à leurs enfants la langue et l'héritage culturel polonais. La tonalité de ces clubs était religieuse, nationaliste et plutôt conservatrice. Cependant, insister sur la mission religieuse de certains clubs pourrait avoir été un choix stratégique. En organisant ces clubs religieux, les femmes avaient une possibilité de s'organiser elles-mêmes et de s'entraider. Ainsi, les clubs Wanda représentaient aussi une forme d'auto-assistance.

Aux États-Unis, les femmes polonaises ont créé la PWA, favorable au féminisme et à leur émancipation. Que des femmes instruites et ambitieuses aient créé la PWA pourrait nous faire comprendre pourquoi il n'a pas existé d'organisation d'inspiration réellement féministe en Allemagne : la plupart des immigrés polonais de la Ruhr étaient d'origine rurale et n'avaient pratiquement pas reçu d'instruction[96]. Il paraît donc difficile que des intellectuelles aient pu créer en Allemagne des organisations pour l'émancipation et les droits des femmes. Cependant, les femmes polonaises en Allemagne ont su trouver les moyens de dépasser les limites les contraignant, et les clubs Wanda y ont contribué.

Aux États-Unis, les institutions fournissaient une aide financière, tout en délivrant un message plus culturel, religieux et nationaliste. L'assistance a pu être un moyen pour attirer les adhérents, les compagnies de secours mutuels pouvant utiliser le soutien financier qu'elles offraient pour poursuivre leur mission auprès de leurs membres. En Allemagne, il revenait aux entreprises de fournir l'essentiel de l'aide financière à leurs salariés, aussi les grandes compagnies de secours mutuels à l'échelle nationale n'étaient pas nécessaires. Cela pourrait également expliquer pourquoi les institutions polonaises en Allemagne étaient de plus petite taille et plus fragmentées qu'aux États-Unis.

Bien que la plupart des réseaux aient essayé de maintenir les valeurs anciennes, des observations suggèrent qu'avec le passage des générations, l'émancipation des femmes – où les organisations féminines ont joué un rôle – et le relâchement des liens ethniques furent la cause d'un effondrement des valeurs traditionnelles et que les intérêts individuels ont pris davantage d'importance. Les liens ethniques et familiaux se sont affaiblis lorsque les générations suivantes se sont américanisées ou germanisées. Par la suite, l'influence de la famille sur ses membres les plus jeunes s'est amoindrie. L'américanisation ou la

96 *Idem*, pp. 44-47.

germanisation s'est engagée principalement avec la deuxième génération, notamment par la fréquentation des écoles des pays d'accueil.

Dans l'ensemble, nous pourrions conclure que, dans les deux pays, les femmes immigrées polonaises ont utilisé des réseaux pour améliorer leur situation. La famille offrait un soutien et une sécurité financière mais transmettait également les traditions et l'héritage de la patrie, fonctionnant d'une manière quelque peu conservatrice et restrictive. Les réseaux n'étaient pas statiques et se modifiaient, s'ajustant à la transformation des besoins. De plus, les caractéristiques de l'émigration pouvaient également modifier leurs fonctions. Par exemple, lorsque les jeunes adultes dominaient, les femmes immigrées ne pouvaient pas toujours reproduire les réseaux familiaux du pays d'origine ; en immigration, elles en créaient de nouveaux qui se rapprochaient du fonctionnement de groupes de pairs plutôt que de celui d'une lignée familiale. Ces contacts, principalement avec des compatriotes, n'étaient pas destinés à suppléer la famille mais créés en son absence. À côté de ces réseaux informels, les migrants en ont créé de plus structurés, comme des clubs et des associations fraternelles assurant l'extension ou le remplacement des réseaux familiaux. Puisque les hommes dominaient habituellement ces réseaux, les femmes ont créé les leurs.

Dans les deux cas, les femmes ont utilisé leurs réseaux pour dépasser les limites qu'elles rencontraient. Leurs différences organisationnelles pourraient s'expliquer par la variété des structures offertes par les deux pays. En Allemagne, la possibilité de se déplacer était beaucoup plus faible qu'aux États-Unis, aussi s'organisaient-elles sur une plus petite échelle et d'une manière plus informelle. Néanmoins, elles se sont repliées sur le même type de réseaux que les femmes aux États-Unis : la famille, les amis, les compatriotes et les groupes religieux. Le genre a joué un rôle important dans la manière dont les réseaux stratégiques étaient utilisés et opéraient. Les femmes furent habiles à éviter les obstacles et utiliser les réseaux pour leur propre compte et, si nécessaire, à créer les leurs afin de prendre leurs affaires en main.

Les femmes des élites grecques à Paris à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Rapports de genre et engagement dans la vie publique

Despina Papadopoulou*

Ce texte évoque l'expérience migrante des femmes grecques à Paris pendant la seconde moitié du XIXe et le début du XXe siècle, et notamment de celles qui appartenaient à l'élite de la communauté. Étudiant leurs possibilités d'action sociale et leurs tâches nous visons à définir leur identité sociale et de genre.

Nous avons eu recours à deux catégories de sources qui nous ont aidée à constituer une sorte de « fiche d'état civil » : les statistiques basées sur les dénombrements de la Statistique Générale de la France et les registres paroissiaux de l'église orthodoxe grecque Saint-Stéphane de Paris, une source inexploitée jusqu'à ce jour.

Ces sources permettent de décrire, démographiquement et socialement, les femmes grecques présentes à Paris. Les informations relatives à leurs activités sociales ne concernent que les femmes faisant partie des élites de la colonie, les seules qui avaient la possibilité d'une telle action, fût-elle limitée.

1. Caractéristiques démographiques des femmes grecques à Paris

Le premier dénombrement des étrangers en France eut lieu en 1851, les Grecs ne furent recensés pour la première fois qu'en 1861. Les résultats statistiques des dénombrements font apparaître une augmentation progressive du nombre des femmes grecques à Paris. Malgré cette augmentation, un déséquilibre est patent : le nombre des hommes équivaut à peu près au double de celui des femmes dans la ville de Paris, alors que les chiffres sont équilibrés en ce qui concerne la

* Laboratoire de l'étude de la migration et de la diaspora, Université d'Athènes.

périphérie du département de la Seine (à titre indicatif : 19 hommes pour 13 femmes en 1886 et 43 hommes pour 51 femmes en 1911).

Table 1. Les Grecs dans le département de la Seine et à Paris.

	Dpt. de la Seine			Ville de Paris		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1861	127	31	158			
1866	225	65	290			281
1876	220	110	330			
1881	280	129	409			
1886	373	167	540	354	154	508
1891	549	234	783			
1896						722
1901			893	592	228	820
1911	960	402	1342	917	351	1268

Source : Statistique générale de la France.

Dans leur majorité, les femmes grecques étaient jeunes. Selon les données de la Statistique Générale de la France (les années de naissance des étrangers furent enregistrées pour la première fois en 1901), les 20-39 ans constituaient en 1901 la catégorie la plus fournie. En 1911, les femmes âgées de 20 à 34 ans sont nombreuses, de même que les 40 à 54 ans. Cependant, le nombre de femmes plus âgées est devenu plus important, avec une augmentation significative du groupe des 50-54 ans. Cela indique sans doute une installation plus permanente des immigrées arrivées à la fin du XIXe siècle.

Par ailleurs, le pourcentage des mariages mixtes pour la colonie grecque de Paris paraît très élevé en comparaison d'autres colonies grecques de l'époque[1] – comme celles de Londres, Vienne et Trieste[2]. En effet, de 1896 à 1918, sur les 291 mariages unissant au moins un Grec ou une Grecque, 140 eurent lieu entre Grecs. Il y avait, parmi les 151 restants, 115 mariages mixtes entre un Grec et une étrangère, surtout des Françaises (90 sur 115) ; les 36 autres mariages unissaient une Grecque et un étranger, généralement un Français (15 mariages sur 36).

1 Nous avons eu recours aux registres paroissiaux de l'église orthodoxe grecque de Paris, Saint-Stéphane. Nous avons dépouillé les livres de mariages de 1896 à 1918. Pour l'exploitation statistique des données, nous avons utilisé le système SPSS.

2 Voir Μαγκριωτης Δ., « Η δημογραφική ιστορία της ελληνικής εμπορικής παροικίας του Λονδίνου, 1837-1881 », *Τα Ιστορικά*, vol. 3, n° 6, Δεκέμβριος 1986, pp. 349-368, p. 358. Magriotis D.., « L'histoire démographique de la colonie marchande grecque de Londres, 1837-1881», *Ta Istorika*, vol. 3, n° 6, décembre 1986, pp. 349-368, p. 358.

Le taux des mariages mixtes révèle l'intention des immigrants de faire souche en France. Pour les hommes grecs, le choix d'une épouse française allait davantage de soi : la façon la plus répandue de se marier avec une femme grecque nécessitait un arrangement entre le fiancé et la famille de la fiancée installée hors de France, processus qui s'avérerait plus difficile et plus long. La situation était différente pour les femmes. Selon notre approche qualitative basée sur les registres paroissiaux, si le critère de la position sociale des conjoints n'est pas valable pour les hommes grecs, la majorité des femmes grecques qui se mariaient avec un étranger appartenaient aux élites de la colonie. Leurs époux faisaient aussi partie des élites françaises ou d'autres communautés étrangères : membres de l'aristocratie, banquiers, rentiers. De cette manière, les femmes grecques nouaient des liens de parenté avec l'élite française.

L'âge moyen au premier mariage s'élevait, pour les femmes grecques de Paris à 23 ans et 5 mois et était bien inférieur à l'âge moyen de leurs homologues masculins (30 ans et 8 mois) ; ceci peut s'expliquer par l'expansion du modèle du mariage précoce des femmes que l'on rencontre également dans d'autres colonies grecques de l'époque en Europe, par exemple à Vienne et à Trieste[3].

Le dépouillement systématique des naturalisations accordées aux Grecs durant le XIXe siècle[4] montre que le nombre des femmes grecques qui obtinrent la naturalisation française fut très limité, en valeur absolue et par rapport aux hommes. Notre répertoire comprend toutes les naturalisations accordées à des Grec(que)s de 1831 à 1918. Sur un total de 76 naturalisations, nous avons repéré dix femmes et filles grecques qui ont soit acquis la nationalité française la même année que leur mari, soit dans les cas des petites filles ont été naturalisées en tant que membres d'une famille. La décision d'obtenir la nationalité française ne s'inscrivait que dans le cadre familial ou conjugal, et non pas individuel. Il ne faut pas oublier que, durant une grande partie du XIXe siècle, la nationalité française était un privilège destiné à une minorité d'individus[5], dont les femmes grecques ne faisaient que rarement partie.

Pour compléter le profil social des femmes grecques à Paris, il est important de signaler l'absence, au moins déclarée, d'occupation

---

3 *Ibid*., p. 358.

4 Nous avons consulté le répertoire des bulletins des lois publié par le ministère de la Justice qui se trouve aux Archives nationales de France.

5 NOIRIEL G., *Population, immigration et identité nationale en France XIXe-XXe siècles*, Paris, Hachette, 1992, p. 110.

professionnelle, contrairement aux hommes de la communauté. C'est une remarque généralement valable à peu d'exceptions près : dans les livres de mariages, de baptêmes et de décès de l'église orthodoxe grecque, nous n'avons trouvé que cinq femmes exerçant une activité professionnelle : trois domestiques et deux couturières[6]. Il est clair que, dans la plupart des cas, nous avons affaire à une immigration de familles où la femme reste en général au foyer. De plus, il semble que, pour les femmes grecques, l'occupation professionnelle ne consistait pas en la poursuite d'une carrière mais se limitait à des métiers permettant de survivre.

2. Les femmes des élites : éducation française, charité, endogamie

Les femmes appartenant à l'élite de la colonie, notamment aux familles de négociants ou de rentiers grecs, constituent un groupe distinct. Elles menaient une vie cosmopolite en essayant de jouir des distractions et des plaisirs que Paris leur offrait. Si le domaine du travail restait pour elles, tout comme pour les autres femmes grecques de la capitale, le champ privilégié des hommes, il n'en était pas de même pour l'accès à l'éducation. Il est à noter que certaines furent envoyées dans des pensions de jeunes filles françaises « pour obtenir, outre l'accent, les bonnes manières françaises »[7]. Quant à l'apprentissage du grec, leurs parents faisaient apparemment appel aux services de précepteurs à domicile[8]. Les filles originaires de familles de milieu moins favorisé n'avaient pas accès à l'apprentissage de la langue grecque, d'autant que la première « école » grecque de Paris n'a fonctionné dans les locaux de l'église orthodoxe Saint-Stéphane qu'après 1922[9].

Les femmes appartenant à l'élite de la colonie s'engageaient dans la vie publique à travers des activités de charité et de mécénat, participant

---

6 Voir PAPADOPOULOU D., « Les Grecs à Paris à la fin du XIXe siècle : la construction d'une communauté migrante », thèse d'histoire, Paris, École des Hautes Études en Sciences sociales, 2004, p. 114.

7 Le commentaire provient d'un journaliste grec, Issidoridis Schilizzis, éditeur d'une revue grecque publiée en grec à Paris de 1868 à 1869. *Μύρια Όσα* (Miria Ossa), Bj΄ έτος, , n° 21, Σεπτέμβριος 1869, p. 288.

8 Cette tradition était déjà bien établie dans la colonie grecque de Marseille dans les années 1870 d'après les remarques du représentant grec de la Légation de Paris, Alexandros Rizos Rangavis. Archives du ministère des Affaires étrangères de Grèce (AMAEG), 1872, 18, 2, Légation en France, 23 août-4 septembre 1872.

9 Voir KANONIDIS D., « Essai sur l'immigration grecque en France au XXe siècle », mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1992, p. 161.

comme membres donateurs et fondateurs à la Société hellénique de bienfaisance, créée en 1899 auprès de l'église orthodoxe grecque de Paris.

Cette activité de charité autour de leurs églises constituait un point de référence et de regroupement stable des Grecs dans les colonies de l'étranger, et ce dès le XVe siècle. Pour des raisons remontant à l'occupation ottomane, leur identité culturelle est très étroitement liée au christianisme orthodoxe. C'est dans cette logique que s'inscrit la fondation de Saint-Stéphane, l'église orthodoxe grecque inaugurée en décembre 1895 à Paris, fondation dans laquelle l'élite a joué les premiers rôles. Ainsi, la participation des femmes de cette élite à la société de bienfaisance leur garantissait une forte visibilité sociale dans la communauté grecque de Paris. L'activité de cette société de bienfaisance comprenait l'assistance sociale aux Grecs sous forme de secours en argent, de soins médicaux, de médicaments, de repas et d'un asile de nuit pour quelques jours[10]. La création d'un cabinet de médecine communautaire[11] fut l'œuvre d'une femme de l'élite économique, Ekaterini Rodocanachi, et rappelle les « médecins du bureau de bienfaisance » rétribués par diverses villes françaises pour assurer des soins gratuits aux indigents[12].

Dans un autre domaine, deux femmes grecques participèrent au financement d'une revue publiée à Paris pendant la même période : *Ethnikon Imerologion*, soit *L'Almanach National*, publiée en grec tous les ans entre 1861 à 1871. Cette revue, qui s'adressait à un large public, constitué d'habitants du nouveau royaume de Grèce et de Grecs de la diaspora[13], était bien accueillie par les milieux des intellectuels grecs et des hellénistes de Paris. Son financement dépendait de donateurs et de souscripteurs. Les noms des femmes repérés dans les listes des donateurs (Zoé Marasli et Chariclia Ypsilanti) indiquent une fois encore que nous avons affaire à des membres de l'élite économique et politique de la colonie. Zoé Marasli (1793-1869), issue d'une famille de commerçants

---

10 AMAEG, A/5 XI, Activité des colonies grecques de l'étranger et événements divers. Communautés grecques en France. Selon les éléments tirés d'un article du *Journal des Hellènes*, non daté, joint au rapport du 17 mars 1917 de l'ambassadeur Metaxas. Nous avons pu identifier l'article, daté du 4 mars 1917.

11 AMAEG, B/49, Dossier sur les communautés, les sociétés et les associations à l'étranger, 1915-1918. Élément tiré du bilan de la *Société hellénique de bienfaisance* de l'année 1917.

12 DUPÂQUIER J. (dir.), *Histoire de la population Française*, Paris, PUF, 1988, t. III, 1789-1914, pp. 312- 317.

13 À propos de *Εθνικόν Ημερολόγιον,* PAPADOPOULO D., *op. cit*., pp. 216-228.

de Constantinople, était la femme du négociant Grégorios I. Maraslis. Elle passa une grande partie de sa vie à Odessa où son mari avait déployé une intense activité patriotique en faveur de la cause grecque[14]. Après la mort de celui-ci vers 1851, elle fut probablement appelée à Paris par son fils, Grégorios G. Maraslis, venu dans la capitale française au début des années 1850 pour faire des études de littérature et de droit. Grégorios G. Maraslis, grand bienfaiteur en Grèce, était lui aussi donateur, entre autres, de la revue *Ethnikon Imerologion*. Dans le sillage de son mari et de son fils, Zoé Maraslis, restée vivre à Paris jusqu'à la fin de ses jours, a démontré son propre intérêt patriotique en participant au financement d'une revue grecque.

Chariclia Ypsilanti était la femme d'un des frères Ypsilanti, famille qui a joué un rôle prépondérant pendant la guerre d'Indépendance grecque[15]. Très jeune, belle mais sans moyens financiers, elle s'était placée sous la protection d'une riche femme Russe, épouse du général grec Melissinos vivant à Odessa. Le fils de Chariclia Ypsilanti, Grégorios Ypsilantis, ambassadeur de Grèce en France à la fin des années 1870, avait déjà participé à l'organisation de la première association de bienfaisance de la communauté grecque de Paris créée en 1864, et était, tout comme sa mère donateur de *Ethnikon Imerologion*. Loin de rester dans l'ombre de son fils, Chariclia Ypsilanti a adopté un profil dynamique. Selon le témoignage de Alexandros Rizos Rangavis, ambassadeur de Grèce en France à partir de 1868, elle l'a contacté pendant l'interruption des relations politiques entre la Grèce et l'empire ottoman en 1868 et est intervenue auprès de Rangavis en faveur de son fils pour que ce dernier joue un rôle actif sur la scène politique grecque[16].

Le soutien financier à la revue *Ethnikon Imerologion* par ces deux femmes grecques est révélateur de leur intérêt pour la Grèce, un pays qu'elles n'avaient cependant peut-être jamais visité, élevées comme elles l'avaient été dans les centres économiques du monde capitaliste.

---

14 Voir ΠΑΠΟΥΛΙΔΗΣ Κ., Γρηγόριος Γ. Μαρασλής (1831-1907). Η ζωή και το έργο του. Συμβολή στη δραστηριότητα του ελληνισμού της Ρωσίας, Θεσσαλονίκη, Ίδρυμα Μελετών Χερσονήσου του Αίμου, 222, 1989. [PAPOULIDIS C., *Grégorios G. Maraslis (1831-1907), Sa vie et son œuvre. Contribution à l'activité de l'hellénisme en Russie,* Thessalonique, Institut d'études sur la péninsule balkanique, 222, 1989].

15 Voir ΡΑΓΚΑΒΗΣ Α. Ρ., Απομνημονεύματα, Αθήνα, επανέκδοση Βιβλιόραμα, 1999, t. III, p. 190, p. 368 (RANGAVIS A.R., *Mémoires*, Athènes, réédition Vivliorama, 1999, t. I, II, III, IV, p.190, p.368).

16 *Ibid*, t. III, p. 398.

Enfin, une autre Grecque, membre des élites de la colonie de Paris, Amalia A. Valsamachi, originaire de Bucarest, fut elle-aussi impliquée dans la publication d'une revue grecque. Son nom figurait parmi les collaborateurs de *Elinismos* (soit *Hellénisme*) en 1904. Cette revue était publiée en Grèce depuis 1898 par la société grecque homonyme[17]. En 1904, A. Valsamachi avait aussi participé à la fondation de la Ligue pour la défense des droits de l'Hellénisme à Paris. Elle assista à l'assemblée constitutive de cette ligue, qui se proposait de défendre les intérêts des Grecs habitant l'Empire ottoman[18]. Signalons que cette ligue créée à Paris émanait du cercle des membres de la société militante *Elinismos*. Plus tard, en 1917, A. Valsamachi fut membre de la Société hellénique de bienfaisance qui fonctionnait autour de l'église Saint-Stéphane[19].

Le manque d'aisance économique ne permettait pas aux femmes grecques des milieux moins favorisés de pratiquer une activité de charité. Or, il est intéressant de souligner qu'il existait un domaine où il n'y avait pas d'écart entre les femmes des différentes classes : l'habitude de l'endogamie, que nous avons déjà abordée dans une optique démographique. Les mariages parmi les membres des élites grecques de Paris témoignent d'une vieille tradition d'endogamie déjà constatée chez les familles de négociants grecs présentes dans diverses colonies de l'époque, comme à Livourne et à Londres[20]. Ce constat concerne surtout les familles originaires de l'île de Chio dans la mer Égée, un paramètre qui souligne la forte cohésion de ce groupe de négociants. Les alliances matrimoniales permettaient aux membres de ces familles de consolider leur appartenance à l'élite sociale. Durant la même période, un groupe d'artisans grecs, présents à Paris à partir de la fin du XIXe siècle : les fourreurs originaires de la ville de Castoria en Macédoine[21], fortement endogame, manifeste une cohésion similaire.

---

17 ΓΙΑΡΑΛΗ Δ. & ΖΑΓΚΛΗ Μ., Το περιοδικό Ελληνισμός (1898-1932), Παράρτημα Αρ. 55, Επιστημονική επετηρίδα Φιλοσοφικής Σχολής, Ιωάννινα, Πανεπιστήμιο Ιωαννίνων – Δωδώνη, 1993. (GIARALI D., ZAGLI M., « La revue Hellénismos (1898-1932), Annexe n° 55 », *Revue scientifique de l'École des Lettres*, Ioannina, Université de Ioannina – Dodoni, 1993).

18 AMAEG, k΄ aak. 51, 1, Légation de Grèce à Paris, rapport de l'ambassadeur Nicolaos Delyannis du 15-28 janvier 1905.

19 Voir PAPADOPOULOU D., *op. cit*., Annexe, p. 372.

20 Sur Livourne, *cf.* VLAMI D., « The Greek Merchants of Livorno, 1700-1900 », Thesis in History and Civilisation, Florence, European University Institute, 1996, pp. 278-293. Sur Londres, voir MAGRIOTIS, *art. cit*., p. 352.

21 *Cf.* PAPADOPOULOU D., *op. cit*., pp. 115-119.

Dans ce dernier cas, malgré les différences socioprofessionnelles entre les fourreurs et les négociants grecs, c'est la cohésion à l'intérieur de chaque groupe qui prévaut. Cohésion due, dans une grande mesure, à l'origine commune. Concernant les femmes grecques, on en déduit qu'elles dépendaient de négociations entre les familles et que ce n'était ni leur prospérité économique, ni leur éducation pour certaines d'entre-elles, qui pouvaient leur assurer le libre choix de leur époux.

Les femmes des élites grecques vivant à Paris vers la fin du XIXe siècle, bien que loin d'être émancipées, étaient engagées dans la sphère publique, notamment dans les domaines caritatif et associatif. Toutefois, leur contribution financière, malgré sa visibilité au sein de la communauté grecque, ne leur garantissait qu'un rôle secondaire, la prise des initiatives et les décisions étant le privilège unique des hommes.

La construction d'un avant-poste féminin et bourgeois du nationalisme. Le Club des femmes américaines de Calgary (1912-1945)

Nora Faires*

Lorsqu'elle écrivit l'article « The American Woman in Canada » en 1922 pour l'hebdomadaire populaire canadien *Saturday Night*, la journaliste de Toronto Anne Anderson Perry s'intéressa d'abord aux organisations canadiennes de l'autre côté de la frontière. « Il y a de nombreux clubs canadiens dispersés sur tout le territoire des États-Unis [où] des Canadiens hommes ou femmes, vivant loin de leur terre natale essaient de développer des relations sociales entre eux, d'effectuer un travail constructif, civique ou communautaire, dans les villes où la vie les a menés. » Chantant les louanges de ces clubs comme autant de lieux où « des milliers de Canadiens profitent de l'occasion qui leur est donnée (…) de maintenir la solidarité entre compatriotes [et] de réaffirmer, en un mot, leur identité canadienne », elle assurait à ses lecteurs qu'« il n'y [avait] rien à redire à cela ». Il en était de même des organisations d'Américains habitant au Canada, mais qui différaient des sociétés canadiennes en ceci que les clubs américains « [avaient] tous été créés par des femmes, pour des femmes, et [étaient] connus sous le nom de Clubs des femmes américaines »[1].

Mon article analyse une de ces organisations, le American Woman's Club (AWC), le Club des femmes américaines de Calgary, de sa fondation en 1912 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La plupart des membres de l'AWC étaient des femmes blanches, mariées, aisées, venues au Canada à la suite de leurs maris dont elles dépendaient

---

* Associate Professor of History and Gender/Women's Studies Western Michigan University, texte traduit de l'anglais par Natacha Lillo.

1 PERRY A.A., « The American Woman in Canada », *Saturday Night*, 1er avril 1922, p. 31.

financièrement, et qui disposaient de temps libre permettant une vie sociale riche ; elles utilisaient souvent leur genre, leur race et leurs privilèges de classe pour vivre à l'écart des problèmes économiques, sociaux et politiques de l'heure. En accord avec la peinture de Perry, ces femmes se construisaient, en tant que personnes « échouées » au Canada, une identité de résidentes provisoires marquée par la classe et le genre et renforcée par l'existence de leur club.

L'AWC reliait ces femmes à la ville dans laquelle elles résidaient mais où elles ne se sentaient pas chez elles, les enfermant dans le réseau naissant des associations locales de femmes. Cette position ambiguë était inscrite dans la charte du club[2]. Rendant obligatoire la distance vis-à-vis des problèmes religieux et politiques, elle encourageait la coopération avec certaines associations philanthropiques et civiques. Les problèmes locaux, nationaux et internationaux mettaient parfois à l'épreuve cette distinction ténue, en empiétant sur l'attachement du club à sa routine sociale et en déstabilisant la position en périphérie de la communauté que ses membres s'imposaient.

Ici, j'étudie la façon dont ces femmes privilégiées négocièrent leur statut de citoyennes étrangères au Canada, en créant, maintenant, fortifiant et parfois transgressant les limites de l'identité d'une femme américaine résidente temporaire. Cet article porte sur la période des deux guerres mondiales quand, à deux reprises, la frontière sépara d'abord une nation combattante d'une nation neutre puis ensuite deux pays alliés en guerre contre un ennemi commun. Au cours de ces moments historiques parallèles, les normes de l'AWC furent perturbées, au moment où la frontière entre les États-Unis et le Canada devint tour à tour fragile ou floue, et le sens du mot « américain » complexe et contradictoire. Les membres de l'AWC associèrent nationalisme et continentalisme, englobant le nationalisme dans l'anglocentrisme et effacèrent la distinction entre un Canada mobilisé et des États-Unis non belligérants. Cependant, même en période de crise transnationale, l'AWC conserva sa structure marquée par les convenances bourgeoises et les bonnes manières féminines, traduisant les concepts de patriotisme et de

---

2 OLIVER K.E., « Splendid Circles: Women's Clubs in Calgary, 1912-1939 », mémoire de maîtrise, Université de Calgary, 1992 ; LANGFORD N., « "All That Glitters" : The Political Apprenticeship of Alberta Women, 1916-1930 » et COLE C., MILOVIC A., « Education, Community Service, and Social Life: The Alberta Women's Institutes and Rural Families, 1909-1945 », in CAVANAUGH C, WARNE R.R. (eds), *Standing on New Ground: Women in Alberta*, Edmonton, Université de l'Alberta, 1993, pp. 71-85 et 19-31.

citoyenneté dans son vocabulaire propre. Après avoir évoqué la fondation du club et présenté ses membres, je vais relater quelques épisodes qui donnent un aperçu des identités de celles qui se proclamaient « les charmantes et talentueuses étrangères venues de l'autre côté de la frontière »[3].

1. La fondation de l'AWC

Quand les 75 membres fondatrices se réunirent pour la première fois, en avril 1912, Calgary était en plein boom économique[4]. En 1913, le « frustre patelin de 4 000 habitants » était devenu une ville à la page de 60 000 habitants[5]. L'expansion du Canadian Pacific Railway, l'augmentation mondiale des prix du blé, la croissance de l'industrie alimentaire et le développement des compagnies de gaz naturel et de pétrole firent passer Calgary du statut de petite ville dans une région d'élevage de bétail à celui de centre industriel et financier particulièrement vulnérable aux cycles de croissance et de crise[6]. Pendant ces années, Calgary grandit principalement grâce à l'immigration. Les immigrants venus de l'est du Canada et d'Europe gonflèrent la population de la ville tout comme ceux venus des États-Unis[7]. Au cours des deux décennies précédant la Grande Guerre, 600 000 Américains affluèrent dans l'ouest de la prairie canadienne, s'installant le long de la frontière agricole et venant s'ajouter à la force de travail dans les mines, les usines et les commerces de la région[8]. En 1911, les immigrants en

---

3 *Glimpses of the Past*, AWC Golden Anniversary Booklet, 1912-1962.

4 « Organization of A Club for American Women », 26 mars 1912, et « First American Woman's Club Organized », *Calgary News Telegram*, 1er avril 1912.

5 *Western Standard Illustrated Weekly*, « Opportunity Number », Calgary, Calgary Women's Press Club, 12 juin 1913, s. p.

6 Sur la transformation de Calgary, voir le *Western Standard* de 1913 ; sur l'économie de la ville, BRIGHT D., *The Limits of Labour: Class Formation and the Labour Movement in Calgary, 1883-1929*, Vancouver, Université de Colombie britannique, 1998 ; sur les transformations rurales régionales, DANYSK C., *Hired Hands: Labour and the Development of the Prairie Agriculture, 1880-1930,* Toronto, McClelland & Stewart, 1995 et THOMPSON J.H., *Forging the Prairie West: The Illustrated History of Canada*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

7 HOERDER D., *Creating Societies: Immigrant Lives in Canada*, Montreal, McGill-Queens University Press, 1999, ch. 12.

8 COATES R.H., MACLEAN M.C., *The American-Born in Canada: A Statistical Interpretation,* Toronto, Ryerson, 1943, pp. 16-17, 24, 50, 56, 59 ; THOMPSON J.H.,

provenance des États-Unis représentaient plus d'un cinquième de la population de l'Alberta et, dans certains endroits, près de la moitié de ses fermiers[9]. Cette année-là, plus de 3 000 Américains vivaient à Calgary, représentant plus de 7 % de la population de la ville et 13 % de ses résidents nés à l'étrangers[10].

Ironiquement, la création du *Calgary Stampede* montrait que les Américains avaient commencé à mettre leur sceau sur la ville. Ce magnifique spectacle de rodéo célèbre dans le monde entier, qui avait pour origine les « journées du cow-boy » de l'ouest du Canada, fut inventé par un entrepreneur américain. Sa création même fut une manifestation de la nostalgie des racines car, en 1912, la frontière du *ranching* en Alberta (d'abord arrachée aux peuples des Nations indiennes) avait en grande partie laissé la place aux cultures et à l'extraction de pétrole et de gaz[11]. Les Américains avaient un rôle prépondérant dans toutes ces entreprises, que ce soit dans les ranchs, les fermes et les puits de pétrole en périphérie ou dans les banques et les affaires en ville[12].

Créé la même année que le *Stampede*, l'AWC apportait un témoignage plus calme de la croissante présence américaine. Dès sa fondation, le club adhéra à la plus importante fédération d'associations de femmes américaines, la Fédération générale des clubs de femmes, et à la

---

RANDALL S.J., *Canada and the United States: Ambivalent Allies*, Athens, University of Georgia Press, 1994, pp. 79-82.

9 PALMER H. AVEC PALMER T., *Alberta: A New History*, Edmonton, Hurtig, 1990, p. 83 ; EVANS S., « Tenderfoot to Rider: Learning "Cowboying" on the Canadian Ranching Frontier », in EVANS S, CARTER S., YEO B. (eds), *Cowboys, Ranchers and the Cattle Business*, Calgary, University of Calgary Press, 2000, pp. 61-80 ; BENNET J.W., KOHL S.B., *Settling the Canadian-American West, 1890-1915*, Lincoln, Univ. of Nebraska Press, 1995; TROPER H.M., *Only Farmers Need Apply: Canadian Government Encouragement of Immigration from the U.S., 1896-1911,* Toronto, Griffin, 1972. MCMANUS S., *The Line Which Separates: Race, Gender, and the Making of the Alberta-Montana Borderlands*, Edmonton, University of Alberta Press, 2005 ; EVANS S., (éd.), *The Borderlands of the American and Canadian Wests: Essays on Regional History of the 49th Parallel*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2005.

10 Chiffres obtenus à partir de FORAN M., *Calgary: An Illustrated History*, Toronto, James Lorimar, 1978, tableaux VII et VIII.

11 PALMER H., *Alberta, op. cit.*, p. 125.

12 EVANS S., « Tenderfoot …», *op. cit.,* pp. 70-79 ; FORAN M.., *Calgary…, op. cit.,* pp. 86-88 ; et VOISEY P., « In Search of Wealth and Status: An Economic and Social Study of Entrepreneurs in Early Calgary » in RASPORICH A.W., KLASSEN H. (eds), *Frontier Calgary, 1875-1914: Town, City, and Region*, Calgary, University of Calgary Press, 1975, pp. 221-241.

section de Calgary du plus important groupement de sociétés de femmes du Canada, le Conseil national des femmes[13]. Lorsque l'AWC adhéra au Conseil local en 1913, ce groupe comprenait 48 sociétés, allant de l'Association chrétienne des jeunes femmes à la Société pour la prévention de la tuberculose[14]. Les rapports de l'AWC avec le Conseil local s'avérèrent parfois épineux car les associations de femmes de Calgary prirent des initiatives qui dépassaient les limites des activités acceptables pour l'AWC et les engageaient plus étroitement dans leur environnement canadien.

L'intervention de ces Américaines, et de certains de leurs compatriotes, n'était pas toujours appréciée, car des courants mêlés de nationalisme canadien, d'impérialisme britannique et d'anti-américanisme traversaient périodiquement le Dominion. Le club des femmes américaines de Calgary, qui défendait le nationalisme canadien, offrit des prix à « ceux parmi les étudiants nés à l'étranger parlant anglais (…) qui ont effectué les plus grands progrès dans l'étude de l'histoire du Canada »[15]. Visant dans un premier temps, les enfants des immigrants européens, ce projet d'assimilation s'étendit aussi aux enfants d'Américains.

Un important conflit sur les droits de douane entre le Canada et les États-Unis influença l'opinion vis-à-vis des immigrants américains. En 1911, le « débat sur la réciprocité » en matière de relations commerciales entre les États-Unis et le Canada fit ressurgir les peurs canadiennes quant à l'impérialisme des États-Unis[16]. Dans ce climat, R. B. Bennett, riche homme de loi de Calgary, devint un personnage politique de premier plan, après avoir gagné un siège au Parlement en se présentant contre le traité commercial avec les États-Unis. Bennett, un conservateur, en appela aux habitants de l'Alberta pour rejeter la « réciprocité » des droits

---

13 WOOD M.B., *The History of the General Federation of Women's Clubs for the First Twenty-Two Years of Its Organization*, New York, General Federation of Women's Clubs, 1912 ; NORRIS M., *A Leaven of Ladies: A History of the Calgary Local Council of Women*, Calgary, Detselig, 1995.

14 NORRIS M., *A Leaven of Ladies…, op. cit*., pp. 13, 63-72.

15 CORBET E.A., « Woman's Canadian Club of Calgary », *Alberta Historical Review,* n° 28, 1977, pp. 29-36 ; OLIVER, « Splendid Circles… », *op. cit.,* pp. 52-54. Voir aussi *The Calgary Club Woman's Blue Book, 1916*, Calgary, Calgary Branch of the Canadian Woman's Press Club, 1916, pp. 23-25 et *The Alberta Club Woman's Blue Book, 1917*, Calgary, Calgary Branch of the Canadian Woman's Press Club, 1917, pp. 67 et 69.

16 FORAN M., « Fighting a Losing Battle: Canadian Stockmen and the American Tariffs, 1920-1930 », *Alberta History*, n° 74, 4, 2000, pp. 775-798 ; THOMPSON J.H. RANDALL S.J., *Canada and the United States…, op. cit.,* pp. 86-92.

de douane et défier le dernier effort en date des États-Unis pour réaliser leur « destinée manifeste »[17].

Bennett mena également une campagne anti-américaine couronnée de succès dans sa circonscription. De nombreux immigrants américains vivaient dans un quartier du sud-ouest de la ville appelé la « Colline américaine ». Bennett fut le fer de lance d'une campagne pour rebaptiser le quartier « Mont Royal » et donner à ses rues des noms canadiens, arguant du fait que ses habitants devaient être loyaux envers le Canada[18]. Mais, en dépit du changement de nom, de nombreux Américains, y compris des membres de l'AWC, continuèrent à habiter les vastes maisons parsemant le flanc de la colline et les majestueux immeubles proches[19]. En 1938, l'AWC acheta son propre local à Mont Royal, un confortable immeuble de brique, qui abritait auparavant un central téléphonique[20].

Alors que l'AWC était censé accueillir « toutes les femmes américaines, jeunes et vieilles, mariées ou célibataires », c'était essentiellement une association pour femmes mariées[21]. Les fondatrices du club, comme les membres qui suivirent, étaient en très grande majorité des femmes dont les époux travaillaient dans la trépidante industrie pétrolière, le bois, la minoterie, la construction, le matériel agricole, la banque, l'assurance, l'immobilier et les professions libérales[22]. Les adhérentes venaient de vingt-huit États différents, pour la

---

17 GRAY J.H., *R. B. Bennett: The Calgary Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1991, pp. 116-119.

18 *Ibid,* pp. 120-22 ; WAITE P.B., *The Loner: Three Sketches of the Life and Ideas of R. B. Bennett, 1870-1947,* Toronto, University of Toronto Press, 1992, pp. 42-60 ; BERGER C., *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970 ; THOMPSON J.H., SEAGER A., *Decades of Discord: Canada, 1922-1939*, Toronto, McClelland & Stewart, 1985, pp. 201-05.

19 *Glimpses of the Past*, American Woman's Club of Calgary, Golden Anniversary booklet, 1962, p. 4 ; American Woman's Club, versement n° 5 979, carton 7, chemise 36 (ensuite AWC/[carton n°]/[chemise n°]) ; les archives de l'AWC sont conservées par les Archives Glenbow à Calgary. Données sur les professions émanant de *Henderson's Calgary City Directory 1915*.

20 AWC/1/5, General Meeting Minutes [ensuite GM], 1934-38, Report of the Annual May Luncheon, 1938, p. 19.

21 « Organization of A Club for American Women ». 95 % des 488 femmes dont l'adhésion fut acceptée entre 1912 et 1942 furent enregistrées comme « Mme » suivi par le prénom et le nom de leur mari. Fichier des demandes d'adhésions, 1912-1942, AWC/6/27.

22 Sur les 75 membres fondateurs, *Henderson's Calgary City Directory 1912* donne des informations sur les emplois de 52 maris ; voir aussi *Glimpses of the Past* et GUNN K.., « The American Woman's Club of Calgary, 1912-1921: « A Home Away From

plupart de l'Ouest et du Midwest, et du territoire de l'Alaska[23]. Près de trois sur cinq étaient nées dans des États situés le long de la frontière canadienne, bien qu'il y eût aussi des membres nées en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Allemagne, en Bohême et même au Canada.

L'AWC se présentait comme « un foyer loin du foyer » et parlait de ses membres comme de « navires passant dans la nuit », reflétant ainsi l'espoir que ces femmes qui suivaient les pas de leurs maris considéreraient Calgary, à leur arrivée, comme un port d'escale et de départ sans accès à la mer[24]. Pour nombre d'entre elles, Calgary s'avéra être une brève halte. Les registres mentionnent les départs des membres en s'en tenant aux seuls faits, leurs démissions étant acceptées avec regret mais sans surprise. Certaines cependant passèrent beaucoup d'années à Calgary, devenant des piliers de l'AWC, et quelques-unes y restèrent jusqu'à leur mort[25]. Néanmoins, l'organisation continua à considérer que sa mission était d'être au service des Américaines résidant temporairement au Canada. En 1960, une ancienne membre reprit cette idée, en déclarant que l'AWC « s'efforçait toujours de donner du bonheur et de l'amitié aux nombreuses Américaines qui [venaient] à Calgary et [en partaient] »[26]. Plusieurs épisodes illustrent comment celles qui se qualifiaient de résidentes temporaires exprimèrent leur statut limité de citoyennes étrangères.

Lors de mes recherches sur la construction de l'identité nationale et de l'allégeance chez ces immigrantes de l'élite, je me suis basée sur les registres scrupuleusement tenus du club, en portant une attention particulière aux perturbations dans les activités habituelles – visites de bienfaisance, réunions amicales et assistance à des conférences sur quantité de lieux considérés comme exotiques. Le début de la Grande Guerre s'avère un contexte particulièrement révélateur où trouver trace de ces tiraillements.

Home », *Fort Calgary Quarterly,* n° 4, hiver 1983, pp. 8-11. NORRIS M., *A Leaven of Ladies…, op. cit.*, pp. 163-73.

23 AWC/6/27.

24 *Glimpses of the Past* ; GUNN K., « The American Woman's Club… », *op. cit.*, p. 8.

25 « Beavers Tales: The Man Who Catered to Stampede Appetites », *Albertan Sunday Tab*, 8 juillet 1979, in Clipping File, Local History Collection, Castell Central Library, Calgary Public Library [ensuite LHC-CPL] ; AWC/6/23 Minutes 1951-1975 ; AWC/1/4a/GM 1930-1934 ; AWC/American Woman's Club 60th Anniversary, 1912-1972.

26 *The Bluebird Cookbook*, American Woman's Club of Calgary, (yellow book), c. 1960, p. 3, Cookbooks Collection, Box 2, Glenbow Library.

2. D'une guerre à l'autre

À partir d'août 1914, le Conseil local de Calgary mena la mobilisation des organisations de femmes pour aider à l'effort de guerre[27]. Lors de ses réunions et dans leur vie quotidienne, les membres de l'AWC furent sans aucun doute témoins de l'implication du Canada dans la guerre, alors même que leur nation restait non belligérante. Des centaines d'immigrants venant de l'empire austro-hongrois furent incarcérés dans un camp d'internement à l'ouest de Calgary, dans la montagne. En février 1916, une flambée de sentiment anti-germanique dans la ville entraîna une émeute au cours de laquelle 1 500 soldats et citoyens détruisirent deux restaurants et un hôtel dans un quartier d'immigrants[28]. Des milliers de soldats, dont plus de 150 Américains, s'entraînaient sur les bases militaires de Calgary[29]. À la fin de la guerre, l'Alberta avait les taux d'enrôlement et de victimes les plus élevés du Canada[30].

Malgré la proximité des troupes rassemblées et la visibilité de la mobilisation du front intérieur, le soutien de l'AWC envers l'effort de guerre des Alliés fut faible avant avril 1917[31]. En 1915, le club patronna une conférence sur « Certains aspects de la guerre mondiale actuelle ». L'été suivant, il organisa un concert au bénéfice d'une caisse de secours serbe locale[32]. Comme les soldats blessés commençaient à remplir les hôpitaux de Calgary, le club fit des dons d'argent, de vêtements, de matériel de gymnastique, de livres et de magazines[33]. À la fin 1916, le club donna la recette provenant d'une autre activité de bienfaisance au

---

27 NORRIS M., *A Leaven of Ladies…, op. cit.*, pp. 86-89 ; voir aussi SWYRIPA F., THOMPSON J.H., (eds), *Loyalties in Conflict: Ukranians in Canada during the First World War*, Edmonton, University of Alberta Press, 1983.

28 PALMER H., *Alberta…*, *op. cit.*, pp. 171-73 ; LACKENBAUER P.W., « Under Siege: The CEF Attack on the RNWMP Barracks in Calgary, October 1916 », *Alberta History*, n° 49, été 2001, p. 3.

29 Voir : www.afhs.ab.ca/data/rolls/index.html ; GAFFEN F., *Cross-Border Warriors,* Toronto, Dundurn Press, 1995, pp. 13-16.

30 PALMER H., *Alberta…*, *op. cit.*, pp. 167.

31 Voir *Calgary Club Woman's Blue Book, 1915*, Calgary, Calgary Branch of the Canadian Woman's Press Club, 1915, pp. 26-27, et *Calgary Club Woman's Blue Book, 1916*, pp. 25-28 ; AWC/3/14, Executive Board Minutes [ensuite EM], 1916-1921 ; et AWC/1/3/GM 1917-25.

32 *Calgary Blue Book 1915*, p. 27 ; AWC/3/14/EM ; *Alberta Blue Book 1917*, pp. 98-99.

33 *Glimpses of Our Past*, p. 8 ; *Alberta Blue Book 1917*, p. 72.

Conseil local « dans le but d'acheter des douceurs pour les soldats au front », ce qui apparemment constitua son premier soutien direct aux forces alliées[34]. On n'aurait pu trouver meilleur moment pour rassurer la population sceptique de Calgary : deux semaines auparavant, plusieurs centaines de volontaires américains du Corps expéditionnaire canadien avaient détruit les casernes de la police montée royale canadienne, en protestation contre la condamnation de cinq d'entre eux pour avoir enfreint la loi sur l'alcool en vigueur dans l'Alberta[35].

De telles activités de peu d'importance aidèrent le club à se préparer pour le travail intensif qu'il entreprit lorsque l'Amérique entra en guerre, essentiellement à travers un nouveau groupe baptisé « les Filles des Alliés ». Reflétant les grandes capacités d'organisation de l'AWC, les Filles mirent rapidement sur pied plusieurs ateliers de tricot et de couture, louèrent des locaux pour les machines et les fournitures nouvellement achetées et définirent des quotas à remplir[36]. Leurs travaux s'avérèrent impressionnants : en dix-huit mois, les ateliers produisirent près de 37 500 pièces de vêtement pour la Croix-Rouge canadienne[37]. Leurs contributions excédèrent celles de n'importe quelle autre association de femmes de l'Alberta, un exploit dont le club fut particulièrement fier[38].

Portant son attention sur le front intérieur, en juin 1918, l'AWC publia le *Daughters of the Allies Conservation Cook Book*, « proposé au public comme une aide pour réduire la consommation de bœuf, de bacon, de sucre et de graisses animales dont nos soldats ont besoin ». En assurant les lecteurs que c'étaient « des maîtresses de maison économes de Calgary » qui avaient testé les recettes elles-mêmes, le club dédia ce livre aux « soldats alliés », « avec le désir sincère qu'[il] puisse être une aide réelle pour gagner la plus grande guerre mondiale »[39].

Cependant, l'AWC resta en dehors de la plupart des activités civiques de Calgary pendant la Grande Guerre et jusqu'aux années 1930. En 1916, lors d'une réunion, le conseil de direction du club accepta de continuer à fournir des magazines aux anciens soldats convalescents, tout en refusant d'approuver des mesures proposées par le Conseil local concernant l'égalité en matière de droits de propriété pour les épouses, les pensions

---

34 AWC/3/14/EM, 27 oct. 1916.
35 LACKENBAUER P.W., « Under Siege… », *op. cit.*
36 *Alberta Blue Book 1917*, p. 73.
37 *Glimpses of Our Past*, pp. 8-9.
38 AWC/1/3/GM 1917-25, 4 fév. 1919, p. 34.
39 *Daughters of the Allies Conservation Cook Book: A Collection of Tested Recipes* (Calgary, juin 1918), p. 5, Cookbooks Collection, Box 2, Glenbow Library.

pour les mères et les soins aux nouveau-nés[40]. Trois ans plus tard, l'AWC n'adhéra pas à une initiative de la Ligue des consommateurs de Calgary visant à limiter les bénéfices des entreprises à 10 % ; en 1923, il ajourna une proposition du Conseil local demandant l'abolition de la peine de mort ; en 1924, il refusa de participer à une campagne de la Ligue anti-narcotique du district[41].

Considérant que de telles activités étaient hors de ses compétences, l'AWC accepta cependant de coopérer avec les groupes locaux pour la promotion du chant choral, le travail avec les agences de la région pour contenir l'épidémie de grippe de 1918-1919, l'aide aux sections de l'Armée du Salut et de la Humane Society et l'allocation de fonds au service d'aide sociale de la municipalité de Calgary, en partie pour faire taire les critiques concernant le fait que le club n'aidait que les indigents américains[42]. En 1925, l'AWC prêta à l'Union anti-alcoolique chrétienne des femmes une tenue d'oncle Sam pour son char lors du défilé du Stampede[43]. Les membres du club considéraient apparemment que leur aide au mouvement pour la tempérance n'était pas partisane, et ceci en dépit de l'abrogation de l'interdiction de la vente d'alcool en Alberta deux ans plus tôt.

Durant l'entre-deux-guerres, un seul problème public majeur retint l'attention des membres du club, ouvrant une brèche dans leur réserve civique et alimentant leur engagement irrégulier. Les horreurs de la Grande Guerre, mieux appréhendées à partir du sol canadien, convainquirent à l'évidence l'AWC de soutenir les efforts de paix internationaux. Ainsi, alors que les États-Unis n'adhérèrent pas à Société des Nations (SDN), les Américaines de l'Alberta le firent. L'AWC resta affilié à la SDN jusqu'à la Seconde Guerre mondiale (avec de courtes interruptions), s'alignant ensuite sur les Nations-Unies.

Un épisode du début de l'entre-deux-guerres illustre à la fois la sincérité et les limites de l'action du club en faveur de cette cause, la plus tournée vers l'extérieur. Au début des années 1920, l'Alberta connut une récession économique consécutive à la guerre et une sécheresse prolongée ; les lois accordant le vote des femmes avaient récemment été promulguées des deux côtés de la frontière et les tensions internationales

---

40 AWC/3/14/EM 1916-26.

41 AWC/1/2/GM 1917-25, 7 nov. 1919, p. 56 ; AWC/3/14/EM 1916-26, 29 mars 1923, et /1/2/GM 1917-25, 2 sept. 1924, pp. 249-50.

42 AWC/1/2/GM 1917-25, 3 déc. 1918, p. 27 et 7 jan. 1919, p. 32; AWC/1/4a/GM 1930-34, 2 jan. 1934, p. 165.

43 AWC/3/14/EM 1916-26, mars. 1920 (n. d.), 6 mai 1924 and 28 août. 1925.

étaient fortes[44]. Pendant ce temps, les activités du club tournaient, comme d'habitude, autour de l'accueil et de la récréation de ses membres. Mais, en septembre 1921, une adhérente proposa d'envoyer une résolution « aux représentants de leur terre natale et de leur pays d'adoption » en faveur « de la dispersion des forces terrestres et navales et du désarmement mondial »[45]. Tout d'abord, les membres du club ne réagirent pas, préférant s'occuper de la préparation du dîner et du bal annuels de Thanksgiving et d'un documentaire sur l'Inde. La discussion ajournée donna cependant finalement lieu à une vive controverse. Après des débats longs et animés, les membres du club adoptèrent la résolution et acceptèrent de l'envoyer au Sénat des États-Unis. À cette occasion, l'intérêt pour les affaires du monde interrompit la ronde des réceptions et l'AWC s'engagea dans une forme modérée d'action politique.

Durant le reste des années 1920, le club ne fit rien de comparable bien qu'il accueillît des orateurs défendant la paix dans le monde[46]. Mais, en 1934, alors que l'harmonie internationale s'éloignait chaque jour davantage, l'AWC adhéra au Conseil pour la Paix de Calgary nouvellement créé[47]. Il devint un des parrains du rassemblement organisé par ce groupe à l'occasion de la commémoration du dix-septième anniversaire de la fin de la Grande Guerre. Il approuva aussi une résolution du Conseil de la Paix disant que « la politique étrangère du Canada devrait être dirigée vers la création finale d'un organisme mondial ayant légalement l'autorité de contrôler la distribution des matières premières selon les besoins de l'humanité, sans tenir compte des frontières politiques »[48]. L'organisme en question aurait exercé sa souveraineté sur les États-Unis et le Canada. Pendant un moment, l'AWC laissa ses préoccupations pour la paix mondiale l'emporter sur son engagement pour le maintien des frontières nationales. Ainsi, pendant un court instant, les membres du club semblent avoir mis de côté (ou avoir omis de considérer) les implications d'une telle résolution sur leur propre situation financière en tant qu'épouses d'hommes dont la richesse reposait largement sur le contrôle des matières premières (pétrole, gaz, denrées alimentaires) que cet organisme aurait géré. À la fin des années 1930, l'AWC continua à participer au Conseil de la paix de Calgary et

---

44 Voir BRIGHT D., *The Limits of Labor…*, *op. cit.*, pp. 120-44.
45 AWC/1/3/GM 1917-25, pp. 128-29.
46 AWC/1/4/GM 1925-30, 6 nov. 1928, p. 123, et 5 nov. 1929, pp. 158-60.
47 AWC/1/5/GM 1934-38, 3 avril 1934, p. 183.
48 AWC/1/5/GM 1934-38, nov. 1935 (n. d.), pp. 67-72, cit. p. 72.

envoya des cotisations au Comité des femmes pour le désarmement et la paix à Genève[49].

Les discours ampoulés sur les conflits lointains et les tribunaux économiques internationaux utopiques étant une chose, les actions à l'encontre des privilèges de classe en étant une autre, les nanties de l'AWC refusèrent de s'associer aux efforts visant à soulager les souffrances du petit peuple de Calgary. En 1934, le club vota à l'unanimité sa démission du Conseil local des femmes, rompant des liens établis depuis deux décennies[50]. La cause immédiate en avait été la dénonciation par le Conseil local de la réduction des allocations de secours aux chômeurs. De fait, dès le début de la Dépression, l'AWC avait refusé de défendre les pauvres de Calgary, jugeant cette action trop politique. En 1930, le club refusa de participer aux programmes d'aide aux chômeuses du Conseil local ; trois ans plus tard, il ne voulut pas se joindre aux protestations du Conseil contre la fermeture des dispensaires dentaires et la saisie par les propriétaires des biens des femmes ne payant pas leur loyer[51]. Au lieu de cela, le club limita ses actions de bienfaisance à la charité envers les Américains dans le besoin, à la distribution de paniers garnis pour Noël aux Canadiens méritants, à l'envoi de livres, de magazines et de cartes à jouer aux hommes dans les camps pour nécessiteux[52].

3. L'AWC et la Seconde Guerre mondiale

En septembre 1939, les membres de l'AWC furent à nouveau confrontées au problème de savoir comment se situer dans le paysage civique d'une nation combattante. Alors qu'en 1914-1918, l'AWC avait attendu l'entrée en guerre des Américains pour entreprendre ses sessions marathon de couture, il essaya de soutenir immédiatement la cause du Canada bien qu'il ne fût plus affilié au regroupement des associations de femmes de la ville. Après six mois de campagne de couture, une des membres fondatrices déclara que l'AWC relâchait ses efforts et incita ses adhérentes à augmenter leur production de casquettes, pull-overs,

---

49 AWC/1/5/GM 1934-38, avril 1936 (n. d.), p. 107; fév.. 1937 (n. d.), pp. 150-51 ; oct. 1937, p. 185 ; et AWC/1/6/GM 1938-42, 1er avril 1938, p. 12.

50 AWC/1/5/GM 1934-38, 4 déc. 1934, p. 15.

51 AWC/1/4/GM 1925-30, 4 mars 1930, p. 181, et AWC/1/5/GM 1934-38, 2 déc. 1930, p. 13 ; 7 jan. 1933, p. 107 ; 7 fév. 1933, p. 114.

52 AWC/1/5/GM 1934-38, 7 mars 1933, p. 24, et 2 jan.1934, pp. 160, 165 ; THOMPSON J.H., *Decades of Discord…*, *op. cit.*, pp. 193-276.

chaussettes, draps, robes de chambre, cache-bouillottes et grosses vestes. Invoquant la production du club un quart de siècle plus tôt, elle porta aux nues les résultats obtenus par les Filles des Alliés devant un public de femmes pour la plupart étrangères au club[53].

Il se peut que le rythme lent des machines à coudre et des aiguilles à tricoter des membres au début de 1940 ait reflété la solidarité limitée de l'AWC envers la cause alliée. Les minutes du club omirent même d'annoncer l'entrée en guerre du Canada ; la première indication quant à l'entrée en lice du Dominion figure dans une annotation informelle sur un « changement de programme » concernant une réunion de la section des Arts ménagers. Le 5 septembre 1939, était annoncé avec regret que « vu l'enrôlement de M. Lick dans l'armée, il était dans l'incapacité d'effectuer la causerie et la démonstration sur les Standard Brands [mais qu'un] démonstrateur de Magic Baking Powder le remplacerait »[54].

De même, le bulletin de l'AWC sur les manifestations à venir pour 1940-1941 examinait la situation mondiale catastrophique avec une certaine distance, mettant surtout l'accent sur les liens étroits entre le Canada et les États-Unis. Ces calendriers annuels avaient une présentation standard : les premières pages donnaient toujours les paroles de deux chants patriotiques, l'un américain et l'autre canadien. Contrairement à l'habitude, l'édition de 1940-1941 présentait un hybride surprenant[55]. À côté des paroles du *Star Spangled Banner* et de *O, Canada*, on y trouvait *God Bless America*, avec une introduction évoquant les dangers de la guerre outremer (et non son actualité). Il comprenait aussi un chant entremêlant les histoires et les identités des deux nations. L'*International Hymn* commençait par les premiers vers de *America the Beautiful*, continuait avec ceux de *God Save the King* et s'achevait par l'évocation de l'héritage chrétien et anglophone commun censé lier Américains et Canadiens. De la même manière, l'inclusion du poème *Our Bordeline* prouvait que le club avait le sentiment que la frontière entre les États-Unis et le Canada symbolisait la parenté entre les deux nations, « ses 3 000 miles » représentant « face au monde une preuve vivante de la foi dans la fraternité ». Cet hymne au 49e parallèle se concluait en invoquant un trope rebattu des relations entre les États-Unis et le Canada : « Que Dieu fasse advenir ce jour naissant, cette heure

53 AWC/1/6/GM 1938-42, 6 fév. 1940, pp. 97-98.
54 *Ibid*, 5 sept. 1939, p. 75.
55 AWC/7/35/Calendar, Season of 1940-41, pp. 2-3.

divine prochaine / Où toutes les nations de la Terre se glorifieront d'avoir une telle frontière. »[56]

Ainsi, au printemps 1940, les adhérentes de l'AWC se définissaient à la fois comme citoyennes d'une nation non belligérante, en dehors du conflit mondial et comme membres d'une société civile s'étendant de l'autre côté de la frontière entre les États-Unis et le Canada, renonçant de façon rhétorique à leur position d'étrangères[57]. Leur revendication d'un héritage anglophile commun et de l'histoire devenue mythologique d'une harmonie bilatérale ininterrompue dissimulait la division créée par la frontière entre une nation neutre et une nation en guerre. L'invocation du « jour naissant » de la paix internationale n'était pas non plus en accord avec la réalité sanglante de l'époque.

À la fin de 1940, comme pendant la Première Guerre mondiale, la présence de soldats volontaires américains à Calgary rendit apparemment plus palpable cette loyauté transfrontalière confuse ainsi que la guerre. Refusant d'aider à la collecte de fonds pour l'aviation alliée et rejetant la proposition qui lui avait été faite d'« aider au financement d'un *Spitfire Drive* pour les Américains », le club mit cependant en place un programme bimensuel de dîners dominicaux pour distraire les Américains qui s'entraînaient dans les environs et élargit rapidement la liste des invités aux Australiens, aux Néo-Zélandais et aux Canadiens[58]. Elles invitèrent aussi leurs maris, peut-être pour offrir aux soldats une conversation masculine qui leur convenait mieux. Les adhérentes qui n'habitaient pas en ville et étaient en général en marge des activités du club offrirent des denrées agricoles et des poulets[59]. Au début de 1941, la guerre devint encore plus tangible quand un pilote américain et son homologue canadien se tuèrent tout près[60]. Plus tard cette année-là, l'AWC et les autorités locales inaugurèrent un monument en pierre à la mémoire des Américains et des Canadiens morts au combat[61].

---

56 *Ibid*., p. 5.

57 AWC/1/4a/GM 1930-34, 3 sept. 1934, p. 191

58 AWC/1/6/GM 1938-42, 5 nov. 1940, pp. 124-125 ; AWC/7/34/Guest Book 1940-64, 17 nov., 11 et 15 déc. 1940 et 26 jan., 9 et 23 fév., et 9 mars 1941, n. p.

59 AWC/1/6/GM 1938-42, 4 fév. 1941, p. 138.

60 CREIGHTON D.., *The Forked Road: Canada, 1939-1957*, Toronto, McClelland & Stewart, 1976, pp. 62-109.

61 Cochrane and Area Historical Society, *Big Hill Country: Cochrane and Area*, Cochrane, Alberta, Cochrane and Area Historical Society, 1977, p. 296 ; AWC/1/6/GM 1938-42, 2 sept. 1941, p. 160, et Annual Report 1941/1942, pp. 156, 163, et /7/34/Guest Book 1940-64, 9 mars 1941, n. p.

Après décembre 1941, les membres de l'AWC accrurent leur production de vêtements, participèrent aux efforts anti-inflationnistes et de rationnement (renonçant au café et au thé lors de leurs rencontres mensuelles), assistèrent à des causeries sur les conditions de vie en temps de guerre, visitèrent les blessés et donnèrent des fonds pour un local destiné aux officiers américains cantonnés à Calgary. Cependant, même une fois les États-Unis en guerre, le soutien des membres de l'AWC aux Alliés resta imprégné des bonnes manières propres à leur classe et à leur genre. Dans leurs registres, les adhérentes du club portaient ce que l'historienne Laura Wexler a appelé « un regard détourné », un « point de vue privé [qui] normalise » les relations de domination[62]. La section Voyage du club rendit compte sur le même ton d'une conférence sur les « Chasseurs de têtes dans les îles Salomon » et d'une présentation de diapositives sur les événements de Pearl Harbor[63]. La section des Arts ménagers annonça un programme pour 1942-1943 qui « met[tait] l'accent sur les gâteaux sans sucre, les plats bon marché et des suggestions pour le contenu des colis pour les soldats »[64]. La section Artisanat, sur le thème « guerre et métiers », assista à une « splendide » causerie sur la difficulté d'obtenir des graines d'épinard et le maintien des exportations de dentelle et de tweed britanniques[65]. Les adhérentes convertirent même les techniques militaires en sujets de discussion raffinés, comme lorsqu'on les informa qu'une de leurs collectes « avait permis de fournir une bombe sous-marine à la corvette de Calgary ». Six mois plus tard, les minutes mentionnaient la réception d'une « lettre de J. Davis, officier sur le navire *La Malbin*, nous remerciant pour la bombe sous-marine »[66].

Soutenant les Alliés, espérant la victoire et imaginant le monde en temps de paix qui pourrait en résulter, à l'automne 1942, les membres de l'AWC organisèrent un thé destiné à recueillir des fonds pour les « Nations-Unies », terme inventé un peu plus tôt cette année-là par Franklin Roosevelt. Une photographie de l'événement illustre bien ce qu'était l'AWC, une combinaison d'organisation efficace mais de bon ton, d'internationalisme prudent, d'admiration fraternelle pour le Canada

---

62 WEXLER L., *Tender Violence: Domestic Visions in an Age of U.S. Imperialism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 6.

63 Travel Committee reports in AWC/2/7/GM 1942-46, 6 avril 1943, p. 45 ; et /5/21/ Minutes 1941-67, 17 nov. 1942, p. 31.

64 AWC/2/7/GM 1942-46, 1er mai 1942, p. 5.

65 AWC/5/21/Minutes 1941-67, 16 fév. 1941, pp. 6-8.

66 AWC/2/7/GM 1942-46, 6 sept. 1943, p. 58, et 1er fév. 1944, p. 75.

et de patriotisme américain exubérant[67]. L'organisatrice de la réception et la présidente du club, vêtues sobrement mais élégamment de robes noires et coiffées de chapeaux à voilette, portent des bouquets faits de fleurs fraîches et de timbres d'épargne de guerre, et ont à leur revers des épingles arborant des bons d'épargne de guerre. Deux jeunes femmes encadrent les représentantes officielles de l'AWC, prenant la pose comme des vendeuses de cigarettes, portant des plateaux de bouquets et d'épingles, coiffées avec le chapeau de l'oncle Sam, vêtues « de plaisants costumes rouge, blanc et bleu comme la bannière étoilée » et portant des écharpes sur lesquelles on pouvait lire « Calgary U.S.A. Miss Canadas ». Toutes les quatre sourient, apparemment contentes et fières d'elles-mêmes, du club, de leurs efforts et de leur patrie.

Plutôt que d'être les reflets des Canadiens de l'élite résidant aux États-Unis, comme la journaliste Anne Anderson Perry les décrivit en 1922, les adhérentes de l'AWC étaient les représentantes d'une nation à la domination croissante dont l'ombre se projeta de plus en plus chez son voisin du nord durant la première moitié du XXe siècle.

L'étude de l'identité des femmes de l'élite qui composèrent l'AWC pendant ces décennies de puissance américaine grandissante est une façon de faire la lumière sur la formation d'une identité américaine genrée. Toutes les femmes qui adhérèrent à l'AWC résidèrent à Calgary assez longtemps pour s'associer avec d'autres femmes de leur nationalité, race, genre et classe. Pour certaines, cette affiliation dura pendant des décennies, le club devenant une arène passionnante en dehors de leur famille et leur lieu de réunion un domaine féminin fécond. Arborant des bouquets patriotiques et dînant à d'élégantes tables décorées de drapeaux des États-Unis, ces Américaines aisées renforçaient leur fierté nationale suivant des modalités à la fois semblables et différentes de celles des femmes dans d'autres sociétés. Résistant à l'assimilation, isolées par leur richesse et sûres de leur supériorité nationale, elles vécurent généralement à l'écart des Canadiennes, même de celles ayant un rang social comparable.

Dans la poussiéreuse ville de la prairie, qu'elles considéraient comme un port d'escale temporaire, ces dames choyées ignoraient en grande partie les problèmes et les préoccupations de leur pays d'accueil. Dans les moments de rupture et de crise, ces super-privilégiées, qui se définissaient comme des résidentes temporaires sur une terre proche

---

67 « United Nations Tea Attracts More than Four Hundred », *Calgary Herald*, 30 sept. 1942.

vaguement étrangère, essayèrent de dépasser les frontières qu'elles s'étaient imposées. Ayant des relations apparemment aisées et basées sur une égalité de classe avec les femmes de l'élite de Calgary, elles incarnaient la présence américaine croissante tout en étendant avec distinction le pouvoir américain. En organisant des galas pour le 4 Juillet et en ornant la porte de leur local d'un aigle américain, ces femmes en gants blancs, plantèrent, délicatement mais avec force, la bannière étoilée dans le « gratin » d'une importante ville canadienne.